

**LIBR PAGE 3**

**Fondateur : Hubert Beuva-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

1.50 F

Algérie, 1,26 M.; Maroc, 1,60 M.; Tunisie, 1,20 M.,  
 Allemagne, 1 M.; Belgique, 11 M.; Espagne, 13 M.; Canada, 5,65; Roumanie, 3 M.;  
 Espagne, 28 M.; Grande-Bretagne, 20 M.; Grèce,  
 20 M.; Iran, 45 M.; Italie, 338 L.; Liban, 175 M.;  
 Luxembourg, 13 M.; Norvège, 2,75 M.; Pays-Bas,  
 1 M.; Portugal, 14 M.; Suède, 2,28 M.;  
 Suisse, 1 M.; U.S.A., 85 M.; Yougoslavie, 18 M. fin.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS - CEDEX 13  
C.C.F. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 60902  
Tél. : 245-72-23

# Une hypothèque levée au Maroc

« Nous voyons naître un Maroc nouveau. Si cette expérience réussit dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie. » Ce récent tropes de M<sup>r</sup> Bonabid en dit long sur le chemin parcouru par l'ancien compagnon de Mehdi Ben Barka.

## La commission des droits de l'homme de l'ONU refuse de condamner Kampala

## La terreur érigée en système

## De notre correspondant en Afrique orientale

**JEAN-CLAUDE POMONTI**  
(Lire la suite page 5.)

\_\_\_\_\_

## Les «eurocommunistes» et la démocratie

(Lire page 4 l'article  
de MARCEL NIEDERGANG.)

## **Les ministres R.P.R. demandent à M. Barre de faire respecter la neutralité du gouvernement**

Mardi matin 1<sup>er</sup> mars s'étaient retrouvés au ministère de la jus-

... (Lire la suite page 2.)

## Les voix du silence

Les ministres R.P.P. du gouvernement ont donc demandé à M. Barro d'interdire à M.M. Lemaître et Pontaloniou de baisser un peu l'abat-jour sur les querelles politiques. On savait bien l'objet de cette démarche. C'est dit, et les membres de la majorité cessent de se chamailler pour écrire laro sur la gauche, les autres sur la droite. On ne s'écoute plus, mais on se respecte bien personnel car qui les sépare et l'utilité des listes concurrentes.

Voilà un cruel dilemme que M. Serven-Schreiber vient de trancher en annonçant qu'il « allait se taire pendant six mois ». Un silence qui fut dû au bruit d'après tout, l'absence d'opinion de Mancy n'est pas effrayante ; n'est-ce pas en effet logique que la majorité silencieuse du pays soit représentée par une majorité silencieuse ?

**BERNARD CHAPUIS.**

Les témoignages sur les massacres en Ouganda peuvent être partiels et même exagérés. Ils sont tous horribles. Un témoin parle de quinze corps flottant sur la rivière Malaba, qui marque la frontière entre l'Ouganda et le Kenya. L'autre décrit les commandes du maréchal Amin tirant à vue sur les membres des ethnies Acholi et Lango, dans les bourgs de Gulu, Lira et Apac. Ces raids ont entraîné la mort de milliers d'hommes et de dizaines de blessés. Les soldats se seraient alors déplacés des villes vers les villages...

Des réfugiés ont rapporté que « des centaines de personnes » ont été tuées. Des milliers de corps, y compris ceux de femmes et d'enfants, seraient déjà retrouvés dans les zones désertiques. Les affaires des autres peuples et lancé, à ceux qui partagent avec l'Afrique le même idéal de liberté, un appel direct et pressant à la collaboration. Serait-il prêt à rechercher avec ses plus proches collaborateurs, les dirigeants africains, le sujet fondamental qu'est l'organisation de la sécurité commune ?

Si cette possibilité s'ouvrait, elle ne devrait pas prendre les Européens au dépourvu. Ils ont moins à perdre, comme ne saurait être suppriment entre l'idéalisme d'un président des Etats-Unis rêvant de l'élimination de l'arme atomique ou d'une réduction des 510<sup>e</sup> des systèmes stratégiques américains et soviétiques et l'implacable montée en puissance des

Le Parti le plus capitaliste de France Son  
train de vie et ses recettes occultes Les  
Caisses noires des communes rouges  
Les Monopoles de 300 sociétés Un Empire  
commercial et immobilier Les Hommes  
d'affaires du parti Un procès exemplaire  
soviétique du P.C.E. BIN MICHEL

**«Un livre appelé à faire  
quelque bruit» LE POINT**

Une première question, qui concerne spécialement les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, est celle de la réponse à la proposition soviétique d'un engagement de non-recours à l'usage de l'armement nucléaire. Un tel engagement, dans l'état actuel du rapport des forces, mettrait fin à toute dissuasion en Europe et nous placerait dans un état de vulnérabilité absolue, une situation face à l'importer quelle pression que pourrait exercer l'Union soviétique. La dissuasion en Europe repose sur l'imbriication entre les forces nucléaires et les forces conventionnelles (armées nucléaires tactiques, système de défense aérienne, défense côtière, stratégie) et le danger d'escalade qui pousse à l'incident de converger, vers une force d'escalade, la possibilité la puissance de feu et les dotations en matériels l'apportant largement, la sécurité sur laquelle reposent

En ce qui concerne la France particulièrement, et sans donner une valeur absolue au pouvoir égalisateur de l'atome, il est évident que la proposition soviétique aurait pour effet d'annuler les résultats militaires et politiques des efforts consacrés depuis vingt-cinq ans à notre programme nucléaire militaire, d'entraîner à notre capacité nationale de dissuasion et à l'indépendance de nos décisions en matière de défense.

## La réalité travestie

De la Dolce Vita au Satiyricon, de Rome à Casanova, les sujets, ou les thèmes choisis par Fellini n'ont jamais été que des prétextes. Fécond par l'imagination de l'auteur, soutenu à son rythme créatrice, pénétré, moderne, transfiguré, il se sert de révélateurs et de réceptacles à ses obsessions, à ses fantasmes prophétiques; à ses tuteurs, à ses événements, navigant dans cet océan de pages errantes, écrites sans passion, mais dans le but de procurer quelque délice, d'être, d'être, d'être ailleurs... Casanova est un personnage secret ni pécuniaire... un personnage bruyant, pénible, un courtisan qui sent le sucre et la poudre, qui a la stupidité, la tyrannie et la morgue de la caserne et de l'Église. »

On peut naturellement contraindre ce réquisitoire et voir en Casanova, au-delà de sa légende de séducteur et d'aventurier, un témoin et un représentant actif (le corbion !) des courants de la culture européenne du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la philosophie, de l'art, du théâtre, du roman, du journalisme, du journalisme, du journalisme, mais canaille empathique, « un homme rare », disait le prince de Ligne, curieux de tout, ayant pénétré dans les secrets de la vie et, quel que soit le lieu, de la mort.

Le traitement infligé par Fellini à Casanova, le sort réservé à ses Mémoires, n'est donc rien qui doive nous surprendre. Après tout, les chefs-d'œuvre du XVIII<sup>e</sup> siècle ont subi le même traitement que ceux du XIX<sup>e</sup> : même n'ayant guère été plus éprouvés. Certes, cette fois, pendant et après le tournage, Fellini n'a cessé de proclamer le mépris et la haine que lui inspire son héros. Parlant de Mémoires, il dit :

J. R.

(Livre nous-les.)

(Live page 15.)

صِيْرْنَا مِنَ الْاَهْلِ



# EUROPE

## LA POLOGNE APRÈS L'ÉPREUVE

### II. — Du beurre ou des réformes ?

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Dans un premier article, «Le pardon de M. Gierak», *Le Monde* du 2 mars, Manuel Lucbert a décrit le changement de climat à Varsovie depuis le début de février, après la crise politique et sociale qui avait suivi les émeutes de juin 1976. Mais le chef du parti polonais, qui a mis partiellement à l'écart les partisans de la manière forte, pourra-t-il regagner la confiance de la population, fortement entamée au fil des années ? Il lui faut simultanément ne pas trop heurter ceux des fonctionnaires qui tiennent au respect de «la loi et de l'ordre», désarmer le «comité de défense des travailleurs» et rétablir un climat de confiance avec la population.

Varsovie. — En février 1977, l'hébdomadaire *Polityka* publiait un document qui fut considéré à l'époque comme une sorte de programme de la nouvelle équipe conduite par M. Gierak. Ce texte accordait une place importante à la «démocratie socialiste» et à la modernisation de l'économie.

Si l'industrie polonaise, au cours des six années passées, a été considérablement renouée, l'entreprise de démocratisation de la vie sociale, économique et syndicale s'est arrêtée assez vite en chemin. Les événements de juin 1976

ont démontré à l'évidence que le syndicat n'assurait ni plus, ni mieux qu'auparavant sa tâche de défense des conditions de vie des salariés. Le «programme» de 1971 prévoyait pourtant un changement de style et de méthode dans l'activité de cette organisation. Il affirmait que sa «tâche essentielle» devait être de se soucier des conditions de travail des ouvriers, des questions sociales, des rapports entre les individus dans l'entreprise.

Le rôle des conseils ouvriers, pâle reflet des organisations qui avaient vu le jour en 1956 ou en décembre 1970, ne s'est pas davantage accru. Le système polonais est sûrement moins autoritaire qu'ailleurs en Europe de l'Est. La moins grande homogénéité sociale — due à l'influence de l'Église catholique et à l'importance du secteur privé agricole — y est certainement pour beaucoup. Il n'empêche que, en l'absence de véritables structures de participation ou de contrôle ouvrier, chaque conflit social un peu «dur» risque, comme l'histoire récente l'a montré, de dégénérer en émeute.

La crise de juin 1976 paraît avoir eu au moins un effet : celui d'imposer plus nettement qu'auparavant le principe de la «consultation» des salariés. Cette idée avait, elle aussi, été avancée en 1971. La consultation devait même être «permanente»

et devenir un «élément du mécanisme du pouvoir». Mais, l'an dernier, la décision de hausse des prix a révélé à quel point l'application pratique de ce principe était caricaturale : les ouvriers avaient vingt-quatre heures pour se prononcer sur des mesures que le pouvoir avait hésité à prendre pendant plus de cinq ans et que les experts avaient mises au point pendant des mois. Les dirigeants paraissent avoir compris qu'à l'avenir une telle situation ne devrait plus se renouveler. «Si le problème des prix réapparaît, nous a dit M. Frelak, secrétaire du comité central, la discussion parmi les travailleurs durera plusieurs semaines».

M. Frelak nous a assuré aussi que «le renforcement de l'autogestion ouvrière est un grand souci de la direction du parti». Ainsi, pour manifester son intérêt envers cette institution, M. Gierak a-t-il envoyé, à la fin de l'année dernière, une lettre aux organisations directrices de l'autogestion. Cette notion, toutefois, est loin d'avoir, en Pologne, le même contenu qu'en Yougoslavie, et on peut aisément affirmer que le geste du premier secrétaire ne suffit pas à lui seul à en transformer le caractère.

Il reste que M. Gierak est sans doute parmi les membres du bureau politique l'un de ceux qui

invocent le plus fréquemment, et apparemment avec conviction, la nécessité d'instaurer un dialogue avec les travailleurs. «Notre parti écoute toujours avec attention la voix des masses ; quant à moi, j'attache personnellement la plus grande importance à l'opinion de la classe ouvrière», écrivait-il, le 3 février, dans la lettre adressée aux employés de l'usine Général Walter, à Radom. (C'est dans cette entreprise qu'avaient éclaté, le 25 juin dernier, les troubles qui devaient se terminer par la mise à sac de l'immeuble du parti.) Dans le même message, le premier secrétaire prenait soin de souligner que le principe de la consultation était «constitutionnel» ; il ajoutait : «Rien ne nous empêche de la voie de la démocratie socialiste».

Comparée aux espoirs réformateurs d'il y a vingt ans, cette intention, aussi louable soit-elle, paraît tout de même de portée bien limitée. On a le sentiment qu'il s'agit d'aménager le système, de le rendre plus vivable, plutôt que d'en corriger durablement certains vices immanents. Le problème n'est pas nouveau, et il n'a jusqu'à présent été résolu nulle part en Europe de l'Est. La crainte qu'un changement sur un point s'entraîne à la longue la réforme du système tout entier reste partout la plus forte.

Pour faire taire les aspirations à la démocratie, les régimes d'Europe de l'Est ont pensé que le moyen le plus approprié était la promesse d'un meilleur niveau de vie. La Pologne de M. Gierak a, elle aussi, voulu connaître les plaisirs du «socialisme du goulash». Mais l'on n'en tire pas du jour au lendemain dans la société d'abondance. Comment préparer un goulash quand la viande fait défaut ? Faute de fourrage en quantité suffisante, le cheptel porcin a diminué l'an dernier de près d'un quart, le cheptel bovin de 6 % au total, mais de 10 % chez les paysans privés. Pour atténuer le choc, le gouvernement a dû renoncer à certaines exportations et procéder à des importations «considérables». Il en ira de même cette année. D'importantes achats de céréales et

de fourrages (huit millions de tonnes) ont dû aussi être effectués. Le coût en a été particulièrement lourd : un milliard de dollars, soit, l'équivalent du revenu des exportations de charbon.

Le pouvoir paraît conscient du fait que son projet de rendre la vie plus agréable aux citoyens ne réussira pas sans une amélioration radicale de la situation de l'agriculture. Ces derniers mois les questions agricoles ont été débattues au cours de deux plénums du comité central, en septembre et en janvier. Si l'étatisation des terres reste l'objectif à long terme, dans la politique à court terme la ligne directrice du parti n'apparaît pas toujours clairement. Compromis constant entre les contraintes idéologiques et la nécessité de ne pas heurter de front le monde paysan, elle se caractérise par un grand pragmatisme.

#### Rentabiliser l'agriculture

Deux moyens de cette politique se dégagent : la cession de terres par les paysans privés à l'État et la spécialisation des fermes. De 1971 à 1976, l'État a récupéré 150 000 hectares par an. L'an dernier, le rythme a doublé puisque le domaine étatique s'est agrandi de 290 000 hectares. Cette tendance devrait se renforcer en raison du grand âge d'environ un tiers des agriculteurs et d'une récente décision du gouvernement. En janvier, le plénum du comité central a approuvé le principe du versement d'une retraite à tous les paysans en fonction des ventes de leur production aux centrales de commerce. Les paysans âgés ne seront donc plus obligés, comme auparavant, de céder leur ferme à l'État pour toucher une rente. Mais, en pratique, cela reviendra au même, nombre d'exploitants n'ayant plus de successeurs.

Cette mesure a été qualifiée par M. Gierak de «progrès historique dans la réalisation des principes de la justice sociale». Elle n'entraîne en vigueur qu'un 1<sup>er</sup> janvier 1980. D'ici là, les agriculteurs devraient être encouragés à augmenter leurs ventes à l'État, ce qui améliorerait la situation sur le marché. Le regroupement de petites fermes privées et leur spécialisation dans l'élevage de-

vraient aussi avoir un effet bénéfique sur la production et, par conséquent, sur l'approvisionnement du marché.

Le retour de l'équilibre du marché est en effet devenu, sur le plan intérieur, la priorité numéro un. Les dirigeants ont continué d'invocuer la ligne économique des sixième et septième congrès, des rythmes de développement devraient être effectivement tenus sur la décennie, mais les priorités ont été sensiblement modifiées à la fin de l'année dernière au profit du «secteur B», c'est-à-dire de l'industrie légère. Il ne s'agit pas d'un changement de politique, dit-on officiellement, mais, comme M. Gierak l'a déclaré lors du plénum de décembre, d'une «manœuvre spécifique». La baisse du taux d'accumulation du revenu national traduit cette nouvelle orientation, plus favorable à la consommation ; alors qu'il était en 1976 de 32 %, — un des plus élevés d'Europe de l'Est, avec la Roumanie et l'Albanie. — il n'est plus, en 1977, que de 27,4 % et il descendra l'an prochain à 26 %. Simultanément, les investissements reviendront, pendant le quinquennat 1976-1980, à des taux plus normaux : ils augmenteront en cinq ans de 43 % contre 132 % de 1971 à 1976.

#### Équilibrer les échanges

L'économie polonaise devra donc fournir sur le marché, dans les prochaines années, de quantités suffisantes de biens de consommation afin d'éponger les liquidités monétaires de la population. Mais comme le développement de la production n'arrivera pas à lui seul à rétablir l'équilibre, surtout dans l'industrie alimentaire ou celle du meuble, une pression sera exercée sur les salaires. C'est ce qu'il préva, ne devraient augmenter, en termes réels, que de 16 à 18 % d'ici à 1980 contre 40 % de 1971 à 1976. Rien ne dit toutefois que cet objectif sera tenu : toutes ces dernières années le fonds de salaires a été régulièrement dépassé, en 1976 pour un montant de 13 milliards de zlotys. La combativité ouvrière est en partie à l'origine de ces dépassements.

Un autre équilibre à rétablir est celui du commerce extérieur :

l'an dernier, les importations ont continué à augmenter plus vite que les exportations ; le déficit a été de 2 milliards de dollars. Le gouvernement souhaite renverser la vapeur et prédit que le déficit aura disparu dès 1978. Même si cette prévision se réalise, il restera à rembourser la dette extérieure, évaluée entre 10 et 15 milliards de dollars.

Toutes ces «manœuvres» réussiront-elles ? Dans le domaine économique comme dans la vie politique les résultats dépendront largement de la faculté des dirigeants à rétablir un climat de confiance. Après l'effervescence des derniers mois, la situation s'est plus ou moins stabilisée. Pour M. Gierak et ses compagnons l'alerte a été chaude. Mais si l'épreuve la plus rude est passée, les temps à Varsovie, restent difficiles.

FIN

#### Suède

### Les communistes «orthodoxes» constituent une nouvelle organisation

De notre correspondant

Stockholm. — Après plus de dix ans de conflits internes, l'heure des règlements de comptes est venue pour le P.O. suédois (V.P.K.). Trois sections locales, dont celle de Göteborg et de Malmö, ont décidé, lundi 28 février, de quitter le parti et de poursuivre leur activité au sein d'une nouvelle organisation, appelée provisoirement le parti communiste ouvrier.

Le chef des dissidents, M. Rolf Hagel, membre du comité central, a déclaré mardi 1<sup>er</sup> mars qu'il ne souhaitait pas mettre fin définitivement en dialogue : « Cette scission est malheureusement nécessaire, mais c'est la direction actuelle qui doit en endosser l'entière responsabilité. Elle a dirigé notre mouvement en deux camps : d'un côté, les ouvriers, les étudiants et même les intellectuels, qui ont une conscience de classe ; de l'autre, une équipe de petits bourgeois verbeux qui nous font rien ». M. Hagel est l'un des principaux porte-parole de la tendance minoritaire «orthodoxe» du P.O. qui a toujours refusé d'accepter les nouvelles orientations de politique étrangère plus indépendantes vis-à-vis de Moscou, tracées en 1964 par le secrétaire général de l'époque, M. Hjernsten.

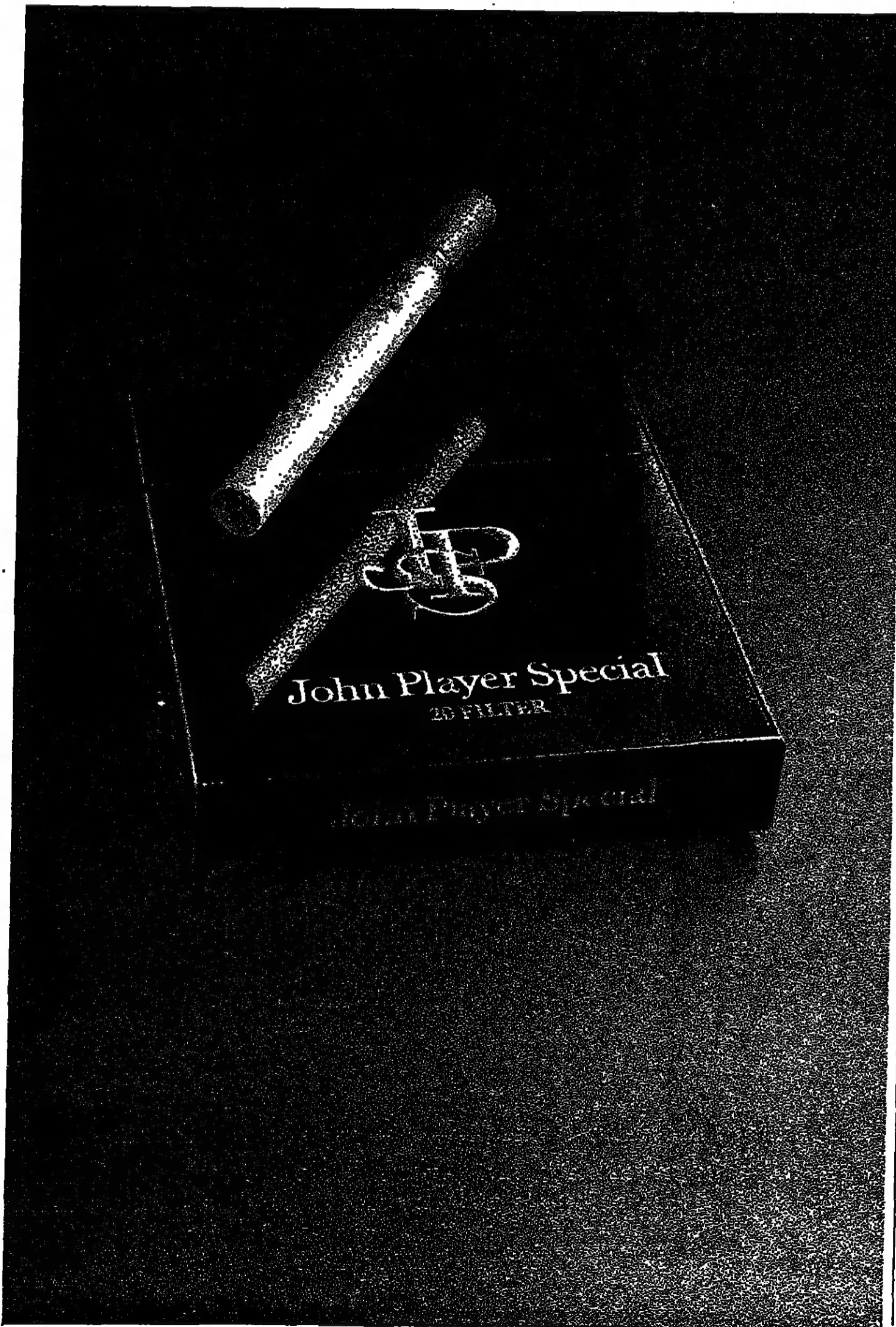
Fort de l'adhésion dont ils jouissent, notamment parmi les mineurs de Lapland, les frondeurs, qui contrôlent en outre le seul quotidien communiste suédois, le *Flamman de l'aurore boréale*, n'ont jamais voulu s'avouer vain-

cus. Les divergences de vues n'ont fait que s'accroître après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, puis avec l'affaire Soljenitsine. Plus récemment, le débat sur l'énergie nucléaire a constitué un nouveau sujet de discorde. Officiellement, le parti réclame un référendum sur la question. Les dissidents, eux, misent sur l'atome industriel, «puisque n'y a pas pour le moment d'alternatives viables».

#### Des conséquences non négligeables pour la gauche

La rupture qu'on avait pu éviter avant les élections de septembre est consommée. Elle pourrait avoir des conséquences non négligeables pour la gauche. Pour être représentée au Parlement, en Suède, une formation doit en effet recueillir au moins 4 % des suffrages. Le V.P.K. n'en obtient généralement guère plus. Le départ des «orthodoxes» entrainera peut-être au P.O. de développer sa tendance «euro-communiste» mais, aux législatives de 1978, il sera difficile de franchir le cap des 4 %. Si le V.P.K. disparaissait du Riksdag, les partis «bourgeois» deviendraient nettement majoritaires et les chances des sociaux-démocrates de regagner le pouvoir seraient alors bien faibles.

ALAIN DEBOYE









# EUROPE

## Grande-Bretagne

LES DÉBUTS DE M. OWEN AUX COMMUNES

### La détente est indivisible

déclare le nouveau secrétaire du Foreign Office

Pour ses débuts officiels aux Communes, mardi 2 mars, le nouveau secrétaire au Foreign Office, M. David Owen, s'est montré modeste et très « européen ». « J'ai beaucoup à apprendre », a-t-il dit, en soulignant qu'il avait nullement l'intention de bouleverser la politique étrangère britannique.

Lors de sa visite à Paris les 25 et 26 février, M. Owen avait déjà réaffirmé avec force l'engagement européen de son pays. Mardi, nous indique notre correspondant, il a fait de son mieux pour peser sur les Britanniques de l'élection du Parlement de Strasbourg au suffrage direct, était l'un des moyens d'abolir les absurdités du système communautaire. Notamment la production excédentaire de beurre et la vente des excédents à l'U.R.S.S., qui soulève, ici, une grande indignation.

M. Owen s'est longuement expliqué sur la détente qui, à son avis, doit être « indivisible ». Il a enfin souligné que les Britanniques ne pourraient jamais « limiter leur horizon » et que l'alliance atlantique restait la cheville ouvrière de la sécurité nationale.

Dans son vaste tour d'horizon, le nouveau secrétaire du Foreign Office a annoncé que la Grande-Bretagne adoptera une « attitude constructive » à la prochaine conférence de Belgrade sur l'application des accords d'Helsinki. Soulignant l'importance de

« l'élément humain » dans ce contexte, le nouveau chef de la diplomatie britannique a indiqué que le gouvernement ne désirait pas que les discussions dégénèrent en « polémiques infructueuses ». « Nous n'hésiterons toutefois pas à faire état franchement de nos opinions lorsque nous estimerons que l'attitude d'autres pays n'est pas satisfaisante », a-t-il ajouté.

M. Owen a déclaré que « la détente est indivisible » et qu'elle devait s'appliquer en Europe et ailleurs. La Grande-Bretagne doit prendre position en faveur des droits de l'homme « dans tous les coins du monde ». « Nous devons appliquer les mêmes critères partout, qu'il s'agisse du Chili, des pays communistes, de l'Ouganda ou de l'Afrique du Sud ».

Évoquant le problème de la Rhodésie, M. Owen a déclaré qu'il était prêt « à se rendre à l'évidence » et à « importer quel moment » s'il estimait qu'une telle initiative contribuerait réellement à une solution pacifique. Toutefois, l'indépendance de l'opinion en Rhodésie doit être consultée si l'on veut aboutir à un accord, a souligné M. Owen. « Il n'est pas trop tard pour arriver à un règlement pacifique », a-t-il ajouté. L'alternative, c'est l'effusion de sang et le chaos. M. David Owen a encore déclaré qu'il ne « braverait » pas les lies Falkland (Malouines). « Ce serait à-t-il ajouté, trahir les principes mêmes qui président à notre politique étrangère ».

## République fédérale d'Allemagne

### L'affaire Traube provoque un malaise au sein du S.P.D.

De notre correspondant

Bonn. — La commission de l'intérieur du Bundestag poursuit, ce mercredi 2 mars, la discussion de l'affaire Traube. Son président, membre du parti social-démocrate, a manifesté une « compréhension critique » pour l'attitude de M. Maibhofer, ministre de l'intérieur (libéral), qui avait autorisé les renseignements généraux à poser des micros dans la maison du député social-démocrate M. Traube. Mais un certain malaise est perceptible au sein du groupe parlementaire S.P.D., qui a demandé un débat au Bundestag.

M. Schmidt, qui estime qu'il n'y a aucune raison de critiquer M. Maibhofer, doit faire une déclaration devant le Parlement dans le courant de la semaine.

L'opposition chrétienne-démocrate a renoncé à demander la

démission de M. Maibhofer. Elle estime qu'on ne peut pas sanctionner un ministre qui a fait surveiller « un suspect en contact avec des terroristes ». Pour la C.S.T. de M. Strauss, le « véritable » n'est pas que des micros aient été posés dans la maison de M. Traube, mais que « tout le dossier de l'affaire soit parvenu au Spiegel ».

Après avoir informé mardi la commission de l'intérieur du Bundestag, M. Maibhofer et M. Mettermann, président de l'Office de protection de la Constitution, ont répondu aux questions des journalistes. Ils ont insisté sur l'absence de tout lien « danger » que représenterait le savoir à cause de « ses contacts » avec les terroristes et leurs sympathisants.

M. Maibhofer a déclaré que « toutes les autorités intéressées » ont été informées et que M. Traube était impliqué soit comme participant, soit comme témoin, dans des opérations menées pour libérer des détenus du groupe Baader-Meinhof. Mais aucun soupçon grave n'a pu être confirmé pour justifier des mesures policières et « fonder des poursuites judiciaires ».

Succédant au ministre, M. Traube, qui a écrit une lettre pour être entendu par la commission parlementaire, a accusé M. Maibhofer de « déformer grossièrement les faits ». Il n'était pas, comme l'a dit le ministre, en mesure de communiquer des renseignements confidentiels ou de faire des déclarations par des journalistes. Ses « contacts intimes » se sont bornés à quelques rencontres avec M. Hans Joachim Klein (1), qui venait chez lui avec une carte de Frankfurt, que M. Traube comptait depuis longtemps parmi ses amis.

DANIEL VERNET.

(1) L'un des membres du commando qui attaque les diligences de l'OPEC à Vienne, en décembre 1974.

**Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières**

**DECOUVERTE INDIVIDUELLE**

Départ de Paris

ATHÈNES	700 F
ISTANBUL	700 F
TUNIS	720 F
LE CAIRE	1 100 F
NEW YORK	1 450 F
BANGKOK	1 800 F
SANAA	2 050 F
BOMBAY	2 050 F
RIO	2 900 F

Allier-Retour  
Vols à départ fixe  
Compagnie 6 mois d'assurance

**CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE**

Decouverte de la Crète  
du 26 mars au 9 avril  
du 8 avril au 16 avril  
1 550 F

**CIRCUITS ORGANISÉS**

Decouverte de l'Égypte  
du 6 mars au 19 mars  
du 27 mars au 10 avril  
du 2 avril au 16 avril  
2 660 F

Renseignements et inscriptions

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
TOURAGRE

66, bd St-Michel 75006 PARIS  
Tél. : 329.12.14

2, rue Auguste-Brizeux,  
44000 NANTES  
Tél. : 71.09.07

34, rue Franklin, 69002 LYON  
Tél. : 37.16.47

13, rue Aumône-Vieille  
13100 AIX-EN-PROVENCE  
Tél. : 26.47.22

LIC 783 A

Pour connaître vraiment l'U.R.S.S. et suivre son évolution économique, sociale, culturelle, scientifique et technique

Abonnez-vous à

**« ÉTUDES SOVIÉTIQUES »**

Revue mensuelle illustrée d'information générale conçue par des Soviétiques

**AU SOMMAIRE DU N° 348 - MARS**  
(en vente chez les marchands de journaux - Le numéro : 3 francs)

- L'économie soviétique et les crédits occidentaux.
- A Omsk, un gasoduc exceptionnel utilisant les techniques les plus avancées.
- En Sibirie Orientale une centrale transformera toute l'économie de la région.
- L'ordinateur et le secret de la vie privée.
- L'extension du réseau routier - Femmes médecins dans un hôpital de Moscou.
- L'électro-analyse dans les machines à vapeur.
- Les espaces verts pour les miniers de Donetsk - Différence entre municipalités et soviets locaux - Les traditions du BOLCHOI - L'OUSSAKIAN - L'ÉCONOMIE - SPORT, etc.

Tarif des abonnements

FRANCE : 1 an, 36 F - 2 ans, 68 F  
ÉTRANGER : 1 an, 58 F - 2 ans, 105 F

Réglements à l'ordre du C.J.P.P. - C.O.P. Paris 1423

CADREAU A. sous envoi sur envoi de cette annonce à « Études Soviétiques », 4, rue de Procy, 75007 Paris. UNE HISTOIRE DE L'U.R.S.S. ILLUSTRÉE ET RÉDIGÉE PAR L'ALPHABÈTE U.R.S.S. 76, pour 1 an LE TEXTE DE LA CONSTITUTION U.R.S.S. 1960. 100 F. 100 F.

EN COULEURS. Pour un 1 an.

Spécimen gratuit sur demande

## Espagne

DANS LA DÉCLARATION QU'ILS PUBLIERONT A MADRID

### MM. Berlinguer, Carrillo et Marchais comptent insister sur leur volonté de concilier socialisme et liberté

De notre envoyé spécial

Une accélération du processus d'intégration de l'Espagne à la Communauté européenne, car il y voit un moyen de renforcer la mise en place, délicate, d'un régime réellement démocratique dans son pays. Les réserves, pour ne pas dire plus, de M. Marchais à l'égard de l'Europe du capital sont communes alors que M. Berlinguer est beaucoup moins tranchant.

L'ordre du jour de la conférence de Madrid prévoit notamment une analyse de la situation internationale. La délégation italienne affiche un optimisme raisonné. Les amis de M. Berlinguer estiment que le phénomène de l'« euro-communisme » doit être situé dans un contexte international tout à fait nouveau. D'une part, l'arrivée à la Maison Blanche de M. Carter multiplie la mise au rancard de la doctrine « dure » de M. Sonnenfeldt et une « approche » américaine plus réaliste de l'éventuelle participation au pouvoir des partis communistes ouest-européens. Et de citer la

récente déclaration d'un amiral américain appartenant à l'état-major de l'OTAN en Italie : « L'alliance est ouverte... ».

D'autre part, quelques symboles de « dégel » seraient, selon les Italiens, perceptibles du côté de l'Est. Ils citent encore une petite phrase, encourageante, de M. Honecker. Le premier secrétaire du SED a affirmé la semaine dernière au journal *Neues Deutschland* qu'il « souhaitait aux partis communistes français et italiens de pouvoir créer, par leur action, un socialisme aux contours de la France et de l'Italie ». D'autres déclarations allant dans le même sens et jugées « souples » par la délégation italienne à Madrid ont été faites récemment, en particulier par les dirigeants hongrois.

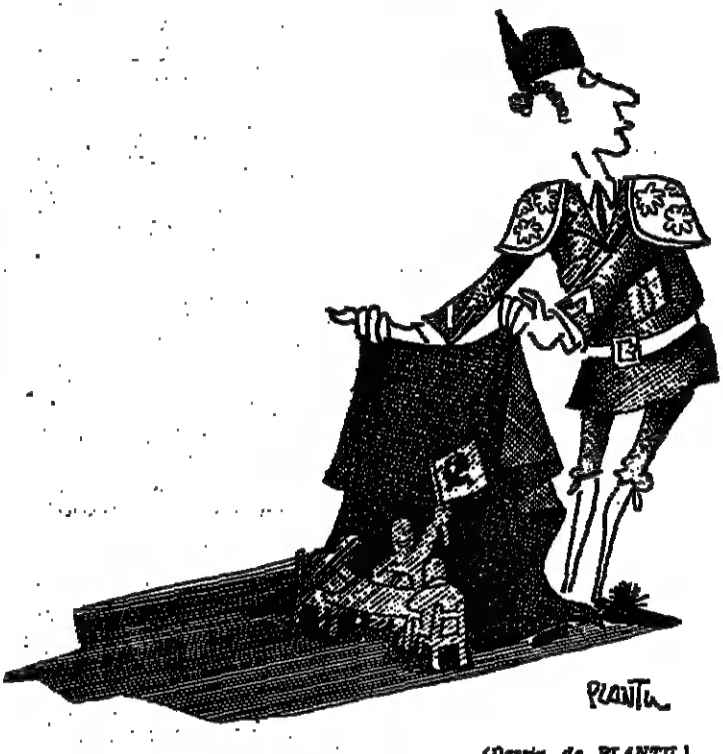
Les dirigeants communistes italiens, français et espagnols se retrouvent ce mercredi dans le même grand hôtel madrilène qui a déjà reçu les leaders socialistes européens en décembre et les chefs de file de la démocratie

chrétienne européenne en février. Les mesures de sécurité sont encore plus rigoureuses et l'ambiance est différente. Pas de points levés ni d'œuvres rouges dans les couloirs, pas de collectifs ni de slogans sur les murs. Les rendez-vous communistes est, par la force des choses, privé.

Le gouverneur civil de Madrid a interdit le meeting public que le P.C.E. comptait organiser dans une salle de mille places, en banlieue, et il a refusé l'autorisation pour une conférence de presse classique. Mais des amis du P.C.E. ont pu se procurer dans leur chambre ou dans des salons qui accueillent vingt personnes au maximum. M. Marchais et Berlinguer ont déjà fait savoir qu'ils ne « resteraient pas silencieux ».

D'une manière ou d'une autre, la presse sera informée, mais c'est pour l'instant avec la plus grande discrétion que les journaux espagnols abordent cet événement. M. Brandt et Mitterrand avaient, en décembre, eu les honneurs des manchettes. M. Marchais et Berlinguer ont droit au bas de page pour leur arrivée.

MARCEL NIEDERGANG.



(Dessin de PLANTU.)

### « L'UNTA » : M. Berlinguer entend marquer sa confiance « dans l'ensemble des forces démocratiques » espagnoles.

(De notre correspondant.)

Rome. — M. Berlinguer est allé à Madrid pour deux raisons : exprimer « une solidarité concrète » à ses camarades espagnols et manifester sa « confiance dans l'ensemble des forces démocratiques » qui, dans leur « pluralisme d'expression », peuvent faire de l'Espagne un nouveau membre d'une Europe définie par « la liberté, la démocratie et le progrès ».

A cette explication officielle donnée le mercredi 2 mars par l'Unità, on pourrait ajouter que le P.C.I. voit dans la réunion de Madrid, un moyen de consolider ce qui a été fait jusqu'à présent pour l'euro-communisme. Les Italiens évitent, autant que possible, d'employer ce mot. Ils le remplacent en tout cas dans son sens le plus large, car les visites récentes à Rome des secrétaires des partis communistes japonais, chiliens et même portugais, ont été, à leurs yeux, de ce « dialogue » nécessaire.

Le parti de M. Berlinguer serait le mieux placé, aujourd'hui, pour devenir un nouveau « centre » communiste distinct de Moscou et de Pékin. Il se trouve dans beaucoup de domaines à mi-chemin entre les partis socialistes espagnols et français. Avec l'Espagne, il a pu, en 1975, une déclaration commune, et sa « ligne » s'est patiemment imposée.

Mais il se défend avec vivacité de vouloir prendre la tête d'un nouveau pôle communiste qui, qu'il soit, à Madrid, il ne faut pas s'attendre, de sa part, à des initiatives spectaculaires en ce sens. — R. S.

## Dans la presse parisienne

**ROUGE** : une valorisation à l'outreance de la démocratie bourgeoise.

« La forme même que prennent les professions de foi démocratiques et les critiques de l'absolutisme de la démocratie dans le pays de l'Est indique les limites bureaucratiques de ce « tournant » de ces trois P.C. »

« Les garanties sur les « libertés », dit « l'humanité », l'alternance « prennent la forme d'une valorisation à l'outreance de la démocratie bourgeoise et des institutions « démocratiques » de la bourgeoisie. Berlinguer, Marchais et Carrillo n'aiment pas plus les soviets que Brejnev ou Hruschov. Mais, face à la montée révolutionnaire à laquelle ils sont confrontés, ils ont renoncé à leur position d'opposition frontale, ils choisissent d'y opposer la « fonctionnement démocratique des assemblées élues » nationales ou locales. Du fait même de l'ex-

istence stalinienne (et pour l'Italie et l'Espagne, l'existence du parti) et de projet apparaît fortement crédible aux larges masses travaillistes. Seule l'expérience d'une forme supérieure de démocratie, la démocratie soviétique, permet de détruire les illusions réformistes qui sont, paradoxalement, renforcées par le tournant « démocratique » du P.C.E., du P.C.I. et du P.C.F. »

**L'HUMANITÉ** : un rendez-vous de la liberté.

« La présence de Georges Marchais et d'Enrico Berlinguer aux côtés de Santiago Carrillo prend d'abord la signification d'une solidarité profonde avec les communistes espagnols. (...) Sans doute chacun de ces partis est-il amené à définir sa voie, les conditions de sa lutte, en toute indépendance. Sans doute les situations dans chaque pays sont-elles diverses et les approches des problèmes, de ce fait, sont parfois nécessairement différentes. »

« Il reste qu'un dénominateur commun existe entre l'analyse de notre parti et celle d'autres partis communistes d'Europe occidentale. »

« C'est là vraisemblablement un autre aspect que ne manquera pas de mettre en lumière le rendez-vous de Madrid. Un rendez-vous de la liberté. »

(RENE ANDRIEU.)

## Danemark

### M. JOERGENSEN A CONCLU DE NOUVEAUX ACCORDS AVEC DES PARTIS CENTRISTES

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le Parlement danois élu le 15 février s'est réuni pour la première fois le mardi 1<sup>er</sup> mars. Devant les cent soixante-dix-sept députés présents, un scrutin avait lieu ce même jour aux fins d'élection de deux parlementaires, le premier ministre social-démocrate, a prononcé un bref discours. Il a déclaré catégoriquement toute possibilité de coopération avec les trois petits partis d'extrême gauche.

M. Joergensen a indiqué qu'il avait tenu, comme il l'avait promis, de constituer un cabinet de coalition, mais que les conversations qu'il avait eues avec les représentants des partis du centre l'avaient convaincu que ce projet était irréalisable. Peu après, les porte-parole des partis mis en cause, notamment les libéraux et le centre démocrate, devaient affirmer qu'à aucun moment le premier ministre n'avait engagé avec eux des négociations pour former le gouvernement.

M. Joergensen a enfin annoncé que, pendant le week-end, il avait conclu de nouveaux accords avec ses partenaires d'avant les élections (radicaux, chrétiens populaires, centre démocrate). Les accords portaient sur le chômage, la défense, le logement et les nouveaux impôts. — C. O.

### Fondateur d'une formation de droite

### M. LOPEZ RODO VOIT DANS LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS FRANÇAIS SES « PARTENAIRES »

(De notre envoyé spécial.)

Madrid. — Une petite phrase de M. Lopez Rodo, ancien responsable du Plan dans le gouvernement Carrero Blanco, a suscité une certaine émotion à Madrid. M. Lopez Rodo, a en effet, affirmé que les républicains indépendants français étaient les « partenaires » de l'Alliance populaire, la formation très conservatrice qu'il a fondée avec quelques autres anciens ministres de Franco, comme M. Fraga Iribarne.

M. Lopez Rodo, membre éminent et avoué de l'Opus Dei, a fait cette déclaration après avoir rencontré à Paris M. Fomiatowski. Un membre du comité politique des républicains indépendants aurait promis de venir à Madrid pour assister dimanche 5 mars au premier congrès de l'Alliance populaire, la formation la plus à droite actuellement sur l'échiquier politique espagnol. Les dirigeants du Centre démocratique, en particulier M. de Arellano et Pio Cabanillas, ont réagi en privé avec vigueur aux propos de M. Lopez Rodo. Il y vaient une menace directe contre leur propre formation conservatrice qui regroupe des franquistes repentis et des anciens libéraux ayant tenu à main aux groupes de l'opposition démocratique pendant la dictature. — M. N.

الجمهورية العربية السورية



دعوات للتحول

# AMÉRIQUES

## L'Argentine et l'Uruguay réagissent vivement à la réduction de l'aide militaire de Washington

Les prises de position de l'administration Carter en faveur des droits de l'homme commencent à peser quelques problèmes au gouvernement américain. Selon un récent rapport d'Amnesty International, cent douze pays, sur les quelque cent quatre-vingt qui comptent la planète, ont des reproches à se faire en ce domaine.

Les plus récentes réactions négatives sur ce sujet ont été enregistrées à Buenos Aires et à Montevideo le 1<sup>er</sup> mars. Dans un mouvement d'appareillement concerté, les autorités argentines et uruguayennes ont répondu à la récente déclaration du secrétaire d'Etat américain, M. Vance, selon laquelle les Etats-Unis étaient prêts à réduire leur aide militaire à certains pays où la situation des droits de l'homme est préoccupante, notamment à l'Argentine et à l'Uruguay.

Le gouvernement argentin a répondu que, dans ces conditions, il refusait la partie de l'aide américaine (environ 15 millions de dollars sur les 35 millions initia-

lement prévus) qui était maintenue par Washington. Quant à l'Uruguay, à qui les crédits militaires étaient virtuellement coupés, il a indiqué qu'il reconceptualisait toute aide économique des Etats-Unis.

Le sonnet de M. Carter d'accorder une plus grande considération que ses prédécesseurs à la question des droits de l'homme est sans aucun doute extrêmement louable. Il a ses limites. M. Vance a admis devant la commission sénatoriale où il déposait, que les considérations humanitaires ne pouvaient pas être exclusives des questions économiques ou des préoccupations militaires obligées à certains compromis : il a ainsi exclu la Corée du Sud - où les problèmes relatifs aux droits de l'homme sont préoccupants - mais a noté qu'il n'avait pas d'objection à notre sécurité - de la liste des pays sanctionnés. Une telle attitude oblige également les Etats-Unis à être eux-mêmes insouciantes. Les Chinois, à qui la nouvelle administration vient de demander de libérer leurs prisonniers politiques, ont commencé une violente campagne de presse sur les conditions de détention dans certains pénitenciers américains et sur les menaces troubles de la C.I.A. en Amérique latine.

réaction de l'Uruguay, où la crise économique est très profonde, est encore moins crédible de ce point de vue que celle de son voisin.

Sur le plan strictement militaire, l'Argentine - de loin le plus important des deux pays cloués au pilori par Washington - ne dépend pas, dans le pire des cas, des seuls Etats-Unis. La France est un important fournisseur d'armes et de matériel militaire. L'Argentine a aussi des liens avec l'Union soviétique, avec qui, paradoxalement, elle entretient les meilleures relations possibles.

La sanction annoncée par Washington contre ces deux pays indique, en tout cas, que les Etats-Unis sont moins pressés qu'il y a quelques mois de mettre sur pied ce « pacte de l'Atlantique sud » par lequel ils souhaitent répondre, en compagnie du Brésil, de l'Argentine et de l'Uruguay, à la création d'une « tête de pont » soviétique en Angola - c'est-à-dire juste en face du « coin sud » de l'Amérique latine.

Washington connaît les limites, éternelles et actuelles, du nationalisme des latins. Plus préoccupante, sans doute, pour les Etats-Unis est l'attitude de Brasilia. Bien que présentant de nombreux points de faiblesse - inégalité de développement, selon les régions et les classes sociales, poids écrasant de la dette extérieure - le Brésil est une puissance de cent dix millions d'habitants dont la population croît à un rythme galopant, dont l'industrie fait des progrès incontestables, et qui cherche à se doter d'un armement nucléaire. M. Christopher, secrétaire d'Etat américain, vient de faire une brève visite à Brasilia. Il souhaitait obtenir de la grande puissance du sud une modification de son accord militaire avec la République fédérale d'Allemagne. Il est reparti les mains vides.

JEAN-PIERRE CLERC.

### CORRESPONDANCE

#### La violence en Argentine

Un lecteur qui tient à conserver l'anonymat pour des raisons de sécurité nous adresse des précisions sur la manière dont un médecin argentin et sa femme sociologue, de nationalité chilienne, ont été enlevés et tués par un commando de la police fédérale de Buenos Aires.

Ceci n'est pas passé pendant l'état d'urgence et le couvre-feu étaient en vigueur. D'après les récits que nous avons pu recueillir de la part des habitants de l'immeuble, l'appartement aurait été complètement saqué, la porte laissée ouverte, et le commando ne serait entré qu'après avoir vu la femme insensible évanouie.

Celui-ci aurait été tué dans le dos alors qu'il tentait de s'enfuir. Son corps, pourrissant, n'a jamais été retrouvé. Tout a été fait en vain et les autorités ont observé la plus grande hypocrisie et la plus grande mépris devant les inévitables de la famille. Officiellement il est mort d'un accident, mais dans son cas non plus il n'a jamais fait paraître le corps. Est-ce à cause des tortures qu'il a dû subir avant sa mort?

Des crimes comme celui-ci ont lieu tous les jours, les plus souvent frappant des familles qui n'ont aucun moyen pour alerter l'opinion internationale. Souvent, menacés directement par les forces de l'ordre, ils se taisent à jamais. Souvent le peuple meurt comme ça, sans formalités ni enquêtes. Je suis conscient et convaincu que ce récit n'est pas unique, sinon dans son détail.

#### Les limites d'une querelle

D'autre part, la vive réaction de Buenos Aires et de Montevideo paraît typique d'un certain nationalisme latino-américain, toujours à fleur de peau, mais dépourvu, le plus souvent, des moyens de ses ambitions. Compte tenu de leur régime, ces deux pays ne peuvent guère se permettre de pousser leur querelle avec Washington. La politique économique hyper-libérale qui prévaut de part et d'autre de Rio-de-Janeiro impose de bonnes relations avec les Etats-Unis, largement maîtres des investissements privés et des crédits des organismes financiers internationaux. La

### Etats-Unis

## Le ministère de la justice a reconnu le bien fondé des revendications des Indiens du Maine

De notre correspondant

New-York. - Deux tribus indiennes - les Penobscot et les Passamaquoddy - vont enfin récupérer entre 200 000 et 500 000 kilomètres carrés de terres dans l'Etat du Maine, dont elles demandent la restitution par la voie judiciaire. Jusqu'à présent, les Indiens, qui, dans d'autres Etats, avaient entamé des actions du même genre, avaient été déçus. Mais à part Robert Kennedy, qui s'était brièvement intéressé à leur sort, et les Quakers, qui leur apportent fréquemment leur soutien, aucun groupe de pression n'avait, jusqu'à présent, soutenu leur cause.

Si les Indiens devaient avoir gain de cause, entre cent mille et trois cent mille Américains blancs résident sur ces terres pourraient être délogés. Théoriquement, le gouvernement fédéral pourrait leur verser des compensations, mais la majorité d'entre eux n'ont pas l'intention d'abandonner leurs terres et leurs maisons. Tout en appuyant les Indiens devant le tribunal, le gouvernement fédéral les encourage à accepter un règlement à l'amiable, c'est-à-dire à renoncer à leurs terres ancestrales en échange d'une somme forfaitaire qui leur serait versée (à condition que le Congrès l'autorise). L'argent, toutefois, semble moins intéresser les Indiens que la terre.

Si les Indiens du Maine avaient gain de cause, leurs frères de race retrouveraient l'espoir de récupérer leurs terres dans d'autres Etats. M. Carter, fidèle aux impératifs éditoriaux qu'il a imposés à son gouvernement, semble décidé à faire prévaloir le bon droit des Indiens spoliés.

honnête ne défend, à Washington, les intérêts des Américains les plus démunis. Cette fois, cependant, le gouvernement ne rejette pas systématiquement les revendications indiennes dans le Maine. Le ministère de la justice en a reconnu le bien-fondé devant le tribunal de Portland.

Ces terres leur avaient été enlevées de façon illégale, en 1790, par les autorités de l'Etat. Un traité d'extinction des terres indiennes n'est valide que si le Congrès l'autorise. Or les traités qui déposaient les Indiens du Maine de leurs terres ne furent jamais approuvés par le Congrès.

Si les Indiens devaient avoir gain de cause, entre cent mille et trois cent mille Américains blancs résident sur ces terres pourraient être délogés. Théoriquement, le gouvernement fédéral pourrait leur verser des compensations, mais la majorité d'entre eux n'ont pas l'intention d'abandonner leurs terres et leurs maisons. Tout en appuyant les Indiens devant le tribunal, le gouvernement fédéral les encourage à accepter un règlement à l'amiable, c'est-à-dire à renoncer à leurs terres ancestrales en échange d'une somme forfaitaire qui leur serait versée (à condition que le Congrès l'autorise). L'argent, toutefois, semble moins intéresser les Indiens que la terre.

Si les Indiens du Maine avaient gain de cause, leurs frères de race retrouveraient l'espoir de récupérer leurs terres dans d'autres Etats. M. Carter, fidèle aux impératifs éditoriaux qu'il a imposés à son gouvernement, semble décidé à faire prévaloir le bon droit des Indiens spoliés.

LOUIS WIZNITZER.

Le gouvernement américain ne pourra pas couvrir au gré de 225 millions de dollars (environ 1125 millions de francs) à la ville de New-York s'il n'est pas certain d'être remboursé, a répondu M. Blumenthal, secrétaire au Trésor, à M. Besame, maire de la ville. (A.F.P.)

# AFRIQUE

### Ouganda

## La terreur érigée en système de gouvernement

(Suite de la première page.)

Selon une technique à laquelle il n'a pas renoncé depuis, le maréchal s'est efforcé de détourner l'attention à l'époque, en rompant brutalement avec Israël et en expulsant la communauté indo-pakistanaise d'Ouganda.

Depuis, disparitions et violences ont marqué l'histoire d'un régime dont les méthodes rappellent singulièrement celles des « tontons macoutes » de l'ancien président François Duvalier, à Haiti. Un président de cour, M. Kivuvu, est attaché à son fauteuil de juge et aussitôt tué l'une des femmes du président Amin aurait été retrouvée décapitée en morceaux dans le coffre d'une voiture. Le corps de son beau-frère, M. Ondaga, un ancien ministre des affaires étrangères, aurait été jeté en pâture aux crocodiles du Nil. L'épouse et les deux enfants d'un officier supérieur interné ont été tués, leur voiture ayant été écrasée par un char alors qu'ils revenaient d'une visite à la prison. Enfin, il semble acquis que Mme Dora Bloch, la vieille dame israélienne retenue en otage à Entebbe, a été attachée de son lit d'hôpital et étranglée.

Les « expéditions » du maréchal se ressemblent : accidents de voiture, tentatives d'évasion. Aucun corps n'est produit, aucune enquête sérieuse n'est tolérée.

Quelle est l'étendue des derniers massacres ? Les estimations les plus prudentes s'élèvent à quelques centaines de tués, peut-être un millier. Certains réfugiés qui ont franchi la frontière kenyanaise - ils se comptent par

centaines - ont parlé de trois mille tués en l'espace d'un mois. Selon l'un d'entre eux, les unités loyales au maréchal Amin se sont répandues, dès le 25 janvier, dans le nord du pays, en tuant les gens.

C'est la quatrième fois en dix-huit mois que celui qui s'est proclamé « président à vie » agit sans merci pour se saisir son titre. A déclaré Peter Hardy, un journaliste britannique miraculeusement sauvé d'une exécution sommaire. L'officier qui le conduisait à la mort est entré en contact radio avec le maréchal Amin et s'agissait d'un « malentendu ». « Vous avez de la chance, vous n'avez pu être facilement éliminé », lui a dit l'officier. Le président Amin et son conseiller d'origine britannique Robert Asie ont « réussi à me retrouver avant que ma disparition devienne définitive », a raconté Peter Hardy la semaine dernière, à son retour au Kenya.

### « Le châtiment de Dieu »

Les crises de rage du maréchal peuvent donner le signal d'une terreur. Souvent, ses hommes de main devançant les ordres. La terreur a été érigée en système de gouvernement. Gardes du corps, policiers et tueurs sont le plus souvent recrutés parmi les Kwakwas, une ethnie marginale, à cheval sur la frontière avec le Soudan, en majorité de confession islamique, et à laquelle appartient le maréchal.

La dernière terreur semble avoir plusieurs causes. Fin décembre, le clergé chrétien a protesté contre la répression. Le maréchal lui a promis une réponse. A la veille des fêtes marquant, le 25 janvier, le sixième anniversaire du régime, trente-cinq sous-officiers ont demandé au maréchal, au cours d'une audience, de tempérer la domination des Kwakwas au sein de l'armée. Début février, l'archevêque Lwum et dix-huit évêques ont signé un document dans lequel ils s'inquiétaient de l'avenir des chrétiens ougandais, qui constituent plus de la moitié de la population d'un pays de douze millions d'habitants.

Le président Amin a-t-il pris

peur ? « Un compte a été déposé », affirme-t-il après coup. Le 16 février, devant trois mille de ses soldats, il dénonça les comploteurs, désignant du doigt l'archevêque Lwum qui est présent. « Tuez-les tous - les aujourd'hui ! », crièrent les soldats. Armes et documents sont exposés à l'appui des accusations. La suite est tragique : masarade est connue. Des dizaines de disparus ont-ils également été liquidés ? Que sont devenus certains professeurs de l'université de Makerere et plusieurs hauts fonctionnaires ?

Rendu furieux par les propos du président Carter sur le « dévot » qu'inspiraient les événements à l'Ouganda, le maréchal Amin s'appretait à jouer l'une de ses cartes favorites : le sort des résidents étrangers dans le pays. Ses amis lui ont fait comprendre qu'il valait mieux ne pas toucher aux Américains. Il a donc choisi, comme d'habitude, de faire évoluer l'affaire vers la bouffonnerie, puis de renoncer à son projet de convoquer ceux-ci. Avec l'espoir que ces maris les prisonniers des disparus tomberont dans l'oubli, victimes comme il a osé le dire, du seul « châtiment de Dieu ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### Zaire

LA TENSION AVEC L'ANGOLA - Le président Mobutu du Zaire a réagi mardi 1<sup>er</sup> mars à une « indignation » au communiqué du ministère angolais de la défense, qui avait, la veille, impliqué le Zaire dans le massacre de quarante-trois habitants du village de Pangola, au nord de l'Angola à 40 kilomètres de la frontière zairoise (le Monde du 3 mars). « Pour déjouer l'attention de son peuple des tristes réalités qui pourraient ébranler le Zaire, le Zaire ne se permettra pas de se laisser influencer par la presse », a déclaré le président Mobutu. (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

#### DOUZE FIRMES AMÉRICAINES SUPPRIMENT LA SÉGRÉGATION DANS LEURS USINES

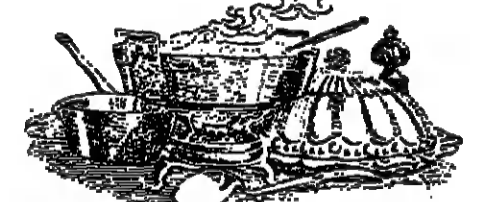
(De notre correspondant.)

New-York. - Douze firmes américaines ont fait connaître, ce mercredi 2 mars, leur décision de mettre fin à la ségrégation raciale dans leurs usines en Afrique du Sud. Leur décision intervient à la suite de tractations qui ont duré dix-huit mois.

General Motors, International Business Machines, Gilcorp, American Cyanamid, Burroughs, Caltex, Ford Motor, International Harvester, Minnesota Mining and Manufacturing, Mobil Oil, Otis Elevator et Union Carbide se sont engagés à faire respecter dans leurs installations en Afrique du Sud les principes suivants :

- 1) L'intégration raciale sur le lieu de travail et à la cantine ;
- 2) Traitement équitable pour tous les employés et ouvriers sans distinction de race ;
- 3) Salaire égal quelle que soit la race de l'ouvrier ;
- 4) Programme de formation professionnelle ouvert à tous ;
- 5) Embauche d'un plus grand nombre de Noirs ;
- 6) Amélioration des conditions de vie des ouvriers. - L. W.

### Dégustation au Coq Hardi "Le Poulet de Bresse"



Le Coq Hardi est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

16, Quai Rannequin - 78 Boulogne. Tél. : 969 01 43. Fermé le Mercredi.

# STOCKEZ JUSTE!

Les ensembles électroniques Sif de contrôle et gestion de stocks informent en temps réel sur : les quantités, la valeur, les prix, les cadences, les consommations, les engagements auprès des fournisseurs, etc.

Du Sif 1200 au Sifcos 31, de 100 à 50 000 références, 500 à 2 400 F HT par mois (crédit-bail). Tous connectables aux facturiers Sifacta (16 à 128 mémoires).

## Pour une gestion active de vos stocks.

18, rue d'Anjou 78000 Versailles Tél. 950.75.68

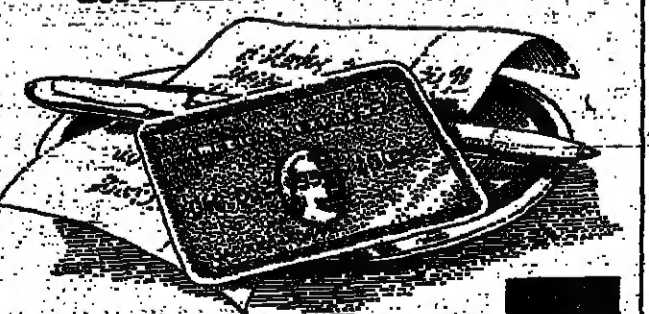
Nom \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

### Gastronomie chez Lucas Carton "Cassiolette de Queues d'Ecrevisses"



Lucas Carton est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express. 9, Place de la Madeleine - Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 245 22 90.

### La Carte American Express est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

Vous cherchez à promouvoir l'exportation par la formation des hommes

Notre prochain séminaire : PRÉPARATION DES EXPRATRIÉS À L'AFRIQUE 23 - 24 - 25 Mars 1977

Renseignements : Société Internationale d'Etudes et d'Intégration S.I.E.I. 52, rue de Dunkerque, 92000 PARIS - Tél. : 976-01-55 A. RAFFORT



# LES PAYS DE L'OPEP TROIS ANS APRES

qu'ont-ils fait de leur argent?

Dans ce même numéro :  
- Les comptes d'un vintailleur du Languedoc  
- Le coût des voyages d'affaires  
- Le Québec libre, c'est sérieux?

## ECONOMIA

Mensuel économique et politique international  
En vente chez votre marchand de journaux  
Abonnements : Groupe J.A. 3 rue Roquette 75006 Paris

## VOITURES D'EXPORTATION T.T.

**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda  
Toutes marques étrangères



Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités  
de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

# ECONOMIE EXEMPLAIRE



**RENAULT 16 TL 27200 F**  
(ESSENCE ORDINAIRE VERSION 55 ch)

1565 cm<sup>3</sup> - 9 CV - 55 ch DIN à 5.000 tr/min - 7,3 l, 10,3 l, 10,3 l.  
Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à 90 km/h, 120 km/h et sur essai de type urbain.

\*Prix clés en main au 01/03/77

Tout ce que l'on attend d'une voiture à l'heure actuelle, la Renault 16 vous le propose depuis toujours. En matière d'équipement, de tenue de route, de sécurité et surtout d'économie, la Renault 16 a donné le ton aux grandes routières modernes. Avec le mérite d'avoir été la première et grâce à des perfectionnements constants, de le rester.  
La Renault 16 TL version 77 est encore un véritable exemple automobile.

**RENAULT 16 TL**  
Renault préconise elf

## DIPLOMATIE

Par solidarité européenne

### L'IRLANDE RENONCE PROVISOIREMENT A INTERDIRE SES EAUX CÔTIÈRES A CERTAINS CHALUTIERS

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — L'Irlande a renoncé, au moins provisoirement, à interdire ses eaux côtières aux chalutiers français de plus de 30 mètres. Cette interdiction, qui devait entrer en vigueur le mardi 1<sup>er</sup> mars, aurait

sérieusement affecté, si elle avait été maintenue, les intérêts des pêcheurs français, néerlandais et britanniques : environ cent vingt chalutiers français de cette dimension travaillent régulièrement dans les eaux que Dublin voulait ainsi protéger.

### CUBA PORTE A 200 MILES LA LIMITE DE SES EAUX DE PÊCHE

La Havane (A.P.F.). — Cuba a porté, aux termes d'un décret qui est appliqué depuis le lundi 28 février, la limite de ses eaux territoriales de 3 miles à 12 miles nautiques (soit de 5,6 kilomètres à 22,3 kilomètres environ) et à 200 miles (environ 370,4 kilomètres) la limite de ses eaux de pêche. Cuba exerce donc sa souveraineté, dans la zone des 200 miles, sur tout ce qui concerne l'exploitation, la conservation et l'administration des ressources naturelles sous-marines. Cette décision crée un problème juridique avec les États-Unis, séparés de 90 miles (environ 166,6 kilomètres) seulement de Cuba, et qui ont également porté à 200 miles les limites de leur propre zone économique.

Toutefois, le gouvernement cubain a précisé qu'il « était disposé à engager des négociations bilatérales en sujet des conflits juridiques pouvant surgir avec ses voisins ». De leur côté, les États-Unis sont tout à fait disposés à entamer des discussions avec Cuba sur la délimitation des zones de pêche entre les deux pays.

● M. Fidel Castro, qui se rend à Tripoli, a fait savoir mardi 1<sup>er</sup> mars à Alger, où il s'est entretenu avec le président Boumediène.

● Des vedettes de patrouille soviétiques ont ordonné mardi 1<sup>er</sup> mars, à sept bateaux de pêche japonais de s'éloigner de la péninsule du Kamchatka, pour respecter l'extension de la zone de pêche soviétique à 200 miles nautiques. Cette attitude des patrouilleurs soviétiques est en opposition avec la décision de Moscou, confirmée mardi par le ministre des affaires étrangères japonais, d'autoriser les pêcheurs japonais à pêcher à l'intérieur de la zone de pêche soviétique, jusqu'à conclusion d'un nouveau traité de pêche entre les deux pays. — (A.P.F.)

### LA VISITE A PARIS DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

### M. Jenkins envisage avec réticence un élargissement de la communauté

Concluant sa visite à Paris par une conférence de presse, M. Jenkins, nouveau président de la Commission européenne, a dit qu'il s'était entretenu avec les dirigeants français de l'élargissement de la Communauté. Le Portugal, qui posera sa candidature à la fin du mois, pose — dit-il — un cas « difficile ». Il est « impératif » que la Communauté offre « toute l'assistance possible à une démocratie récente et nécessairement frêle », mais l'économie portugaise ne peut être intégrée à celle des autres « sans dommages pour le Portugal et pour la Communauté ». Il faut donc donner à M. Soares (qui discutera lundi avec M. Giscard d'Estaing de la candidature de son pays) « une réponse politique positive accompagnée de réalisme économique ». Sous diverses formes, M. Jenkins a exprimé trois fois cette idée. Cette prudence est d'autant plus nécessaire — a-t-il expliqué — que l'Espagne suivra le Portugal et qu'il faut trouver une solution pour l'ensemble de la péninsule ibérique.

Certes, la Grèce, dont les Neuf ont accepté la candidature il y a un an, a créé un précédent. Mais M. Jenkins a fait valoir qu'il n'était pas membre de la Commission quand le conseil de la Communauté a pris en ce sens une décision dont il n'est pas « entièrement satisfait ». Aussi a-t-il ajouté — « le conseil souhaite tirer la leçon de l'expérience grecque ».

Cette extrême réticence à l'égard de l'élargissement vers le Sud n'est pas nouvelle. Sous la présidence de M. Ortoli, la Commission avait émis un avis défavorable à l'ouverture de la négociation avec la Grèce, mais le conseil des Neuf avait passé outre. Le gouvernement français, tout particulièrement, avait rejeté son avis pour des raisons politiques.

### Une évolution de la France

Si l'on en croit M. Jenkins, le vent a donc tourné. Il semble bien en tout cas que le gouvernement français partage désormais la prudence de la Commission. S'il reste politiquement favorable à l'ouverture au Sud, cette disposition est maintenant fortement tempérée de « réalisme économique », et, pourrait-on ajouter, pas seulement économique.

Sans doute, les arguments politiques qui militent pour l'ouverture n'ont rien perdu de leur valeur. L'entrée dans la Communauté de « démocraties récentes » fortifiées des régimes qui en ont bien besoin. Pour la France, en

particulier, il est souhaitable que la Communauté soit rééquilibrée vers le Sud. Mais d'autres arguments, auxquels le gouvernement français est désormais sensible, militent en sens contraire. L'entrée de trois nouveaux membres dans la Communauté (en attendant la Turquie) affaiblirait inévitablement : une Communauté à douze ou treize ne sera plus gouvernable, aussi longtemps du moins qu'un « noyau dur » n'assurera pas son dynamisme. Enfin, si une véritable intégration est irréalisable entre des économies trop disparates (comme l'a indiqué M. Jenkins), l'entrée massive de produits agricoles méditerranéens dans la Communauté provoquerait de graves perturbations dans les agricultures françaises et italiennes.

Il n'est pas question de dire non aux candidats, mais il est désormais patent qu'il faut pousser à l'ouverture au Sud, la France va désormais la freiner. Elle se retrouve ainsi du côté de la Commission et c'est ce qui explique entre autres les appels à la « résolution » que M. de Giscard a prodigués à M. Jenkins (le Monde du 1<sup>er</sup> mars). Le temps est révolu où le collège « supranational » était la bête noire du gouvernement français.

MAURICE DELARUE.

### M. LONGERSTAEY (Belgique) EST NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'U.E.O.

M. Edouard Longerstaeay, ancien représentant permanent de la Belgique auprès des Nations unies, a été nommé secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale, annoncée-on mardi au siège londonien de cette organisation. Sa nomination, approuvée par le conseil permanent de l'U.E.O. à la fin février, a pris effet le 1<sup>er</sup> mars.

[Cette nomination met fin à une vacance de poste de près de quatre ans. L'ancien secrétaire général, M. Robert G. Luxembourg, n'avait pu, en effet, être remplacé après son départ, en septembre 1972, les petits pays s'opposant à la nomination de représentants des « grandes » puissances militaires de l'Union (France, Grande-Bretagne, R.F.A., Italie). Le secrétaire général adjoint, M. Karl von Flöwe, avait assumé à ad interim les fonctions de secrétaire général.]

## PROCHE-ORIENT

### Liban

### LA POPULATION DE NABATIEH DANS LE SUD, A FUI DEVANT LES BOMBARDEMENTS

La ville de Nabatieh, dans le Sud-Liban, a subi de violents bombardements, a-t-on appris, lundi 28 février, de source bien informée, à Beyrouth. Lundi soir-midi, les obus d'artillerie de 155 continuèrent à tomber sur la localité, où le nombre des victimes serait élevé.

Selon des témoins, la ville, située à une quinzaine de kilomètres de la frontière libano-Israélienne, est déserte, et toute activité a cessé. La plupart des vingt mille à vingt-cinq mille habitants se sont réfugiés à Safra (port du Sud-Liban) ou à Beyrouth.

Dans une dépêche datée de Beyrouth, l'agence palestinienne d'information Wafa affirme que Nabatieh est bombardée à la fois par l'artillerie israélienne et par celle des forces de droite libanaises.

La situation dans le Sud-Liban a fait l'objet d'un entretien, lundi, entre le ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Bouros, et l'ambassadeur des États-Unis à Beyrouth, M. Parker.

● A JERUSALEM, on souligne, dans les milieux proches du ministère des affaires étrangères, qu'il y a une opposition à la mise en place au Sud-Liban de toute force autre que libanaise, même d'une force des Nations unies. — (A.P.F.)

### Egypte

● Le collectif des patriotes démocrates égyptiens en France, créé après les émeutes des 18 et 19 janvier en Egypte, a publié, lundi 28 février, à Paris, un manifeste dans lequel il demande la libération des personnes arrêtées à la suite de ces troubles et la cessation des poursuites policières. \* 44, rue de Valenciennes, 75006 Paris.

## L'ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR

### VOIS CHARTERS A.R. Pâques et Été 1977

NEW-YORK : 1.450 F (départ Pâques)  
NEW-YORK : 1.720 F  
MONTREAL : 1.630 F  
LOS ANGELES : 2.680 F  
KARACHI : 2.280 F  
BANGKOK : 2.580 F  
KABUL : 2.300 F  
DELHI ou BOMBAY : 2.350 F  
COLOMBO : 2.580 F  
SINGAPOUR : 3.200 F  
HONG-KONG : 3.380 F  
TOKYO : 4.400 F

bon pour recevoir gratuitement notre brochure 77

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS  
**la Rue de Provence**  
ETAIT LA RUE DE  
**L'ARGENTERIE**  
et des  
**BIJOUX**  
La tradition se perpétue...  
**Henri HERMANN**  
au n° 45  
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ











الحمد لله

élections municipales

POLITIQUE

SAINT-BRIEUC : la gauche se déchire

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — « Pour la victoire de la gauche », Yves Le Fol, « La meilleure chance de la gauche à Saint-Brieuc », Édouard Quémener, « Le désaccord entre le maire, député P.S., sortant, M. Le Fol, et son premier adjoint communiste, M. Quémener, s'étale en affiches multicolores dans toute la ville. La vieille union socialiste-communiste qui, il y a deux ans, avait annoncé dans le département la percée de la gauche d'aujourd'hui, est aujourd'hui scindée. Le P.C. et le P.S. présentent chacun leur propre liste « d'union de la gauche » et le P.S.U. a décidé d'en constituer une troisième : « Socialiste et autogestionnaire ».

L'empire de la gauche, et plus particulièrement du P.S.U., était à Saint-Brieuc une situation particulière en Bretagne. En prenant la succession d'Antoine Mazier à la tête de la mairie, M. Yves Le Fol avait rapidement affirmé sa forte personnalité en même temps qu'il consolidait son électorat. Depuis 1973, il travaillait avec lui au P.S. la plupart des animateurs du P.S.U. Retour de bâton imprévu : cette action permet aujourd'hui au P.C. d'affirmer tranquillement que, sur la base des trois consultations prises en compte par l'accord national, il obtient 50,16 % des voix de gauche à Saint-Brieuc (aujourd'hui la gauche minoritaire) 17,6 % et le P.S. 13,5 %. Et de réclamer la tête de liste. « Vous n'y connaissez rien », rétorquent les socialistes. Analysant les transferts de voix du P.S.U. au P.S., qu'ils chiffrent à près de 80 %, ces derniers estiment qu'ils sont la première formation de gauche et que « la population ne comprendrait pas que Yves Le Fol élève ses ambitions ». Les négociations ne sont jamais allées plus loin.

An XI de deux années de gestation commune, les accords entre P.S. et P.C. se sont multipliés : la désignation du conseiller régional (P.S.U.), le Centre culturel, l'ambassade, la reconstruction du

centre ville, les récentes cantonales, ont ouvert devant les deux formations « La lutte pour la prépondérance au sein de la gauche, les rancœurs, les rivalités personnelles, l'ont finalement emporté », constate le P.S.U.

Pour autant, l'origine du conflit à gauche n'est pas seulement local. « Saint-Brieuc ne constitue pas un cas isolé, ont déclaré le 22 février, les responsables du P.C. Ici, le P.S. essaie de jeter la confusion en ce qui concerne les chiffres, mais, dans d'autres villes de plus de trente mille habitants, avec des arguments différents, il refuse aussi à notre parti le rôle qui lui revient ».

Face à cette « bataille de trênes ennemis », la majorité se rejouit d'une union qui lui a toujours manqué jusqu'ici. M. Morin, avocat, nouveau venu à la politique, a refusé l'espèce d'O.P.A. lancée en septembre au nom de la majorité présidentielle et combattue un temps par les responsables R.I. et R.P.R. locaux. Ceux-ci lui ont finalement approuvé, en janvier, leur soutien, ainsi que le C.D.B. L'occasion est belle, et les républicains indépendants ne cachent pas qu'ils considèrent Saint-Brieuc comme une ville-test. Après deux ans de règne dans un département qui vient de se donner le premier conseil général de gauche de Bretagne depuis longtemps, après avoir été le seul à préférer M. Mitterrand à M. Giscard d'Estaing, la division et la déroute de la gauche dans le chef-lieu prendraient un caractère spectaculaire. — J. W.

MARSEILLE : le P.C.F. élabore des listes d'« union de la gauche et des démocrates »

De notre correspondant

Marseille. — Le comité de ville du P.C.F. a indiqué, mardi 1<sup>er</sup> mars, que les listes qu'il élabore, baptisées listes d'Union de la gauche et des démocrates pour Marseille, comprennent « des gaullistes d'opposition, des représentants du P.S.U., des progressistes, des syndicalistes de la C.G.T., de la FEN et de la C.F.D.T., des chrétiens et des personnalités sans parti ».

Les trois députés communistes sont candidats. M. Georges Lazzarino, secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, membre du comité central et conseiller municipal sortant dans le huitième secteur, conduit une liste dans le cinquième secteur — qui correspond à sa circonscription — face au sénateur socialiste, Mme Irma Rapuzzi, adjointe au maire. M. François Billoux, ancien ministre, ancien conseiller municipal de Marseille de 1959 à 1971, conduit une liste dans le septième secteur. M. Paul Cernolacce est candidat dans le deuxième secteur sur une liste conduite par M. Robert Allione, membre du comité central du P.C.F. Les sept conseillers généraux communistes de Marseille seront vraisemblablement tous candidats.

Trois des huit têtes de listes ne reviennent pas au P.C.F. Dans le premier secteur, la liste est conduite par M. Serge Krikowski, ancien conseiller municipal de Marseille de 1945 à 1947, membre du bureau national de l'Union progressiste ; dans le troisième secteur, par M. Jean Disler, avo-

cat au barreau de Marseille, co-auteur des Dossiers noirs du racisme, et dans le quatrième secteur, par M. Gayet, secrétaire du comité de coordination des gaullistes d'opposition. Les gaullistes ont un représentant dans chaque secteur. Deux sont issus du Front progressiste, trois de la Fédération des républicains de progrès, que préside M. Charbonnel, deux de l'ancienne U.D.V.

ESSONNE

JUVISY-SUR-ORGE. — M. Robert Thivend, conseiller général et maire (centre gauche), nous informe qu'il n'a pas été exclu du parti socialiste, comme nous l'indiquions dans l'article « Essonne » : la gauche progresse avec la croissance démographique (le Monde du 24 février). En effet, M. Thivend a adressé, en novembre 1976, sa démission à la fédération du P.S., alors qu'une procédure d'exclusion était engagée contre lui.

VAL-DE-MARNE

NOGENT-SUR-MARNE. — Le nageur Michel Rousseau, recordman de France du 100 mètres, sera candidat à Nogent-sur-Marne sur la liste conduite par M. Roland Nungesser, député (R.P.R.) et maire sortant. M. Rousseau vient d'adhérer à la fédération des socialistes démocrates, selon un communiqué de ce mouvement.

ration des

ement

AVES CONSEQUENCE

M. BOULIN  
ME A M. LECHE  
« BRISER L'UNITÉ  
MAJORITAIRE »

DEUX DÉPUTÉS DU BAS-RHIN QUITTENT LE GROUPE DU R.P.R.

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — MM. René Radus et Ernest Richter, députés R.P.R. de la première et de la deuxième circonscriptions du Bas-Rhin (Strasbourg ville), viennent de donner leur démission du groupe parlementaire R.P.R. dans une lettre adressée à M. Chirac. Ils l'ont fait savoir lors de la dernière réunion du conseil municipal sortant. Les deux hommes politiques avaient été éliminés sous le prétexte du « rajeunissement et renouvellement » de la fraction gaulliste, sur la liste du maire sortant, par M. André Bord, secrétaire d'État aux Anciens combattants, ancien secrétaire général de l'U.D.R.

Les deux députés estiment qu'ils n'ont pas démissionné au cours de leur dernier mandat municipal. M. Radus, qui représentait le département depuis 1945 comme sénateur, puis comme député, ne se présentera plus aux prochaines élections législatives, alors que M. Ernest Richter a déjà fait savoir qu'il serait encore candidat. En 1958 comme député suppléant, M. Bord l'a alors exclu de son territoire, son mandat depuis janvier 1966.

M. FAJON DÉFINIT L'ATTITUDE DU P.C.F. ENVERS LE JUDAÏSME FRANÇAIS ET ISRAËL

M. Etienne Fajon, membre du bureau politique du parti communiste, qui vient d'être élu au P.C.F. une députation du Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.), conduite par M. Claude Schuman, président de son comité exécutif (le Monde du 2 mars), a fait, au sujet de cette rencontre, une déclaration que publie l'« Humanité » dans son numéro du 2 mars. Il indique notamment :

« ... Tenant compte de certaines préoccupations qui ressortent du texte du C.R.I.J. publié dans le Monde du 24 janvier, nous avons insisté particulièrement : sur l'article 13 de notre projet, relatif à l'interdiction par la loi et dans les faits de toutes les discriminations raciales et anti-sémites ; sur l'article 61 aux termes duquel la radio et la télévision devront garantir le droit régulier à l'antenne pour tous les grands courants de pensée, et par conséquent pour le judaïsme (...).

« En ce qui concerne Israël (...) nous nous sommes prononcés résolument pour une solution pacifique et négociée qui tienne compte des intérêts de tous les peuples de la région. Cette solution, conforme aux résolutions du Conseil de sécurité de l'O.N.U., implique le droit à l'existence de l'État d'Israël et le droit du peuple israélien à vivre en sécurité dans son pays. Elle implique aussi le respect des droits nationaux du peuple arabe de Palestine, son droit à un État national indépendant. Elle suppose le retrait d'Israël des territoires occupés à la fin de la guerre en 1967. »

UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG

M. Servan-Schreiber restera président du conseil régional de Lorraine

De notre correspondant

Metz. — Le tribunal administratif de Strasbourg, dans le ressort duquel est située la préfecture régionale de Lorraine, a rejeté mardi 1<sup>er</sup> mars la requête présentée par M. Julien Schwartz, député R.P.R. de la Moselle, qui avait demandé que fut annulée la quatrième tour de scrutin de l'élection à la présidence du conseil régional de Lorraine (le Monde du 7 janvier). M. Jacques Servan-Schreiber reste donc président de cette assemblée. Le tribunal administratif a, certes, annulé l'acte de l'administration en reconnaissant au conseil régional le droit d'annuler lui-même un tour de scrutin qui lui apparaissait comme entaché d'irrégularité.

Le 6 janvier, le conseil régional de Lorraine s'était réuni pour élire son président et les membres du bureau. Le règlement intérieur prévoit que si, après deux tours de scrutin, la majorité absolue n'est pas atteinte, il est procédé à un troisième tour, à majorité relative. En cas d'égalité à ce dernier tour, le plus âgé est proclamé élu. Le premier tour de scrutin terminé, on s'aperçut qu'il manquait quatre bulletins dans l'urne (sciemment, le procès-verbal de séance attribue cette erreur à une bouculade de l'urne). Sur proposition du président de séance, l'assemblée se prononça, à main levée,

VOICI LA VOLVO 343, LA 8 CV DE VOLVO.



VOVO 343, 8 CV, 1.6 DL, 8 CV. A partir de 29 160 F. + frais de transport et mise à la route : 780 F.

Concessionnaire exclusif Volvo  
GARAGE DES GRANDS CHAMPS  
58, rue des Grands Champs - 75020 PARIS - Tél. 343.72.62

cette cassette GRATUITE



linguaphone CASSETTE DE DÉMONSTRATION

vous montre comment apprendre, chez vous, à parler anglais en 3 mois

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue. Grâce aux disques ou aux cassettes, Et dans quelques mois, vous comprendrez, déjà, à parler couramment. Ces dialogues, très faciles au début, vous familiariseront progressivement avec les structures, le vocabulaire et l'accent. En participant, vous-même, en direct, à ces conversations, vous vous habituez à penser en anglais.

Sur la même principe 28 langues à votre disposition allemand anglais anglais/américain espagnol italien japonais russe...

GRATUIT

En échange de ce bon, vous recevrez sans engagement, une brochure illustrée et une cassette (ou un disque) de démonstration.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Age : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

Quelle langue voulez-vous étudier ? \_\_\_\_\_

11/2502

LINGUAPHONE 12, rue Lincoln - 75008 Paris

(pour la Belgique, rue de Malt, 54-1000 Bruxelles) (pour la Suisse, C.P. 265 St. Julien, 1201 Genève 1)

BMW 25 rue Cardinet Paris 17 - 267-31-00

GAP WAGRAM

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

MPAGNE

Seule SAA relie Paris à Johannesburg sans escale en 747 Super B

Dès le 1<sup>er</sup> août, les nouveaux 747 Super B de South African Airways assureront les seules liaisons sans escale entre Paris et Johannesburg.

Chaque vendredi et chaque dimanche à 21 h 20, vous disposerez ainsi, au départ d'Orly-Sud, du moyen le plus rapide pour vous rendre en Afrique du Sud.

A bord, c'est un chaleureux accueil sud-africain qui vous sera réservé, avec les services exclusifs Blue Diamond (première classe) et Gold Medallion (classe économie) : projection de films, musique stéréophonique, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains.

Et n'oubliez pas que SAA vous offre également 18 vols par semaine au

départ des principales villes d'Europe, un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait.

Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA. Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

\* Moyennant un léger supplément en classe économie.



South African Airways Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 281.57.87  
49 RUE DU PRÉSIDENT-ED-HERNOT 93002 L'YVETTE - TEL. 37.65.80















## 316



# JUSTICE

## LE PROCÈS DES INCENDIAIRES DU C.E.S. FAILLERON

### Des « prix compétitifs » et des « erreurs »

Le procès des deux jeunes gens responsables de l'incendie du collège d'enseignement secondaire de la rue Edouard-Faillon à Paris (dix-neuvième arrondissement), provoquant la mort de vingt personnes — pour la plupart des enfants — il y a quatre ans, a commencé hier matin, mercredi 2 mars, devant le tribunal pour enfants de Paris, l'un des jeunes gens n'étant pas présent à la mort, l'autre de complicité.

Les quatre membres du collectif — représentant les principales parties civiles — l'Association des familles des victimes, l'Association des enseignants, le Syndicat des parents d'élèves, le Syndicat des enseignants, ont été entendus. Le rapport du procès, qui a été rendu public, a été lu par le président du tribunal, M. Jean Lefèvre. Les deux jeunes gens, âgés de 17 et 18 ans, ont été reconnus coupables de l'incendie du collège d'enseignement secondaire de la rue Edouard-Faillon à Paris (dix-neuvième arrondissement), provoquant la mort de vingt personnes — pour la plupart des enfants — il y a quatre ans, a commencé hier matin, mercredi 2 mars, devant le tribunal pour enfants de Paris, l'un des jeunes gens n'étant pas présent à la mort, l'autre de complicité.

Le 6 février 1973, vers 13 h. 45, le C.E.S. Edouard-Faillon, un bâtiment à cinq niveaux, dont la structure métallique — construite à des centaines d'autres établissements construits au cours des dernières années, s'embrasait. Les pompiers, alertés, parvinrent à éteindre l'incendie au bout d'une heure, mais une grande partie du bâtiment s'était effondrée. Une quarantaine d'enfants ont pu s'échapper du C.E.S. en feu, en se réfugiant sur une terrasse, mais vingt ont péri. Les deux jeunes gens, âgés de 17 et 18 ans, ont été reconnus coupables de l'incendie du collège d'enseignement secondaire de la rue Edouard-Faillon à Paris (dix-neuvième arrondissement), provoquant la mort de vingt personnes — pour la plupart des enfants — il y a quatre ans, a commencé hier matin, mercredi 2 mars, devant le tribunal pour enfants de Paris, l'un des jeunes gens n'étant pas présent à la mort, l'autre de complicité.

Après quatre jours d'enquête, on découvre qu'un des deux jeunes gens, Patrick P., alors âgé de quatorze ans et demi, avait mis le feu à l'établissement — qu'il croyait vide — avec deux autres jeunes gens, âgés de 17 et 18 ans, et un adulte, Marc B., quinze ans et demi à l'époque, afin de se venger de ses professeurs. Mais cette découverte, exploitée par plusieurs hommes politiques comme MM. Alain Peyrefitte et Christian Fouchet, et la responsabilité des deux jeunes gens qui comparaissent en tant que prévenus libérés, ne peuvent faire oublier certaines questions sur la construction du C.E.S. : la rapidité avec laquelle l'incendie s'est propagé — allumé vers 13 h. 45, il a consumé le bâtiment en une demi-heure — la faible résistance de la charpente, qui a entraîné l'effondrement du toit, ont été évoqués à ce moment, ont surpris tout le monde, ont choqué les jurés.

Les experts commis par le procureur général ont conclu que l'incendie a été provoqué par deux jeunes gens, âgés de 17 et 18 ans, et un adulte, Marc B., quinze ans et demi à l'époque, afin de se venger de ses professeurs. Mais cette découverte, exploitée par plusieurs hommes politiques comme MM. Alain Peyrefitte et Christian Fouchet, et la responsabilité des deux jeunes gens qui comparaissent en tant que prévenus libérés, ne peuvent faire oublier certaines questions sur la construction du C.E.S. : la rapidité avec laquelle l'incendie s'est propagé — allumé vers 13 h. 45, il a consumé le bâtiment en une demi-heure — la faible résistance de la charpente, qui a entraîné l'effondrement du toit, ont été évoqués à ce moment, ont surpris tout le monde, ont choqué les jurés.

Les experts commis par le procureur général ont conclu que l'incendie a été provoqué par deux jeunes gens, âgés de 17 et 18 ans, et un adulte, Marc B., quinze ans et demi à l'époque, afin de se venger de ses professeurs. Mais cette découverte, exploitée par plusieurs hommes politiques comme MM. Alain Peyrefitte et Christian Fouchet, et la responsabilité des deux jeunes gens qui comparaissent en tant que prévenus libérés, ne peuvent faire oublier certaines questions sur la construction du C.E.S. : la rapidité avec laquelle l'incendie s'est propagé — allumé vers 13 h. 45, il a consumé le bâtiment en une demi-heure — la faible résistance de la charpente, qui a entraîné l'effondrement du toit, ont été évoqués à ce moment, ont surpris tout le monde, ont choqué les jurés.

## APRÈS LA GRACE PARTIELLE DU CHEF DE L'ÉTAT

### La libération de Roland Agret devrait intervenir prochainement

Le président de la République a accordé à Roland Agret une réduction de peine qui va lui permettre désormais de bénéficier libéralement de la loi de libération conditionnelle. Il a été communiqué du palais de l'Élysée.

La libération de Roland Agret — dans un délai de deux à huit jours, selon les observations des juges — est le fruit d'un très savant calcul, mathématique autant que juridique. Roland Agret a été condamné le 28 février 1973 à quinze années d'emprisonnement pour avoir commis un double meurtre en 1970, dans la région de Marseille. Entre ces deux faits, il avait été condamné pour cette même période de détention provisoire, c'est-à-dire l'emprisonnement subi jusqu'au 28 février 1973, déduite de la peine prononcée ce

jour-là. Sont également déduites, des remises de peine légales (dont tout condamné peut bénéficier) et qui se montent à présent à 10 mois et 15 jours. Roland Agret, 44 ans, libérable le 4 mars, il pouvait, avant la décision présidentielle, demander une libération conditionnelle à mi-peine le 11 janvier 1979, c'est-à-dire dans un an dix mois, vingt-deux mois. Pour que Roland Agret puisse demander cette libération immédiatement, il fallait réduire la peine restant à subir d'une durée double du délai restant à courir jusqu'au 3 janvier 1979, soit quarante-quatre mois ou trois ans et huit mois. La date de « mi-peine » tombe précisément le mercredi 3 mars.

## Faits et jugements

### Non-lieu pour un conseiller général.

Une ordonnance de non-lieu vient d'être signifiée à M. Jean Charles Strick, trente-deux ans, maire sortant et conseiller général (il était élu à la majorité) de Saint-Genest-Malleville (Loire), qui a été inculpé de complicité dans le meurtre de son père, le 10 août 1974. En sorte que la période de détention provisoire, c'est-à-dire l'emprisonnement subi jusqu'au 28 février 1973, déduite de la peine prononcée ce

### Les escroqueries de Mme Laure Dissard.

La septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mardi 1er mars, pour escroqueries, Mme Laure Dissard, 44 ans, épouse de M. Franck Latard, 44 ans, quatre ans d'emprisonnement. Les peines ont été prononcées à la suite d'un jugement rendu par la cour d'appel de Paris le 10 juin 1976, par lequel elle avait été condamnée à trois ans de prison et à une amende de 300 000 F. Mme Dissard s'était procurée des capitaux en faisant croire aux prêteurs à un vaste projet immobilier. Elle avait également fait croire que son mari était assuré d'importants revenus mensuels et qu'il pouvait disposer d'autres fonds. Mme Dissard avait été condamnée à trois ans de prison et à une amende de 300 000 F. Mme Dissard s'était procurée des capitaux en faisant croire aux prêteurs à un vaste projet immobilier. Elle avait également fait croire que son mari était assuré d'importants revenus mensuels et qu'il pouvait disposer d'autres fonds. Mme Dissard avait été condamnée à trois ans de prison et à une amende de 300 000 F.

### M. de Ribemont en liberté.

M. Patrick Albert de Ribemont a quitté la prison de Fresco le 1er mars. Il a été libéré par le procureur de la République M. Louis Barbaud, n'ayant finalement pas fait appel de deux ordonnances de M. Guy Fioch, premier juge d'instruction, qui lui avaient accordé la veille la liberté.

### Les « Mémoires » de Jacques Mesrine : information judiciaire ouverte.

Le parquet du tribunal de Paris a ouvert une information judiciaire contre X pour suite irrégulière d'écrits d'un détenu, en raison de l'annonce de la prochaine publication par les éditions Jean-Claude Lattès d'un livre intitulé « Mémoires » de Jacques Mesrine, incarné par M. Santé, depuis le 12 mars 1973. Pour suivre une agression à main armée, ainsi que pour évasion du palais de justice de Compiègne, qu'il réalisa, le 6 juin 1973, en prenant pour otage le président du tribunal, Jacques Mesrine, qui comparaissait dans quelques semaines aux assises de Paris, assisté de M. Monique Smadja et Geneviève Aiche. Le dossier a été transmis à M. Jean Cornuault, juge d'instruction. L'article 10 du Code pénal, qui réprime la suite irrégulière de la correspondance d'un détenu, prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six mois et être portée jusqu'à deux ans si les coupables ont tenté ou préparé, par leur fonction, à l'approcher, à quelque titre que ce soit.

### Anesthésie mortelle : un médecin condamné.

La septième chambre du tribunal de Marseille (Bouches-du-Rhône) a condamné, jeudi 2 février, à trois mois d'emprisonnement avec sursis de 10 000 F d'amende, M. Michel Hayet, cinquante-deux ans, après la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, M. Michel Heurté, le 10 octobre 1976. Hospitalisé à Marseille, M. Hayet a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis de 10 000 F d'amende, M. Michel Hayet, cinquante-deux ans, après la mort d'un jeune homme de dix-neuf ans, M. Michel Heurté, le 10 octobre 1976. Hospitalisé à Marseille, M. Hayet a été condamné à trois mois d'emprisonnement avec sursis de 10 000 F d'amende.

# ATTENTION LUNETTES

**DU NOUVEAU !**

Comme en Amérique, de belles lunettes A PRIX FIXE et sans surprise : 1 MONTURE + 2 VERRES (1) à votre choix pour 175 F tout compris c'est ce que vous proposez OPTICAL-FORFAIT, 48, rue de Miromesnil (2<sup>e</sup> étage), Paris (8<sup>e</sup>).

Aujourd'hui, comme aux Etats-Unis, un important Groupe Français, sous la marque « OPTICAL-FORFAIT », vous propose pour la somme de 175 F, de changer complètement vos lunettes. Pour ce prix, vous avez le choix entre 200 modèles de montures et la mode, vos verres correcteurs (1) première qualité seront d'après votre ordonnance.

Le tout pour 175 F (1 monture + 2 verres).

**LES MONTURES :**

Vous choisirez une belle monture parmi une collection de 200 modèles différents, toutes les formes et les couleurs à la mode. Vous avez également une large gamme de verres correcteurs (1) première qualité seront d'après votre ordonnance.

**LES VERRES (1) :**

Que vous soyez myope, presbyte, astigmat, ou hypermétrope, OPTICAL-FORFAIT fournit, suivant votre ordonnance médicale, les verres de précision montés par le plus important laboratoire français.

Tous les verres OPTICAL-FORFAIT sont « ponctuels » et accompagnés d'un certificat de qualité. Vous pourrez choisir soit des verres classiques, soit des verres de sécurité CR 19 blancs ou teintés A, AB, C. Le tout, sans supplément de prix.

(1) Il s'agit de verres simple foyer dans la plage (+4) à (-6), ce qui couvre 90 % des cas de myopie ou de presbytie. Il existe également un forfait pour les verres double foyer et un pour les photographes.

OPTICAL-FORFAIT fournit également toutes les lunettes pour enfants, ainsi que les « Verres d'Essai » ou le « Test de Vision ».

## Optical-forfait

48, rue de Miromesnil, 2<sup>e</sup> étage - PARIS (8<sup>e</sup>)  
A 20 mètres du Métro Miromesnil. — Tél. : 266-56-78  
Heures d'ouverture : 10 h à 19 heures - Lundi : 14 à 19 heures

**Ouverture prochaine : dans le métro Station Hôtel-de-Ville**  
d'un 2<sup>e</sup> point de vente (Salle de billets)



(2) Georges WAKENWICH, *L'Enfer* in *Œuvres*, Robert Laffont, ed., 204 p., 16 illustrations, 43 F.















## *Le ballet du Bolchoï à Paris*

## CEUX QUI VOYAGENT, ET LES AUTRES

Un autre surnom de son maître : celui de la grande Mère, celle qui poursuit une phénoménale carrière de « diva » et se faisant acclamer à l'étranger par des chorégraphes qu'elle admire. **Roland Petit** et **Mau-**

[illegible]

**CLAUDE KAHN**







mon fils; m'ér. sam. et dim., à 15 h. 30 : *Clémentine* à l'alcovier.  
**THÉÂTRE DE LA VILLE (887-25-36)**  
 (D.) 18 h. 30 : *Chariot* (scén.) de Charlie Chaplin.  
 (D.) 20 h. 30 : *Le Colosse* de Jacques; les 2, 4, 8 et 9 h. à 20 h. 30 : *Magnus* de la commission; l'avenir est dans les curés; le 3, à 20 h. 30 : *Ensemble Intercontemporain*; les 5, 10 et 11 à 20 h. 30 : *Les Brigades*.

**Les autres salles**  
**MAIRIE LIBRE (512-70-72)** (L.), 20 h. 18 mat. dim., à 15 h. 30 : la Prochaine fois... je vous le chanterai; le 20 h. 20 : *Le rôle du comique*.  
**ANTOINE (506-77-73)** (L.) 20 h. 30 : *La Femme à 18 h.* et les *Parvules terribles*.  
**ARTS-BERGOTOT (287-22-23)** (D. soir. L.) 20 h. 45 mat. dim. à 15 h. 30 : *Le 20 h. 30* de la semaine.  
**BOULEVARD (512-22-23)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. 30 et 18 h. 30 : *Le 20 h. 30*.

**BOULEVARD (512-44-15)** (D. soir. L.) 18 h. mat. dim. à 15 h. : la Jeune Ville.  
**CHATEAU-THÉÂTRE BASILE (L.)** 20 h. 30 : l'Homme de derrière les fagots; le 20 h. 30 : *Le défilé*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**THÉÂTRE DE L'AGRICULTURE (574-58-51)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**THÉÂTRE DE L'AGRICULTURE (574-58-51)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**THÉÂTRE DE L'AGRICULTURE (574-58-51)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.  
**COUFFES DU NORD (282-26-04)** (D. soir. L.) 20 h. 30 mat. dim. à 15 h. : le *Walt de l'Argentine*.

<p>On rit jusqu'à demander grâce <b>Robert Benayoun - LE POINT</b></p> <p>Etrangeons-nous de rire... un éclat de rire de cent vingt minutes. <b>Michel Grisolle - NOUVEL OBSERVATEUR</b></p>	<p>Le meilleur, le plus grandiosement dingue de la série. <b>Odile Grand - L'AURORE</b></p> <p>Un festival de gags, on a de quoi rire pour des jours et des jours. <b>Alain Remond - TÉLERAMA</b></p>	<p>Je garantis au lecteur 1 h 1/2 de rire  franc et massif... il y a longtemps que je n'avais ri de si bon cœur. <b>Michel Mohrt - LE FIGARO</b></p> <p>Peter Sellers, roi de la gaffe et du rire. <b>Robert Chazal - FRANCE SOIR</b></p>	<p>Avalanche de gags, on ne résiste pas à cette cure de rire. <b>Gérard Lenne - TÉLÉ 7 JOURS</b></p> <p>Un cocktail éblouissant, vous ne pouvez pas ne pas rire. <b>Remo Forlani - R.T.L.</b></p>
--	---	---	---

PETER SELLERS dans le film de BLAKE EDWARDS

# QUAND LA PANTHÈRE ROSE S'EM-MÊLE

MONTE CARLO VO ST-BERMAIN STUDIO VO DRAGON VO OMNIA Dds VF RIO OPÉRA VF MONT-PARNASSE 88 VF BAUMONT SUD VF CLICHY PATHE VF MADELEINE VF CAMBRONNE VF LES NATION VF PARLY 2 VF

C2L SAINT-BERMAIN VF PARNOR AULNAY VF PATHE CHAMPIGNY VF ALPHA ARGENTEUIL VF ULIS ORSAY VF EVRY BAUMONT VF

100



MERCURY  
PARAMOUNT MAILLOT  
PARAMOUNT  
MONT-PARNASSE  
PARAMOUNT OPÉRA  
PARAMOUNT GALAXIE  
Périphérie : ARTEL Rosny

U.G.C. BIARRITZ (v.o.)  
U.G.C. OPÉRA (v.o.)  
U.G.C. ODEON (v.o.)  
BRETAGNE (v.o.)  
STUDIO URSULINES (v.o.)  
LIBERTÉ (v.o.)

# MULTI CINÉ

CASANOVA

Un adolescent à Venise  
ELYSEES LINCOLN/HAUTEFVILLE  
SAINT-LAZARE PASQUIER

L'ESPRIT DE LA RUCHE

QUINTETTE

CRIA CUERVOS

QUINTETTE

QUAND LA PANTHÈRE ROSE

S'EMMÈLE

MONT-CARLO/DRAKON  
STUDIO SAINT-GERMAIN/NATION

DES JOURNÉES ENTIERES

DANS LES ARBRES

ELYSEES LINCOLN/QUINTETTE

LE CASANOVA DE FELLINI

HAUTEFVILLE/QUINTETTE

NOUS NOUS SOMMES

TANT AIMÉS

César 1976

ELYSEES LINCOLN  
SAINT-LAZARE PASQUIER

## Cinéma

Les films marqués \* sont  
interdits aux moins de treize ans,  
\* moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 2 MARS. - 15 h. le

silence, de J.-Y. Escoffier.

L. Malle, 18 h. Tombereau.

Des dames de J. Lewis, 20 h. Drôle

de couple, de G. Suck.

JEDDI 3. - 11 h. la Nouvelle

Bacchiane, de L. Z. Trauberg et

G. Kozintsev, 18 h. le Roman

d'un Scandale, de S. Fellini, 20 h. 30.

Lady O'Hara, femmes galantes, de

K. Mizoguchi.

VENREDI 4. - 15 h. le

d'Arna, le Vieux Manoir, de M. Stiller

et J. H. 30. le Maudit, de

F. Lang, 20 h. 30. Fanny, de M. Allier

et J. H. 30. Loca, d'H. Solas.

SAMEDI 5. - 11 h. le

Terrible, de S. M. Eisenstein, 18 h. 30.

Les trois abeilles, de S. Harrison,

20 h. 30. Cabaret, de B. Fosse, 22 h. 30.

Le 30. Pin-up girl, de B. Humbert

et J. Logan.

LUNDI 7. - Belchac.

MARDI 8. - 15 h. Sorcellerie

travert, de J. H. 30. le Maudit, de

F. Lang, 20 h. 30. Papa Loup, de J. H.

30. le Maudit, de F. Lang, 22 h. 30.

de J. Logan.

MERCREDI 9. - 15 h. le

silence, de J.-Y. Escoffier.

L. Malle, 18 h. Tombereau.

Des dames de J. Lewis, 20 h. Drôle

de couple, de G. Suck.

JEDDI 10. - 11 h. la Nouvelle

Bacchiane, de L. Z. Trauberg et

G. Kozintsev, 18 h. le Roman

d'un Scandale, de S. Fellini, 20 h. 30.

Lady O'Hara, femmes galantes, de

K. Mizoguchi.

VENREDI 11. - 15 h. le

d'Arna, le Vieux Manoir, de M. Stiller

et J. H. 30. le Maudit, de

F. Lang, 20 h. 30. Fanny, de M. Allier

et J. H. 30. Loca, d'H. Solas.

SAMEDI 12. - 11 h. le

Terrible, de S. M. Eisenstein, 18 h. 30.

Les trois abeilles, de S. Harrison,

20 h. 30. Cabaret, de B. Fosse, 22 h. 30.

Le 30. Pin-up girl, de B. Humbert

et J. Logan.

LUNDI 13. - Belchac.

MARDI 14. - 15 h. Sorcellerie

travert, de J. H. 30. le Maudit, de

F. Lang, 20 h. 30. Papa Loup, de J. H.

30. le Maudit, de F. Lang, 22 h. 30.

de J. Logan.

MERCREDI 15. - 15 h. le

silence, de J.-Y. Escoffier.

L. Malle, 18 h. Tombereau.

Des dames de J. Lewis, 20 h. Drôle

de couple, de G. Suck.

JEDDI 16. - 11 h. la Nouvelle

Bacchiane, de L. Z. Trauberg et

G. Kozintsev, 18 h. le Roman

d'un Scandale, de S. Fellini, 20 h. 30.

Lady O'Hara, femmes galantes, de

K. Mizoguchi.

VENREDI 17. - 15 h. le

d'Arna, le Vieux Manoir, de M. Stiller

et J. H. 30. le Maudit, de

F. Lang, 20 h. 30. Fanny, de M. Allier

et J. H. 30. Loca, d'H. Solas.

SAMEDI 18. - 11 h. le

Terrible, de S. M. Eisenstein, 18 h. 30.

Les trois abeilles, de S. Harrison,

20 h. 30. Cabaret, de B. Fosse, 22 h. 30.

Le 30. Pin-up girl, de B. Humbert

et J. Logan.

JE DEMANDE LA PAROLE (Sov. v.o.)

15 h. 30. 18 h. 30. 20 h. 30. 22 h. 30.

JONAS QUI AURA TINGT-CING ANS

EN L'AN 2000 (v.o.) : Studio de

la Harpe, 15 h. 30. 18 h. 30. 20 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF

(Fr.) : Bretagne, 15 h. 30. 18 h. 30.

15 h. 30. 18 h. 30. 20 h. 30. 22 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v.o. : 15 h. 30.

LE PETITE FILLE AU BOUT DU

CHÂTEAU (Fr.) : v



### Les grandes reprises

ON ACHEVE ENFIN LES CHEVEAUX  
(A. V.O.) : St-André-de-Gr. Ar. 30

PETITES MERVEILLES SANS CHEVANCE  
(A. V.O.) : St-Ambroise, 110

FRANÇOIS ET LES PARADISES (A. V.O.) : Luxembourg, 60 & 110

12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826.

[illegible][illegible]

MAIN VILLAGE V.O. - PANTHON  
STUDIO CASPAIL

Cet excellent film  
est un événement  
ROBERT CHAZA  
(France-Soi)  
*Régiment Inconnu*  
présenté par Woody  
Allen  
FRANÇOIS FORESTIER  
(L'Express)



**WOODY ALLEN**  
est  
**"LE PRÊTE-NOM"**  
(THE FRONT)



325 RUE ST MARTIN  
102 BD SÉBASTOPOL  
TEL. 272 62-98  
METROS - REAUMUR SÉBASTOPOL  
STRASBOURG ST DENIS

AUJOURD'HUI  
MERCREDI  
**OUVERTURE**  
**2**  
**CINÉMAS**

**OLYMPIC ENTREPOT**  
Ingrid Caven - RW Fassbinder

**L'ombre  
des  
AngeS**  
Schatten der Engel



14-JUILLET PARNASSE  
14-JUILLET BASTILLE

**L'ESPRIT  
DE LA  
RUCHE**

un film de VICTOR ERICE

**CHARLIE HÉBDO**  
Une somptueuse alchimie  
- L'EXPRESS

**PLUS DE  
700.000  
SPECTATEURS  
A PARIS.**  
et le succès contin

**COLISÉE ■**  
**GRANDS AUGUSTINS ■**  
**PLM St-Jacques ■**  
**IMPERIAL vF**  
**ATHENA vF**  
**CLICHY PATHÉ vF**

**MARLY/Enghien**  
**ARTEL/Nogent s/Marne**  
**ARTEL/Crétail**  
**PARINOR/Aulnay s/Bois**  
**ULS/Orsay - BUXY/Val d'Yer**  
**CARREFOUR/Pantin**

**4  
OSCARS**

**BARRY  
LYNDON**

05

GAUMONT: CHAMPS-ÉLYSÉES (v.o.) - HAUTEFEUILLE (v.o.) - GAUMONT RIVE GAUCHE (v.o.) - QUINTETTE (v.o.)  
 IMPÉRIAL PATHÉ Salle 3 (v.o.) - Salle 1 (v.f.) - GAUMONT GAMBETTA (v.f.) - GAUMONT CONVENTION (v.f.)  
 TRICYCLE Assinades (v.f.) - CYRANO Versoilles (v.f.) - GAUMONT Evry (v.f.)

"Etes-vous conscient d'avoir produit votre chef-d'œuvre?"  
Extrait d'une interview de Fellini par Georges Simenon.  
L'Express - 21 Février

AU THEATRE NATIONAL  
LE  
**CASANOVA**  
DE  
**FELLINI**

MISE EN SCÈNE DE  
**FEDERICO FELLINI**  
Avec  
**DONALD SUTHERLAND**  
et  
**ANITA ECHEVERRÍA**

PRODUCTION  
CINEMA 70

Image de la couverture : L. M. GILBERT / A. CARPONE. Photo de GIUSEPPE ROTUNDO / ALCH / Dreyer et costumes de DANIELO DONATI / Dreyer de MINO NOTTA - TECHNICOLOR

**CINEMA 70**

LA CLEF, 21, rue de la Clef - 337-90-90

"tendre,  
drôle  
et terrible"  
J. Colet

Agnès Château  
**Juliette**  
 et l'air du temps  
 un film de René Gilson

"Une grande salle en face de 13 rue"

**ACTION CHRISTINE**



**NOUVEL OBSERVATEUR**  
In corruption, l'ordre et la violence

**La déchéance de  
FRANZ BLUM**

un film de Reinhard HAUFF

1

1



# CABARETS

**ALCAZAR**  
Revue entièrement nouvelle  
D'ARTISTES  
329 02 20

**BOULEVARD ROUGE**  
163  
105

**JOCKEY**  
326 48 53  
Pas comme les autres  
on s'y amuse...

## VOTRE TABLE CE SOIR

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>ALCAZAR</b> 329 02 20<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>D'ARTISTES<br>329 02 20 | <b>BOULEVARD ROUGE</b> 163<br>105<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>JOCKEY</b> 326 48 53<br>Pas comme les autres<br>on s'y amuse...<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|---|---|--|

### DINERS

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>LE TROU DES HALLES</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LES BATELLES DU PORT-NEUF</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LA FOLLE LORRAINE</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|---|--|--|

### RIVE GAUCHE

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>LE VIEUX ESTRO</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LA GRILLERIE</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LA CHOUETTE</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|---|---|--|

### DINERS - SPECTACLES

|   |   |  |
|---|---|--|
| <b>ALCAZAR</b> 329 02 20<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>D'ARTISTES<br>329 02 20 | <b>BOULEVARD ROUGE</b> 163<br>105<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>JOCKEY</b> 326 48 53<br>Pas comme les autres<br>on s'y amuse...<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|---|---|--|

### DINERS DANSANTS

|   |  |  |
|---|--|--|
| <b>VILLA D'ESTE</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LA CLOSERIE DES LILAS</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>A L'ESCAROT MONTORGUEIL</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|---|--|--|

### SOUPEURS APRÈS MINUIT

|  |  |  |
|--|--|--|
| <b>LE MUNKIE</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LE PETIT ZINC</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. | <b>LA CLOSERIE DES LILAS</b> 328-30-13<br>47, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr.<br>ASSISTE AU BOEUF - POISSON<br>10, rue Saint-Hippolyte, 10 <sup>e</sup> , 9 <sup>e</sup> arr. |
|--|--|--|

## Cinéma en province

**BOULEVARD ROUGE** — A chacun son...  
**JOCKEY** — A chacun son...  
**ALCAZAR** — A chacun son...

## Concerts

**MERCEDES** — A chacun son...  
**YVONNE** — A chacun son...

## Variétés

**BOULEVARD ROUGE** — A chacun son...  
**JOCKEY** — A chacun son...  
**ALCAZAR** — A chacun son...

## Opérettes

**BOULEVARD ROUGE** — A chacun son...  
**JOCKEY** — A chacun son...  
**ALCAZAR** — A chacun son...

## Chansonniers

**BOULEVARD ROUGE** — A chacun son...  
**JOCKEY** — A chacun son...  
**ALCAZAR** — A chacun son...

## Gala

**BOULEVARD ROUGE** — A chacun son...  
**JOCKEY** — A chacun son...  
**ALCAZAR** — A chacun son...

الاول



VU:-

Je l'ai vu... de nager...  
saignant, on l'on faisait  
dans le... incendie  
dans le... du voisin.

Joseph... a rappelé, non  
humour, que les...  
dans les villes, ...  
siutôt... qu'au  
de Paris... M. Guy Badin, ...  
directeur de la... munici-  
de Paris, a rappelé qu'une  
... spécialisée en... poli-  
ers, ... depuis cinq mois,  
... perdue... le problème  
... pris  
... sein ».

Peut-être, après un bon film,  
... possible de... autre  
que ce... de ban-  
des ?

**DOMINIQUE DROMBES.**

(1) Le Monde a rendu compte de la 1ère édition de ce livre.

[illegible]

1945 : la direction charge  
 un nouveau des ce  
 travail.  
 — M. Lecat, porte-parole  
 l'Elysée, proteste contre une d  
 de la P.D.G., M. Roussel,  
 fait annuler purement et simple-  
 ment.  
 — Bétanger, député  
 de Parisien libéré, vice-président du  
 conseil d'administration  
 l'A.F.P., M. Roussel d'un  
 procès en diffamation, l'Agence  
 de presse, M. Roussel, dit  
 Livre C.G.T. du 3 février par  
 Parisien libéré.  
 Et l'intérogatoire conclut :  
 « Les membres de l'A.F.P.  
 sont maintenant en droit de se  
 poser des questions sur l'exercice  
 de leur métier et la conception  
 de leur futur rôle. Cette infor-  
 mation tout commentaire  
 est-il dorénavant interdit comme  
 la déclare M. Roussel ? Les jour-  
 nalistes de l'A.F.P. sont-ils  
 professionnels ? ont-ils entière-  
 ment assoufflé de ces restrictions par-  
 ticulières ? »

replaçant, dans le  
near, au cœur du problème  
de la verre  
qui prétend,  
camp, qu'il n'y a pas de  
compétition.  
- Il n'y a pas de  
partage ?  
L'annuel est une Française  
répondre au prétendu apport  
réponse à une question  
Il n'y a pas, en réalité, de  
aux questions sans fournir  
réponses. N'aurait-il pas un  
critérium qu'il ait peut-  
être pas quelques  
de beauté des images  
grande maîtrise il son  
de l'histoire par son donner  
tourne dans les jambes,  
est en vie et sortit  
de la scène à une  
physique en somme. Qu'il  
de sport.

FRANÇOIS SIMON.

● La Société française de production (S.F.P.) a signé le 10 février à Moscou un accord de coopération avec la Sovtéléradio. Sont notamment prévus des échanges de programmes, l'assistance technique et la préparation en commun des films, propagandes à l'occasion d'événements sportifs dans les deux pays.

pression de la presse qui s'en est  
ensuivie, que l'absence d'une part  
de ces certitudes, l'absence d'in-  
formation, et d'autre part, l'absence  
de la part de l'A.F.P., de l'obligation  
de ne pas faire de fausses informa-  
tions, de ne pas donner d'informa-  
tions idéologiques, économiques  
ou politiques ».

La direction de l'Agence  
France-Presse précisait qu'elle  
ne peut pas ne pas reproduire  
ce qui est dit par les dirigeants  
syndicaux dans leur conférence  
de presse de lundi 11. Elle  
ne pouvait pas ne pas reproduire  
ce qui est dit par les dirigeants  
immédiatement donné  
à consulter en justice.  
Enfin, elle ne peut pas ne pas  
interdiligence de personnes)  
A.F.P., C.G.T., C.F.D.T., S.N.J.,  
C.G.T.) décidèrent d'observer un  
arrêt de travail de huit heures  
à partir de 14 heures et de faire  
protester contre ce fait, qu'elle  
était fortement incomplette.  
C'est pourquoi le lundi 22 février  
1964, les dirigeants de l'Agence  
C.G.T. sur l'affaire du Parisien  
interdiligence  
et même également contre  
la presse de la presse de la presse  
de la presse de la presse de la  
de la presse de la presse de la

Salut, donc, à mon pre-  
mier Ministre ! Et toujours  
pour le journal. Il est toujours exis-  
tant d'en faire autre, quelque  
étrange que puisse paraître le nom de celui-ci.

Parmi les ombres qui  
peuvent se voir, Jules Valès et d'Em-  
manuel Arène se retournent  
l'acte que ce journal a  
commis. Les autres  
autres furent indignés  
gémissements.

C'est sans doute pour  
les exorciser qu'on se  
est de d'agiter à la  
un seul le France.

Pour un quotidien national  
gauche, il avait un  
meilleur parrain. C'est le National  
qui mena la réaction de  
la droite réactionnaire  
chez, à la droite réactionnaire  
comme de Paris.

ROBERT ESCARPIT.

nieds larges et

lunettes propres  
avec  
**optical**  
FREE TO USE  
Les opticiens

\_\_\_\_\_



EPINE PARLY 2 VELIZY ■  
CRETEIL  
IMOGES NANCY-MULHOUSE



هشتمین روز

| OFFRES D'EMPLOI                        | la ligne 1 | la ligne 2 |
|--|------------|------------|
| "Placards encadrés" (la ligne colonne) | 40,00      | 45,76      |
| DEMANDES D'EMPLOI                      | 42,00      | 48,04      |
| OU                                     |            | 10,29      |
| PROPOSITIONS COMMERC.                  | 40,00      | 80,08      |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER        | la ligne 1 | la ligne 2 |
|---------------------|------------|------------|
| "Placards encadrés" | 29,00      | 32,03      |
| Double insertion    | 34,00      | 38,89      |
| "Placards encadrés" | 38,00      | 43,47      |
| L'AGENDA DU MONDE   | 28,00      | 32,03      |



## emplois régionaux



**serval**

Spécialiste Européen des d'Alloement leader dans sa branche pour la moitié Sud de la France renforce et développe une implantation nationale

**DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT**  
pour le MOYEN NORD de la FRANCE alliant de la RECHERCHE à l'INDUSTRIE

Le candidat devra :

- Posséder un B.T. comptable ou expérience équivalente.
- Pouvoir les écritures et vérifier les bilans.
- Être apte à diriger les propres services de l'entreprise.
- Logement assuré.

Ecrire à : Y. CORCELLE, 3181 LM.

**VILLE DE ROUEN** recrute pour son service technique supérieur un technicien expérimenté en analyse produits alimentaires, avec C.V. Dir. pers. mair. de ROUEN, le 10-3-77.

**ENTREPRISE DE BATIMENT** second œuvre recherche son **RESPONSABLE COMPTABILITE** (4000 comptes).

Le candidat devra :

- Posséder un B.T. comptable ou expérience équivalente.
- Pouvoir les écritures et vérifier les bilans.
- Être apte à diriger les propres services de l'entreprise.
- Logement assuré.

Ecrire à : Y. CORCELLE, 3181 LM.

## offres d'emploi

**AMMAN-FRANCE à St-Maur** — filiale du groupe suisse AMMAN, important constructeur de matériel de TP, 1 200 collaborateurs — impose, construit et distribue trois gammes de produits pour l'enrobage et l'exploitation des carrières, la construction du béton et le compactage. Son service commercial cherche :

**chef des ventes division "enrobage-carrière"**

Ses produits : d'enrobage, routiers, des carrières, la mission : diriger et animer une équipe de techniciens commerciaux, prospecter la clientèle, négocier et vendre. Le territoire : la France entière. Agé d'au minimum 35 ans, ingénieur mécanicien, ENP ou équivalent, c'est un commerçant accrocheur et tenace qui a une expérience de la vente de matériel de TP et de la clientèle de l'industrie et un atout supplémentaire.

Ecrire à : Y. CORCELLE, 3181 LM.

## offres d'emploi

**INGENIEURS D'ETUDES**

Une importante Société (10.000 personnes), spécialisée dans l'ELECTRONIQUE, recherche dans le cadre d'un projet très important, des **INGENIEURS DEBUTANTS** ou ayant 1 à 2 ans d'expérience pour :

- ANALYSE
- PROGRAMMATION
- ESSAIS ET SIMULATION D'UN LOGICIEL DE SYSTEME ELECTRONIQUE.

La programmation de la programmation de systèmes en temps réel, acquise en cours de formation ou d'un stage, est indispensable.

**FORMATION SOUHAITEE :** ESE, ENSEIET, INSA, etc.

Ces postes proposés peuvent offrir de rapides développements de carrière.

Lieu de travail : PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. en mentionnant vos prétentions à : M. LAM, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL** RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES (1.000 PERSONNES)

**RESPONSABLE COMPTABILITE ET CONTROLE GESTION**

RATTACHE AU DIRECTEUR DE L'USINE

Le candidat :

- doit posséder une expérience professionnelle de 5 à 10 ans dans la comptabilité analytique et générale (secteur 15 personnes).
- doit posséder un diplôme D.E.C.G. ou équivalent après 3 ans d'expérience en comptabilité analytique dans une entreprise industrielle réalisant de fortes ventes.

Porte : ville de L'AYRON.

Ecrire sous réf. 88-38-AM, à : M. LAM, 75040 PARIS.

**MERLIN GERIN**  
Grenoble

Utilise plusieurs postes d'analystes en informatique et de jeunes ingénieurs

diplômés grande école (Electrotechnique, mécanique, Informatique ou Economique).

Une expérience dans le domaine Informatique ou Gestion est appréciée.

Leur évolution, prise en charge par le Service Développement, Formation des Cadres, est :

- soit à l'intérieur du Département Informatique,
- soit dans les 10 usines de la Société à Grenoble,
- soit dans les 10 usines du Groupe, en France et à l'étranger.

Ecrire MERLIN GERIN (D.F.C. - Réf. GDL 68) 38 X 38000 GRENOBLE CEDEX.

**tubest**

Filiale de la COMPAGNIE GENERALE DES VOITURES

recherche un **Contrôleur de Gestion**

25 ans minimum.

Il sera directement rattaché à la Direction Générale et travaillera en étroite collaboration avec les Directions Industrielles et Commerciales.

De ses fonctions :

- une FORMATION SUPERIEURE EN GESTION (Universitaire ou Ecole).
- une expérience d'au moins 2 ans lui ayant permis d'acquies de connaissances dans le domaine de l'analyse, du contrôle de gestion, de l'organisation.

Il devra aussi posséder :

- une maîtrise de la langue française.
- une maîtrise de l'anglais.

Il devra aussi posséder :

- une maîtrise de la langue française.
- une maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous réf. 88-38-AM, à : M. LAM, 75040 PARIS.

**Banque Populaire**  
DE LA REGION PARISIENNE

recherche pour la **DIRECTION DES CREDITS ET DES PRETS** **GRADÉ CLASSE III ou IV**

— ayant une expérience concrète en crédit d'équipement à moyen et long terme aux entreprises, acquise dans une Banque de Dépôts.

— I.T.B. ou B.P. BANQUES appréciées.

Le candidat sera intégré dans une équipe jeune de CHARGES D'ETUDES et de leur service au sein duquel il aura plus particulièrement responsabilité sur les crédits d'équipement.

Ecrire C.V., photo et prétentions à : M. LAM, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**Groupe privé d'assurances**  
de premier plan

recherche un **UN COMPTABLE**

chargé de la comptabilité des sociétés filiales

IL AURA :

- une formation supérieure en comptabilité (D.E.C.G. ou équivalent) ou un niveau équivalent ;
- une expérience professionnelle de 3 ans environ ;
- des connaissances en comptabilité générale et assurances appréciées non exigées.

Envoyer lettre de motivation, photo et prétentions, sous réf. 88-38-AM à : M. LAM, 75040 PARIS, qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL**  
à Société, 10 Usines, recherche pour sa Direction Informatique un **CHEF DE PROJET INFORMATIQUE**

Le candidat devra :

- posséder une formation supérieure scientifique, complétée si possible par une formation en gestion (I.A.E. ou équivalent).
- avoir déjà une expérience de 3 à 5 ans comme Chef de Projet dans une société industrielle importante ou dans une société de services réputée.
- être capable de concevoir, la réalisation et l'implantation d'importantes applications de gestion (comptabilité, budgets, contrôle de gestion).
- être responsable de ces projets, il devra, dans une compétence technique évidente, avoir un excellent contact humain et des qualités personnelles et un esprit de management.

Ecrire sous réf. CFI/RS à : M. LAM, 75040 PARIS, qui transmettra.

**Société de taille internationale**  
recherche

Pour son Usine de Province du **SUD-OUEST** **INGENIEURS**

GRANDES ECOLES, E.N.S.I. MARIE DEBUTANTS

Libérés obligations militaires

La préférence sera donnée à ceux ayant une formation de base mécanique.

Ecrire avec C.V. man. et prétentions, à : M. LAM, 75040 PARIS.

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS ALIMENTAIRES** (C.A. 175 millions), recherche

**LE RESPONSABLE ADMINISTRATIF et FINANCIER**

d'un établissement à créer prochainement en SEINE-MARITIME

Le candidat retenu devra posséder une formation de type I.U.T. (option finance comptabilité) ou D.E.C.G. et une première expérience professionnelle dans un poste de Directeur ou de Responsable administratif et financier.

Après une courte période de formation, il aura, sous la direction du Directeur de l'établissement, la responsabilité des questions administratives, financières et comptables.

Adresse : M. LAM, 75040 PARIS.

**Importants Sociétés Produits Laitiers** recherche

**chef du département Innovation**

Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, B.S.S.C. ou équivalent, devra justifier d'une expérience professionnelle de 10 ans minimum dans le secteur alimentaire.

La Direction de l'Innovation dépend de la Direction Générale et aura pour mission de :

- donner tous les moyens nécessaires à la mise au point de nouveaux produits ;
- bénéficier de l'appui technique et financier du Groupe tout au long du développement international.

Anglais : courant.

Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous réf. 88-38-AM, à : M. LAM, 75040 PARIS, qui transmettra.

**Les Laboratoires Boiron**  
recherche

**RESPONSABLE ADMINISTRATION COMMERCIALE**

Collaborateur direct du Directeur Commercial, il sera chargé :

- d'assurer les services commerciaux du siège (France - Etranger) ;
- d'analyser les ventes de la Société.

Cette création de poste sera confiée à un cadre débiteur d'un bon niveau, possédant une formation commerciale.

- H.E.C., B.S.C. ou équivalent ;
- âge minimum 30 ans ;
- pratique courante de l'anglais ;
- lieu de résidence : LYON.

La rémunération ne sera pas inf. à 62.000 F par an. Adresser lettre manuscrite et C.V. à : LABORATOIRES BOIRON, 20, rue de la Liberté, 69110 ST-Etienne-LYON.

**ETABLISSEMENT FINANCIER SUD-OUEST**  
recherche

pour actions d'aide au développement régional

**ANALYSTE FINANCIER**

Spécialiste audit et révision sociétés industrielles.

- nécessité d'expérience : 3 à 10 ans - dans cabinet spécialisé ;
- formation supérieure niveau D.E.C.G. ou équivalent ;
- maîtrise de la gestion ;
- travail en équipe, sens du contact, organisation.

Ecrire à : M. LAM, 75040 PARIS, qui transmettra.

**LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION**

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des **analystes confirmés**

le matériel actuellement installé se compose de :

- trois 370/168 - 4000 K chacun,
- 400 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 11.883) au Service du Personnel, Tour Franklin, 11 92081-Paris-La Défense.

**Le 1er Mars 1977.**

Mon prénom est Jean-Pierre. Je crois à la dynamique. Je crois que c'est facile pour ceux qui unissent le ciment de l'équipe. Je crois que l'on peut s'apprendre à travailler "dans" l'entreprise individuelle. Je crois à la primauté du savoir sur les mirages de la culture. J'examine personnellement toutes les candidatures. Je m'appuie sur la capacité d'une Entreprise à la fois humaine et humaine. Je connais vos motivations. Je suis pour y répondre. Je vous offre les avantages irremplaçables du travail en même temps que la liberté de l'entreprise individuelle. Il est même possible de vous aider à monter votre propre affaire. Attention. Il vous faut 11 ans au moins et un bon quotient intellectuel.

Jean-Pierre

Envoyer 1<sup>re</sup> lettre à : A.B. PUBLICITE, réf. JP 55 75040 PARIS, qui transmettra (l'envoi de bien indiquer la référence)

**RIOM LABORATOIRE LYCENRE**  
**DÉLÉGUÉS (EES) MÉDICAUX**  
recherche

Secteurs à pourvoir :

- SEINE-SAINT-DENIS - AUBE et COTE-D'OR - SALETTE part. de l'ORNE - FINISTÈRE - HERAULT

Exigences :

- formation 4 semaines rémunérées ;
- salaire fixe + prime sur objectifs ;
- voiture de société.

Adresser C.V., photo et pte. à : RIOM LABORATOIRE LYCENRE, 21 rue d'Antony, 92200 NANTERRE.

**ACIER ET OUTILLAGE FRUGROT**  
Usines du Doubs

recherche pour sa division OUTILLAGE **INGENIEUR CHEF de BUREAU METHODES** (25 techniciens)

A.M. ou équivalent, ayant une expérience d'environ 10 ans dans les techniques d'usinage, et de moulage.

**INGENIEUR ELECTROMECANICIEN**

spécialiste de la mise au point des moteurs équipant l'outillage électrique, ayant une parfaite maîtrise des techniques nouvelles de construction.

Adresser C.V. sous le numéro 41.963, à : M. LAM, 75040 PARIS, qui transmettra.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes un important Groupe Français d'Assurances, Pour accompagner l'expansion de notre département "ASSURANCES D'ENTREPRISES" nous recherchons

## collaborateur commercial

CLIENTELE : les multinationales  
SERVICE : un système international d'assurances de groupe particulièrement adapté aux problèmes de Prévoyance et de Retraite du Personnel des sociétés multinationales.  
FONCTIONS : Vente et après-vente.

Nos EXIGENCES :  
- Formation supérieure type Ecole Supérieure de Commerce,  
- Expérience commerciale (3 à 4 ans)  
- Pratique de l'anglais parlé et écrit.  
- Disponibilité permettant déplacements occasionnels en France et l'étranger.

Ecrire avec curriculum-vitae et prétentions sous réf. 14.131 à :  
**A.N.P.M.** 100, Charles de Gaulle  
NEUILLY/S/SEINE

## POUR IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE : directeur du marketing 200.000F

35 ans minimum - Anglais courant.  
Solide expérience MARKETING PHARMACEUTIQUE indispensable.  
Discretion totale assurée.  
Ecrire sous réf. 110, rue de Sèvres  
**G.F.C.** 75015 Paris

## ROCHE BIOELECTRONIQUE

pour prendre en charge la  
COMPTABILITE GENERALE et ANALYTIQUE  
**UN CHEF DU SERVICE COMPTABLE**

une formation comptable supérieure et une bonne expérience en entreprise.  
La pratique de la gestion comptable informatique serait appréciée.  
Lieu de travail : VELIZY-VILLACOUBLAY.  
Adresser photo, C.V. et prétentions à  
**ROCHE BIOELECTRONIQUE**  
110, rue de Sèvres  
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

## INGENIERIE CHIMIQUE

Importante Société Internationale de réalisation de biens d'équipement touchant le secteur antipollution et économie d'énergie thermique, recherche  
**DIRECTEUR INGENIEUR D'AFFAIRES**  
Pour développer sa filiale récemment créée à Paris. Ingénieur chimiste, il aura déjà plusieurs années d'expérience de la négociation de contrats importants et clés en main. Il doit avoir la plus bonne connaissance de l'anglais. Il doit avoir le potentiel pour accéder à un poste de Direction Générale.  
Conditions de départ intéressantes + voir de fond. Ecr. réf. DIA/BB et TAB. 71, r. La Boétie, Paris-8.  
Nus Conseillers sans engagement la discrét. absolue

## SOCIÉTÉ MOYENNE EN FORTE EXPANSION BANLIEUE NORD-EST DE PARIS

pour recruter un bureau d'études  
**JEUNE PRÉPARATEUR**  
Niveau 1er ou 2e schelon  
une expérience de l'outillage de précision serait un atout.  
Il aura :  
- A établir les devis et gammes de fabrication  
- A faire des études générales d'outillage de précision.  
S'adresser : restaurant d'entreprises.  
Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo sous réf. 94749 B à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

## USINE PUBLICATIONS "L'USINE NOUVELLE LA TECHNIQUE"

recherche  
**CHEF DE PUBLICITÉ JUNIOR**  
Il aura :  
- Il aura une expérience en gestion, la prospection et le suivi d'une clientèle. Il aura une expérience de la rédaction d'articles.  
- Il aura une expérience de la gestion d'un service de presse.  
Adresser une lettre manuscrite + C.V. détaillé + prétentions à :  
**PERSE** 40, rue du Four  
75006 Paris

## DIRECTEUR

Une association ayant pour vocation le logement social recherche un directeur. Il aura pour mission de développer les contacts avec les chefs d'entreprises de la région, d'assurer les relations avec les banques, d'étudier et de mettre en place les dossiers de financement.  
Le candidat doit posséder au moins dix ans d'expérience acquise de préférence dans un organisme similaire ou dans domaine bancaire et faire preuve de qualités de gestionnaire. La résidence est sur la Côte Basque. Env. C.V., photo réç. et rémunération s'écrit 70136/M (à mentionner sur l'envel.). Le secret absolu des données.  
**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 PARIS

## ENTREPRISE GÉNÉRALE DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES A L'EXPORTATION

(siège à 120 km à l'EST de PARIS)

## AGENT ADMINISTRATIF

pour poste à DAMAS en SYRIE

Ayant pour fonction :  
- Contrôler les opérations financières ;  
- Assurer les opérations administratives, fiscales, sociales et juridiques ;  
- Gérer la trésorerie locale et des liaisons aux problèmes juridiques des sociétés étrangères.  
Le candidat devra avoir une expérience de l'exportation et avoir déjà travaillé à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Niveau bac.  
Adresser C.V. et photo sous référence 41594, AMEY S.A., 71, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

## URGENT

Cours de français privé pour adultes à Sallibury, Angleterre - Chercheurs pour tous motifs

## PROFESSEUR

compétence méthodes audio-visuelles. Expérience O.B.E.L.S. appréciée. Présence indispensable dès le 4 mars. Voyage payé. Voirsue détaillée mais pas obligatoire. Téléphoner au P.C.V. entre 11 h. et 19 h. au 9420-426 (Cherbourg, Normandie)

## INTERPUBLIC

recrute

### 1) pour Mc CANN ERICKSON

**2 CHEFS DE PUBLICITÉ**  
homme, 35 ans environ, parlant trois langues, expérience de 10 ans en agence de publicité, maîtrise de l'anglais, maîtrise de l'espagnol et le suivi de budgets de produits de grande consommation.

### 2) pour JOHANNIS SCHNEIDER CONSEIL

**1 CHEF DE PUBLICITÉ Senior**  
homme, 35 ans environ, de formation supérieure (grande école ou faculté) ayant au moins 5 ans d'expérience en agence sur budgets divers dont produits de grande consommation.

Si vous répondez à l'un de ces profils, envoyez votre curriculum vitae détaillé avec photo à :  
**M. PAVELLE INTERPUBLIC**  
Tour Maine-Montparnasse,  
75015 PARIS CEDEX 15.

## INTERDATA

Constructeur des Ordinateurs Megamini

## FIELD SERVICE MANAGER

recherche pour la France son  
- Si vous avez une excellente expérience technique des ordinateurs et le sens des contacts humains.  
- Si vous aimez vous réaliser dans une Société dynamique et en pleine expansion.  
Contactez-nous en nous envoyant votre curriculum vitae détaillé.

**X-DATA**, 50-56, rue de la Procession,  
75737 PARIS CEDEX 15.  
Anglais indispensable.

## CONSTRUCTEUR DE FOURN METALLURGIE

## INGENIEUR DIPLOMÉ

pour évoluer les études et développer la technique de la conception de ses matériels.  
Sont :  
- quelques années d'expérience industrielle dans les implantations thermiques et/ou la métallurgie ;  
- de solides connaissances en mécanique électrique ou automatisée ;  
- une bonne aptitude à l'analyse et à la synthèse ;  
- à traiter une grande diversité de sujets avec des moyens modestes et des délais qui courent.  
La réponse à ce poste permettra l'accès à de larges responsabilités dans une petite entreprise en développement rapide.  
Ecrire à M. VAREZAS,  
4, rue Lamoignon, 75012 PARIS.

## Société d'Électronique Basileuse Ouest

## INGENIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour laboratoire d'études

Adm. C.V. dét. et prétentions à : C.E.P. sous numéro 483, rue Cavendish - 75011 PARIS.

## DEUTSCHER JOURNALIST

Wind von Internationalen Journalisten in Paris für deutschsprachige Medien gesucht

## VORAUSSSETZUNG:

- Kenntnisse der französischen Sprache  
oder spanische Kenntnisse erwünscht.  
- Recherche in : HAVAS CONTACT, 128, boulevard Haussmann, 75001 PARIS, sous réf. 51726, qui se.

## GALVÉFOR

leader français de matériel de publicité

## UN (E) RESPONSABLE DE PUBLICITÉ

Création, gestion d'espaces, contrôle, organisation de toutes expositions, etc.  
Bonnes connaissances psychologie rurale appréciées.  
Ecrire lettre manuscrite avec C.V. à :  
**GALVÉFOR**  
route de Paris, R.P. 3207 LAMUREAU Cedex.

Pour la prospection et le développement de marchés à l'exportation dans le domaine de la Marine Marchande, UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche :

## UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

sa mission consistera à nouer et multiplier les contacts commerciaux avec la clientèle existante et potentielle, à la conseiller et à l'utiliser dans le domaine des électrogènes de bord.  
En liaison avec les services technique, financier, il mettra en forme l'offre au client et à la négociation.

Ce poste s'adresse à un ingénieur (génie machine...) ayant une bonne connaissance de la construction navale. Des qualités de négociateur ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables à la tenue de ce poste.  
déplacements fréquents à l'étranger sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo 922, CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

- Libre ou de préférence 1 année d'expérience professionnelle ou service militaire en coopération.  
- Formation H.E.C./E.S.C.P./E.S.E.C./E.P./D.E.C.S. souhaitée. Connaissance anglaise ou allemand appréciée.  
Ecr. avec C.V. et G. Personnel, 12, r. Marguerite, 75017 Paris.

## MOBILIER DE BUREAU distributeur secteur mobilier

affiliation, recherche pour agence PARIS  
- Formation H.E.C./E.S.C.P./E.S.E.C./E.P./D.E.C.S. souhaitée. Connaissance anglaise ou allemand appréciée.  
Ecr. avec C.V. et G. Personnel, 12, r. Marguerite, 75017 Paris.

## DELEGUES COMMERCIAUX

de produits chimiques, dynamite, explosifs, produits divers, matériel de bureau, matériel de cuisine, etc.  
Ecr. avec C.V. et G. Personnel, 12, r. Marguerite, 75017 Paris.

## DEPARTAMENT PRODUITS ET ELECTRICITE

**3M**  
RECHERCHE

## ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Formation supérieure :  
- H.E.C. SUP. de CO. E.S.E.C. etc.  
Débutant très fortement attiré par la marketing de produits industriels, ou première expérience (1 à 3 ans) dans le domaine ou au sein d'une entreprise.  
Lieu de travail : CERGY (95)  
Si cette offre vous intéresse, envoyez-nous :  
- 3 photos récentes  
- 1 lettre de motivation  
- 1 lettre de recommandation de M. NARDOU  
sous référence 71, rue de la Boétie, 75006 Paris.

## INCENIERS

MIRA 15 - 1 2000 PDP 11

## CHEF DE PROJET

Env. C.V. manuscrite et photo à :  
75015 PARIS, CEDEX 09  
BOYER 7, r. Blanche, 75009 Paris.

## COLLINS RADIO-FRANCE

## ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour secteur responsable informatique dans le développement d'un moyen système.  
- Niveau IUT ou équivalent.  
- 2 à 3 ans de pratique au COBO (RPG II apprécié).  
- Connaissance base de données et T.P. souhaitées ;  
- Il est prévu que le candidat sera en fort développement au sein d'un groupe.  
- Avantages sociaux ;  
- Lieu de travail : Rungis, puis transféré à Toulouse vers avril 77.  
Envoyer photo, C.V. et prét. à :  
SIL 12, 40, rue de Montigny, 91100 RUNGIS CEDEX.

## TECHNICO-COMMERCIAL

5 ans d'exp. min. 5 descriptions tableaux. Adresser C.V. et prétentions à : S.P. 111, rue de la Boétie.

## DESSINATEUR (TRICE) DÉFROTEUR (TRICE)

Marcus, 20, rue de la Boétie, 75006 Paris.  
BOYER 7, r. Blanche, 75009 Paris.

## SCIENTE MECHANIQUE

recherche pour siège PARIS-17

## INFIRMIERE D.E.

Contrat temporaire min. 6 mois. Constatations.

Avantages sociaux.  
TEL. pr. R.V. : 704-61-04, p. 289.

## Centre hospitalier de Pontoise (95) recrute

**PANSEUSES D.E.**  
**INFIRMIERES D.E.**  
**LARMIER**

schéma, soins, etc.  
V. pr. renseignements et R.V. :  
Infirmerie Générale de :  
44-72-10, 20, rue de la Boétie, 75006 Paris.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.

## Sténodactylos

préc. : PRETEC, boul. Sébastopol, 9, Paris-10.

## SECRETAIRES

allemand, anglais, espagnol.







# ANNONCES CLASSEES

représent.  
demande

Moniteur 33 ans,  
dix ans représentation détail  
et grand magasin cherché

## CARTES MULTIPLES

pour Amérique du Sud  
à partir du 2<sup>e</sup> trimestre 1977.  
Résidence RIO-DE-JANEIRO.  
Escr. M. Berger, 9, bd Gambetta,  
94130 NOGENT-SUR-MARNE.

## représent. offre

Rech. REPRESENTANT (E)  
pour visiter tous commerces  
de France, voiture obligat.  
T.S. pour l'étranger : 975-83-96.

## gérances appointées

IMPORTANTE SOCIETE  
PETROLIERE recherche

## LOCATAIRES GERANTS

pour exploiter : de com-  
merce de distribution produits  
pétroliers (à l'exclusion de  
stations-service).

CONDITIONS :  
— F. capital de 100 +  
garanties ;  
— Aptitude aux affaires et à la  
gestion.  
Clientèle, débits et bureaux  
sont intéressants.

CONSEIL PUBLICITE,  
25, rue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 42.

## cours

Franc. orthog. allem. par prof.  
spécial. rapp. : 256-77-71.

Ancien élève : cours de  
cours de réécriture, orthog.  
française, allemande, 1<sup>er</sup> 775-84-50, 2<sup>e</sup> 775-84-51.

## perdu-trouvé

TECKEL, P. rouille (12 ans),  
Dyck, 100 rue de la République,  
rouge et jaune, perdu vendredi  
18 février entre France et  
Antony. Tél. h. 225-42-41.  
545, 546 ou 545-55-55. REMPLAC.

## automobiles

### MATTEI

Le moins cher des grands loueurs

- ★ Du vendredi 17 h. au lundi 08 h.  
les locations de voitures particulières  
ne sont facturées que pour 2 journées.
- ★ Location "à l'heure" des utilitaires.
- ★ Tarif LONGUE DURÉE, pour locations  
à partir de 4 mois.

PARIS : 207, Rue de Bercy (12<sup>e</sup>) 246.11.50  
108, Bd Diderot (12<sup>e</sup>) 628.27.50  
102, Rue Ordener (19<sup>e</sup>) 076.32.70  
LYON : (07) 72.83.45 NICE : (03) 87.14.30  
MARSEILLE : (01) 79.00.10  
80 AGENCES EN FRANCE

### LANCIA AUTOBIAI III

34 ANTES 2 ans sur Contrat  
T1 rue Michel Paris 5<sup>e</sup>  
255.35.55

### ROLLS-ROYCE SILVER SHADOW

1973, châssis long, état + kmo-  
métrage exceptionnel. Tél. 255-72-72

### 504 GL 70 74 et 77 EX T1, peu roulé - 535-49-25

55, rue Desnouettes, Paris 13<sup>e</sup>.

### ALFA-ROMEO coupe 2000 72, radio, cert. Avenir, à débit. T. 431-67-89, 10 à 13 h.

### GAZARINI TOUTES TYPES DISPONIBLES PAN-CARS 65/43/42 65/43/42

Place Puits de St Cloud 19

### BMW 216, 220, 252, 320, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## La politique dans l'entreprise

### III. — Vrai ou faux problème

par JOANINE ROY

Parmi les diverses formations politiques qui s'efforcent de multiplier leurs sections sur les lieux de travail, le P.C.F. reste le mieux implanté avec ses neuf mille cellules déclarées. Le parti a fait depuis trois ans l'apprentissage de l'apprentissage de l'action dans les entreprises, estimant aujourd'hui avoir vingt mille militants dans les entreprises, équivalant, selon lui, de deux mille quatre cents cellules du P.C.F. La vie des structures politiques dans l'entreprise ne peut être dissociée de l'action revendicative et syndicale qui y est menée. (Voir « le Monde » des 1<sup>er</sup> et 2 mars.)

« La politique dans l'entreprise est un faux problème », disait au lendemain des déclarations gouvernementales, M. Jacques Moreau, dirigeant de la C.F.D.T. M. Mitterrand exprimait, mot pour mot, le même avis.

« C'est un vrai débat », répliquait avec flamme, quelques jours plus tard, M. Georges Séguin. Ces commentateurs opposés se valaient visiblement.

#### Identifier les syndicats aux partis serait leur mort

Deux raisons, entre autres, expliquent cette position nuancée. D'abord, la C.F.D.T. a eu longtemps une attitude réservée à l'égard de la présence des partis sur les lieux de travail. À l'époque, le P.C.F. était pratiquement le seul à créer des cellules. Sans donner dans un anticommunisme sommaire, les syndicats se méfiaient des cellules politiques.

Un bon nombre de cégétistes, cependant, ont vu l'organisation du parti proche de leur domicile, dont le rôle leur paraît plus efficace que celui d'un syndicat. Ils ont vu dans la section d'entreprise, cette formule traduit mieux, pour eux, la volonté de rejeter le concept de « courroie de transmission » entre le parti et le syndicat, qui fut longtemps — et parfois encore — fortement reproché au P.C. et à la C.G.T.

On trouve à la C.F.D.T. des militants politiques venus de l'extrême gauche. Mais ceux-ci préfèrent généralement passer sous silence leurs activités politiques. Ce sont les « concous »,

rence des affinités entre le ou les partis mis en cause et les confédérations syndicales. Comme on le questionnait sur l'attitude des syndicats, au cas où le ministre envisagerait une réforme de code du travail interdisant toute activité à caractère politique dans les entreprises, M. Maure déclarait : « En ce cas le ministre du travail aurait devant lui non seulement la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, mais peut-être certains éléments de P.O. »

Cette réaction est celle de la plupart des militants syndicaux. Pour eux, les déclarations gouvernementales prouvent à une autre que plus ou moins directe contre les organisations syndicales.

Lorsque les dirigeants communistes ont eu maille à partir durant le second semestre de 1976 et après avec les directions d'entreprises et avec les pouvoirs publics, la C.F.D.T. leur a verbalement exprimé son soutien.

Mais ce « oui » était immédiatement tempéré par un « mais ». Il devait être bien entendu que ces cellules ne se substituent pas à la section syndicale.

M. Maure : le militant « moyen » de la C.F.D.T. n'a pas le besoin impérieux d'une structure politique à l'usine. Son organisation syndicale possède son propre projet de société, le socialisme autogestionnaire, et les nombreux débats et recherches internes sur ce thème peuvent suffire à satisfaire son goût pour le débat politique.

Un bon nombre de cégétistes, cependant, ont vu l'organisation du parti proche de leur domicile, dont le rôle leur paraît plus efficace que celui d'un syndicat. Ils ont vu dans la section d'entreprise, cette formule traduit mieux, pour eux, la volonté de rejeter le concept de « courroie de transmission » entre le parti et le syndicat, qui fut longtemps — et parfois encore — fortement reproché au P.C. et à la C.G.T.

On trouve à la C.F.D.T. des militants politiques venus de l'extrême gauche. Mais ceux-ci préfèrent généralement passer sous silence leurs activités politiques. Ce sont les « concous »,

que M. Maure accuse de vouloir noyer la centrale.

L'attitude nuancée de la C.F.D.T. à l'égard de l'activité politique dans l'entreprise peut surprendre venant d'une organisation où nombre de militants n'ont pas leur peine pour aider à la rénovation puis à l'élargissement du parti socialiste. À l'automne 1974, de nombreux responsables cégétistes avaient joint leur voix à l'appel qui allait conduire aux assises du socialisme de janvier 1975, à Paris, où partaient MM. Jacques Chérèque, Jacques Julliard, Paul Hélier, Emile Le Belher, etc.

Ceux-ci devaient quitter la scène une fois l'élan donné et l'orientation arrêtée. « Personne n'est plus soucieux que moi de l'indépendance syndicale », affirme M. Chérèque. Si la gauche arrive au pouvoir, nous ne nous enfonçons pas son de la fibre de Michel.

Aux yeux de la C.G.T., admettre l'incompatibilité des mandats est contraire à la barre autogestionnaire. Pourquoi le syndicaliste renoncera-t-il à ses prérogatives civiles ? M. Benoît Frachon fut pendant trente ans à la tête de la C.G.T. — ou de la C.F.D.T. — sans cesse pour le parti et le syndicat.

Une offensive contre le P.C.F. ? Longtemps, la centrale a fait valoir son indépendance. Elle était suffisamment établie dans le cœur des militants, connus pour leur appartenance au P.C.F. ou communiste. Les dirigeants cégétistes restaient simultanément discrets sur la présence de communistes dans la centrale.

« C'est un vrai débat », répliquait avec flamme, quelques jours plus tard, M. Georges Séguin. Ces commentateurs opposés se valaient visiblement.

On trouve à la C.F.D.T. des militants politiques venus de l'extrême gauche. Mais ceux-ci préfèrent généralement passer sous silence leurs activités politiques. Ce sont les « concous »,

La courtoisie de transmission ? C'est un vocabulaire depuis longtemps dépassé par les événements et les conditions modernes de la vie politique. Si une organisation politique s'efforce de « noyer » la C.G.T., la réaction syndicale serait immédiate. « Si un invisible doit accuser de se tourner en direction des trotskistes, maoïstes et autres socialistes amateurs d'« ententes ».

Défendre ardemment la présence politique dans l'entreprise, cela signifiait, jusqu'à ces dernières années, apporter son soutien à la C.F.D.T. mais il a fallu, tant que mal, tirer les conséquences du regroupement opéré sur le programme commun. Dans les rangs cégétistes, le statut du parti a été révisé. Durant un quart de siècle, la S.F.I.O. leur avait interdit d'adhérer à la C.G.T. Celui qui passait outre

#### Des habitudes tenaces

Après une avancée incontestable, il y a eu, ces dernières années, un ralentissement. Le mouvement qui avait fait passer les syndicats de la C.G.T. à la C.F.D.T. n'a pas eu d'effets directs sur la C.G.T. Et puis, les habitudes sont tenaces. Dans l'entreprise, une commission exécutive d'entreprise pour écarter le parti n'est pas une nouveauté. Les militants de la C.G.T. ont souvent été surpris de voir que les militants de la C.F.D.T. n'ont pas toujours été les mêmes.

#### Les colorations politiques à la C.F.D.T.

Une étude sur la composition des délégations au congrès de la C.F.D.T. à Amboise en 1973, nous a permis de constater, depuis le congrès de Nantes, en 1973, cette évolution.

Sur 1 900 présents, 41 % adhérents à un parti politique (27,4 % en 1973). Parmi eux, 22,5 % étaient inscrits au P.C. (19,7 % en 1973), 10,6 % au P.S. (10,3 % en 1973), 0,2 % à l'extrême gauche (0,2 % en 1973).

Si l'on recense ces données avec l'ensemble des données de la C.F.D.T., on constate que les communistes restent la majorité dans la centrale. Les techniciens donnent leur préférence au P.S. (17,5 %) puis à l'extrême gauche (14,7 %) et au P.S.U. (14,5 %). Les ingénieurs et cadres se répartissent à raison de 15 % au P.S.U. et 13 % au P.S. Parmi les cadres moyens, l'extrême gauche attire 14,7 %, le P.S. 14,5 % et le P.S.U. 11,7 %.

À Amboise, l'examen des données statistiques des délégués avait permis leur carte syndicale à aussi montré le renouvellement de la centrale. Près de six sur dix ne la possèdent que depuis 1968.

La courtoisie de transmission ? C'est un vocabulaire depuis longtemps dépassé par les événements et les conditions modernes de la vie politique. Si une organisation politique s'efforce de « noyer » la C.G.T., la réaction syndicale serait immédiate. « Si un invisible doit accuser de se tourner en direction des trotskistes, maoïstes et autres socialistes amateurs d'« ententes ».

syndical. Les rivalités d'influence se sont aigries.

Le P.C.F. assure certains militants socialistes, à essayé plus ou moins de verrouiller la C.G.T. sur elle-même et d'en fermer insidieusement la porte aux socialistes « organisés ». Il a surtout affirmé sa présence de façon massive.

Ces efforts redoublés en direction des entreprises sont évidents. Les militants de la C.G.T. ont été accueillis par le militant C.G.T. « traditionnel ». Pour lui, lorsque le P.C.F. prend la parole, il facilite l'action syndicale par sa présence, ses explications, son contenu plus dense que donne à la lutte ouvrière.

Quand, par exemple, le parti s'oppose à une saisie, il montre, avec ce fait brutal, la contradiction imposée aux plus défavorisés. Ensuite, il est plus aisé de développer l'action contre l'insuffisance des salaires, la baisse du chômage, ou de formuler une revendication nouvelle.

Il arrive que le P.S. et le P.C.F. aient une action commune dans la même entreprise, comme ce fut le cas chez les postiers de la gare d'Amboise. Les militants sont généralement évités à l'intérieur du syndicat C.G.T. et les militants des deux bords se retrouvent. À l'égard de l'extérieur, les militants cégétistes aiment à dire qu'il n'y a pas d'opposition entre le syndicat et le parti politique. L'un et l'autre, au contraire, s'unissent pour sauvegarder une difficulté commune.

comment agir pour que les partis aient officiellement pied dans l'entreprise ?

Quand l'entreprise, assaillie avec conviction les cégétistes, il y a une volonté de liberté pour le syndicat.

F.O. : ne pas franchir la frontière

« Le président de la République a dit, M. André Bergeron, quelques jours après le congrès de la C.F.D.T. à Amboise, que le P.C. et la C.G.T. n'ont pas franchi la frontière.

Forces ouvrières ne se sont pas concertées, car elle ne mène pas l'action syndicale et l'action politique. Mais, dit-elle, il faut veiller à ce que, sous prétexte de combattre les salaires des vertes d'une politique, les partis ne franchissent pas la ligne des syndicats. Tout le monde sait que pour la C.G.T. et le P.C., il y a longtemps la frontière est franchie.

Pour avoir souffert de l'emprise des communistes sur la C.G.T., cause de deux sécessions, Forces ouvrières se garde de la politisation comme de la peste. Peut-être obéit-elle aussi de la sorte aux vieux réflexes anarcho-syndicalistes de méfiance envers les partis, puisqu'elle est la seule organisation à se flatter de compter dans ses rangs toute la gamme des tendances politiques depuis les trotskistes jusqu'aux gaullistes ou aux indépendants.

Pourrait-elle socialement, la « clientèle » de F.O. est portée vers le débat politique et la tradition socialiste. Cette orientation n'est-elle pas quasi spontanée dans la fonction publique — lieu de recrutement privilégié de F.O. ?

Les entreprises nationales, les collectivités locales, les administrations privées, les entreprises ont milités sur un terrain également propice au parti.

(1) Les militants appartenant à la métallurgie (M. Chérèque), au B.O.N. (M. Julliard), à l'union Rhône-Alpes (M. Hélier), au P.T.T. (M. Le Belher), M. Acquier était également à la métallurgie et M. Collinseau était chargé de l'action revendicative cégétiste.

syndical. Les rivalités d'influence se sont aigries.

Le P.C.F. assure certains militants socialistes, à essayé plus ou moins de verrouiller la C.G.T. sur elle-même et d'en fermer insidieusement la porte aux socialistes « organisés ». Il a surtout affirmé sa présence de façon massive.

Ces efforts redoublés en direction des entreprises sont évidents. Les militants de la C.G.T. ont été accueillis par le militant C.G.T. « traditionnel ». Pour lui, lorsque le P.C.F. prend la parole, il facilite l'action syndicale par sa présence, ses explications, son contenu plus dense que donne à la lutte ouvrière.

Quand, par exemple, le parti s'oppose à une saisie, il montre, avec ce fait brutal, la contradiction imposée aux plus défavorisés. Ensuite, il est plus aisé de développer l'action contre l'insuffisance des salaires, la baisse du chômage, ou de formuler une revendication nouvelle.

Il arrive que le P.S. et le P.C.F. aient une action commune dans la même entreprise, comme ce fut le cas chez les postiers de la gare d'Amboise. Les militants sont généralement évités à l'intérieur du syndicat C.G.T. et les militants des deux bords se retrouvent. À l'égard de l'extérieur, les militants cégétistes aiment à dire qu'il n'y a pas d'opposition entre le syndicat et le parti politique. L'un et l'autre, au contraire, s'unissent pour sauvegarder une difficulté commune.

comment agir pour que les partis aient officiellement pied dans l'entreprise ?

Quand l'entreprise, assaillie avec conviction les cégétistes, il y a une volonté de liberté pour le syndicat.

F.O. : ne pas franchir la frontière

« Le président de la République a dit, M. André Bergeron, quelques jours après le congrès de la C.F.D.T. à Amboise, que le P.C. et la C.G.T. n'ont pas franchi la frontière.

Forces ouvrières ne se sont pas concertées, car elle ne mène pas l'action syndicale et l'action politique. Mais, dit-elle, il faut veiller à ce que, sous prétexte de combattre les salaires des vertes d'une politique, les partis ne franchissent pas la ligne des syndicats. Tout le monde sait que pour la C.G.T. et le P.C., il y a longtemps la frontière est franchie.

Pour avoir souffert de l'emprise des communistes sur la C.G.T., cause de deux sécessions, Forces ouvrières se garde de la politisation comme de la peste. Peut-être obéit-elle aussi de la sorte aux vieux réflexes anarcho-syndicalistes de méfiance envers les partis, puisqu'elle est la seule organisation à se flatter de compter dans ses rangs toute la gamme des tendances politiques depuis les trotskistes jusqu'aux gaullistes ou aux indépendants.

Pourrait-elle socialement, la « clientèle » de F.O. est portée vers le débat politique et la tradition socialiste. Cette orientation n'est-elle pas quasi spontanée dans la fonction publique — lieu de recrutement privilégié de F.O. ?

Les entreprises nationales, les collectivités locales, les administrations privées, les entreprises ont milités sur un terrain également propice au parti.

(1) Les militants appartenant à la métallurgie (M. Chérèque), au B.O.N. (M. Julliard), à l'union Rhône-Alpes (M. Hélier), au P.T.T. (M. Le Belher), M. Acquier était également à la métallurgie et M. Collinseau était chargé de l'action revendicative cégétiste.

**D'ORLY SUD**  
**LE "HOMA" RELIE**  
**PARIS AU CAIRE**  
**LUNDI ET VENDREDI.**

Décollage : 11 H. Arrivée : 16 H.

Pour plus de détails, prenez contact avec votre agent de voyages ou : Iran Air, 63, Champs-Élysées. Tél. : 225.99.06+

**IRAN AIR**

NOUS GRANDISSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

**Afin d'améliorer la qualité de la vie**

LINDE construit des installations pour la production des grands intermédiaires de l'industrie des matières plastiques. Ces dernières facilitent notre vie : moins de précautions à prendre, plus de temps aussi pendant les loisirs, tels que navigation de plaisance, camping, vol à voile, etc.

Les grands intermédiaires des matières plastiques sont l'éthylène et le propylène.

LINDE construit des installations pétrochimiques qui comptent parmi les plus importantes et les plus modernes du monde. LINDE est une des plus grandes sociétés d'Engineering et de Construction, dans la production d'oxygène, le pétrochimie, la chimie et dans le domaine nucléaire.

Le « savoir-faire » de LINDE repose sur plus de 1200 brevets internationaux dans le domaine des techniques de procédés.

LINDE ne travaille pas seulement dans le domaine des basses températures et des techniques de procédés. LINDE est une société moderne active dans les domaines des biens d'équipement et des services. Elle vous offre une diversification des produits résolument orientés vers l'avenir et satisfaisant toutes les exigences de qualité. Société-pilote pour la recherche et la technique, LINDE a atteint avec plus de 17 000 employés un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de DM.

**Linde** SAT LINDE 71, Avenue des Champs Élysées - 75008 PARIS Tél. 225.56.40

**Produits**  
Froid et Climatisation  
Hydraulique  
Systèmes d'aménagement  
Machines outils et outils  
Compresseurs à piston et centrifuges  
Vanne frigorifiques



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CLASSES MOYENNES

### Les G.I.R. tiendront une convention nationale à Paris

Une convention nationale sera organisée à Paris (le Monde du 2 mars) pour adopter une charte qui définira « l'axe autour duquel évolueront les G.I.R. (groupes Initiatifs et Responsabilités) et qui déterminera une structure plus élaborée ». C'est ce qu'a indiqué M. Léon Gengembre (P.M.E.) en haut du texte de présentation des nouveaux groupements, endossé par M.M. Monier (C.S.M.F.), Charpentier (G.I.C.), Debattise (F.N.S.E.A.) et Combe (A.P.C.M.).

Le texte de la déclaration que la presse a publiée notamment : « Le dessein de la scène est occupé en permanence par le débat politique qui rejette, met en mouvement, les aspirations de ceux qui ne peuvent se contenter des théories plus ou moins faibles et qui doivent combattre durement et chaque jour la réalité des faits. Nous pensons qu'il n'est plus possible d'accepter que les partis politiques nous parlent d'une société conçue arbitrairement en deux par la scène politique alors que les citoyens abusés par les promesses ou lésés par la propagande assistent à spectacles où combat qui prétend décider de leur destin. »

« Nous avons découvert notre solidarité et les éléments essentiels qui nous unissent : le choix de la liberté, le goût du risque, le sens de l'effort et l'exercice de la responsabilité et de l'initiative », indique encore cette déclaration.

Intervenant plusieurs fois sur la scène politique du mouvement, les cinq présidents se sont défendus de toute liaison avec quelque parti que ce soit. M. Debattise a précisé son refus du programme commun de la gauche. M. Charpentier a dit qu'il se retirerait du mouvement si celui-ci était « récupéré » par une organisation politique.

En ce qui concerne la nature de l'engagement des cinq présidents, M. Gengembre a déclaré qu'il s'agissait de la prise de position des personnalités et non de celle des organisations qu'il a rejointes. M. Charpentier a précisé que

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### REPRISE PROGRESSIVE DU TRAVAIL A L'USINE D.B.A. DE BEAUVAIS

Les six cent cinquante ouvriers de l'usine D.B.A. (Dreux, Benoit, Air Equipement) de Beauvais (Oise), à la suite de la grève de la fonderie Edouard-Maillat de Vivier-en-Corbière (Ardennes), reprendront graduellement le travail à partir du 2 mars. C'est ce qu'a annoncé la direction de cette usine de fonderie hydraulique, qui précise que les livraisons de matériel première main proveniendront de la fonderie ardennaise représentant progressivement, après plus de trois semaines d'arrêt.

Le communiqué de D.B.A.-Beauvais fait suite à l'arrivée de deux camions de fonte qui avaient été bloqués depuis le début de la grève sans l'usine ardennaise.

La direction d'Edouard-Maillat, qui précise que la production a partiellement repris à Vivier-en-Corbière avec l'aide des agents de maîtrise qui, se substituant au personnel ouvrier absent, a fonctionné le samedi 26. De ce fait, explique-t-on, l'usine de Beauvais a pu reprendre son travail à un rythme normal, et l'on pense que la majorité des salariés de ces usines devraient reprendre le travail se présentant par petits paquets à la fin des prochains jours.

Pour l'instant, selon la direction, deux cent cinquante salariés sur six cents sont présents dans l'entreprise, dont cent cinquante ouvriers.

### Les syndicats des banques envisagent une nouvelle grève

Les représentants des fédérations des banques C.F.D.T., C.G.T., F.O. et C.F.T.C. (la C.G.C. s'abstenant) devaient se réunir le 3 mars pour se prononcer sur la suite de leur action. La grève de vingt-quatre heures effectuée le 25 février n'est, pour les militants, qu'une première étape, car le mécontentement des employés de banque est profond, affirment-ils.

Pour la première fois depuis de longues années, ils n'ont aucune perspective d'amélioration du pouvoir d'achat. Précédemment, cette amélioration était obtenue par l'attribution de points : en 1976, 7 points (environ 5,9 francs par point) avaient été distribués uniformément, soit une augmentation moyenne de 1,15 %. Le maintien du pouvoir d'achat ne sera même pas assuré, puisque aucune majoration ou ajustement au titre de l'année 1977 ne sont prévus avant le mois de mai, date déjà fixée pour la prochaine réunion paritaire. Or, précédemment, une augmentation du salaire de base était toujours appliquée au 1<sup>er</sup> janvier.

Ainsi, au début de 1976, il y avait eu une majoration de 3 % du 0,80 % destiné à apurer les comptes de 1975. Avec quatre autres relevés successifs, les salaires fin 1976, avaient augmenté de 9,70 %, alors que l'in-

## UN NUMÉRO SPÉCIAL DE

### PLACEMENTS ET INVESTISSEMENTS

8, rue de Berri - Paris 8<sup>e</sup>

Quel sera le sort de votre patrimoine : actions, obligations, terre, pierre, or, dépôts liquides, valeurs refuges ?

### VOS PLACEMENTS SI LA GAUCHE GAGNE EN 1978

la première synthèse complète des intentions de la gauche à travers le Programme commun et toutes les déclarations des responsables depuis 1972 : impôt sur le capital, indemnisation des actionnaires, indexation de l'épargne, etc.

Pour recevoir ce numéro, découpez et envoyez le bon ci-dessous

Nom \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

☐ ci-joint un chèque de 120 F à l'ordre de Placements et Investissements 8, rue de Berri, Paris 8<sup>e</sup>

VOUS BÉNÉFICIEZ EN PLUS D'UN ABONNEMENT GRATUIT DE TROIS MOIS À LA REVUE

## BIBLIOGRAPHIE

### DEMAIN, L'AUTOGESTION

d'Edmond Maire et Claude Perrignon

« J'ai lu comme un phare de mai 1968, l'idée d'auto-gestion rassemble pour nous les espoirs de l'humanité d'aujourd'hui. » Le ton du petit ouvrage — 180 pages — d'Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., et Claude Perrignon, chargé du service de presse de la confédération, vient de publier, tranche d'emblée avec les études théoriques et les rapports politiques et sociaux consacrés à ce sujet. Les auteurs ont voulu écrire un livre chaleureux, car c'est autant par cœur que par raison que la C.F.D.T. veut changer la vie. Pour l'essentiel de la vie, c'est par cœur dans la mort.

S'appuyant sur la réflexion et l'action, la C.F.D.T. qui présente dans un style direct et simple, il est écrit un ouvrage clair et didactique qui s'adresse d'abord à tous ceux qui connaissent mal l'auto-gestion. L'auteur, qui a vu, malgré son titre en forme d'espérance, de présenter le socialisme autogestionnaire comme le « Pérou, le ciel ou le paradis », il ne s'agit pas d'offrir « une vision guidée et rapide d'un pays de rêve », mais d'explorer des pistes vers une société à « inventer, à construire », à l'instar de ce que la révolution ne s'est pas à la base de notre démarche, écrivent les auteurs. L'histoire nous montre d'ailleurs que les révolutions de la guerre conduisent souvent au bûcher, au camp de concentration ou à l'usage psychiatrique.

Parlant d'une analyse critique du système capitaliste, Edmond Maire et Claude Perrignon régent un peu rapidement leur sort — les affirmations tenant bien d'urgence — mais les expériences de la démocratie et social-démocrates, fassent-elles auto-gestion. Ils insistent d'ailleurs sur les « déviations » et les dangers du socialisme centralisateur et léniniste. Ce qu'ils proposent, ce n'est pas le modèle d'une autre société, mais une perspective et une pédagogie. Leur objectif : changer partout et dès aujourd'hui par l'action collective les rapports sociaux entre les hommes marqués par l'exploitation, la domination, la dépendance.

Pour cela, la prise du pouvoir politique et le changement de la propriété, pour ne citer que les deux, ne sont ni « suffisants » ni « décisifs ». La marche vers l'auto-gestion passe par « des actes quotidiens » c'est-à-dire des conquêtes et décisions et significatives de nouveaux pouvoirs par les travailleurs. Elle doit se traduire aussi par une recherche de l'harmonie entre la liberté et l'égalité : « La liberté sans contrôle social débouche sur la reconstitution des inégalités et des privilèges, l'égalité sans le droit à l'initiative libre conduit à la bureaucratie et à la dictature ».

Mais l'est-ce pas rêver que de croire qu'il puisse exister une société où personne ne domine personne, où il y aurait un équilibre et un épanouissement de chacun ? Comme si l'homme était naturellement vertueux ! La nature humaine a bon dos, répliquent les auteurs.

L'être humain est ce qu'il devient. » Nous savons par expérience, ajoutent-ils en substance, que la plupart des hommes lorsqu'ils peuvent prendre en charge leurs propres affaires, font preuve de grandes capacités d'initiative et de responsabilité. Si, au terme de ce livre, l'auto-gestion ne relève plus tout à fait de l'utopie ou du rêve, elle reste un pari.

J.M.D.  
\* Demain, l'auto-gestion, Edmond Maire, Claude Perrignon. Editions Seghers (collection « Points de départ », 127 p., 20 F.

## LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE

### LE FIGARO : une forme de proposition

« Des initiatives comme celle d'aujourd'hui sont-elles vraiment utiles à promouvoir une prise de conscience, une cristallisation ? Deux choses les justifient si elles parviennent à se développer : un point d'appui et une action. Mais on peut aussi imaginer qu'un groupe de classes moyennes se constitue une force de proposition et de médiation entre la gauche et la droite, que ce soit pour constater la réalité des mouvements écologiques ? »

### LIBERATION : une carcasse vide

« Les classes moyennes qui ont vu pour Giscard, n'arrivent pas à se reconnaître dans le chef de l'Etat. (...) Le seul soupçon qui apparaît à l'horizon, c'est qu'elles attendent un verrou, il faut la préparer et faire entendre sa voix. Alors on crée le G.I.R. Un mouvement à première vue un peu fade et qui n'a pas de structure, et la venue d'un nouveau mouvement qui ressemble un peu (...) à une carcasse vide... »

## FISCALITÉ

### LE MINISTÈRE DES FINANCES PERDRAIT SON DROIT DE DÉCIDER SEUL DES TRANSACTIONS

Les grandes lignes de la réforme du ministère de l'économie et des finances seront probablement connues dès la fin du mois, à l'issue du conseil des ministres du mercredi 30 mars. On sait (le Monde du 3 mars) que M. Giscard d'Estaing a fait passer à M. Barre une lettre de mission chargeant le premier ministre de réorganiser le ministère des finances dans ses relations avec le public et pour une plus grande efficacité.

Le projet de loi comprendra une dizaine d'articles. Il n'est pas question d'arrêter d'un coup de main la structure du ministère en deux parties, en transférant par exemple la direction du budget à l'économie. Un des points importants de la réforme pourrait être la création en cas de droit qu'il actualiserait la direction générale des impôts de proposer des transactions en situation fiscale irrégulière, plutôt que de transmettre automatiquement les dossiers au parquet. On affirme, rue de Rivoli, qu'il est dans l'intention de la Direction d'élaborer à ce sujet « des règles assez strictes qui soient et appliquées aussi automatiquement que possible », cela pour qu'il n'y ait pas de plus — d'habitudes dans les décisions d'envoyer ou de ne pas envoyer un dossier à la justice.

### L'HUMANITÉ : parfum poétique

« Dans les moments décisifs, les hommes se précipitent, notamment, la droite a toujours pu compter sur M. Debattise, qui est l'ami de M. Giscard d'Estaing et de M. Charpentier. (...) Les G.I.R. ont un avenir du libéralisme avancé. (...) Les propos de M. Debattise, rappellent le positivisme des années 60. (...) Dans l'esprit des hommes du pouvoir, les G.I.R. devraient permettre de ramener les couches moyennes vers le gauchisme, que ce soit sous la bannière chrétienne, bariste ou laïque. Il s'agit bien de politique, ce n'est pas le plus combinateur des termes. »

### LE MATIN DE PARIS : coup de fil

« L'habillage idéologique ne doit pas être illusion. Derrière les vieux bricards de l'organisation professionnelle se profilent les contours d'un gigantesque coup de fil sur un tiers état en danger, cette fois, de prolétarianisation. »

### L'AUBRE : défenseur d'une société de liberté

« Le G.I.R. se veut avant tout le défenseur d'une société de liberté plutôt que le promoteur d'une telle ou telle politique. (...) La tâche que se sont assignés les cinq G.I.R. ne sera pas facile. (...) Mais si le rassemblement grand corps, alors ce nouveau syndicat aux allures prononcées de groupe de pression pourra mener la politique politicienne à grande échelle, les représentants des Français dansant que leurs options idéologiques. »

## AFFAIRES

### L'OPEP CONSACRERA 800 MILLIONS DE DOLLARS CETTE ANNÉE

### A L'AIDE AU Tiers-Monde

Les ministres des finances de l'OPEP ont décidé le 1<sup>er</sup> mars, à Vienne, de consacrer cette année — comme l'an dernier — 800 millions de dollars à l'aide au tiers-monde. Le secrétaire général de l'OPEP, M. Ali Salim, a cependant précisé que les modalités selon lesquelles le « fonds spécial » répartira cette aide, il s'en est d'ailleurs refusé à débiter la ventilation des contributions des pays membres (selon certaines règles). L'Arabie Saoudite aurait demandé à réduire sa participation.

La conférence des ministres des finances a d'autre part « exploré ses sources » à la nomination proposée de l'Arabie Saoudite à la présidence du Fonds international de développement agricole, dont le siège devrait être, selon l'OPEP, en Iran. Les observateurs de Vienne voient dans ce soutien un « geste de conciliation » entre Ryad et Téhéran, actuellement divisés sur le prix du pétrole. — (A.F.P.)

## Mariez les libertés d'un hôtel avec les libertés d'un appartement.

La liberté pour mieux vivre, c'est une hôte pour accueillir vos amis ou refouler les gênes, vous rendre mille services 24 heures sur 24. C'est un personnel qui règle vos problèmes domestiques; Un service restaurant pour des repas au Club ou à domicile; des équipements de détente et de santé...

Mais c'est aussi un appartement bien à soi, avec un décor personnel, des objets familiers. Un domicile toujours à sa disposition.

Toutes ces libertés nous les avons réunies à la Résidence-Services des Ternes. Une résidence de grand standing où l'on bénéficie des services d'un grand hôtel tout en étant propriétaire de son appartement.

De vrais appartements, du studio au 3 pièces. Des services accessibles puisque partagés entre tous les co-propriétaires.

Un mode de vie moderne pour vous laisser la pleine liberté des plaisirs de Paris: ceux des Champs Elysées et du centre Maillot voisin, du Bois de Boulogne tout proche.

## Résidence-services des Ternes dans le 17<sup>e</sup> à Paris.

Pour en savoir plus sur la Résidence-Services des Ternes écrivez à Cogedim, 12 rue Roquépine, 75008 Paris ou téléphonez au 266.3.4.5.6.

FABRICANT - VENTE DIRECTE  
**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX**  
**ORFÈVRE**  
**FRANOR** 70, RUE AMPELOT  
TEL. 760.87.94  
15<sup>e</sup> St-Sébastien, Paris 14<sup>e</sup> arr.

Le travail...  
Basses températures...  
Hydraulique...  
Machines...  
et autres...



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AGRICULTURE

### LA HAUSSE DU CAFÉ SE POURSUIT

La hausse des prix du café a repris sur les marchés internationaux. Mardi 1<sup>er</sup> mars, les cours ont à nouveau frôlé les 4000 livres sterling la tonne à Londres, s'approchant des 4 dollars la livre-poids à New York et s'inscrivant dans la fourchette 3.250-3.500 F les 100 kilos à Paris-La Havre.

Le Salvador et le Brésil ont à nouveau augmenté leurs prix d'exportation, et la sécheresse compromise la récolte en Colombie. Au Brésil, où tous les records de vente pour une seule journée ont été battus, le café a été vendu dimanche, le 28 février, à 3.500 F les 100 kilos.

M. Calas, ministre de l'Agriculture, estime que ces cours qui espèrent une baisse des prix à la suite d'un boycott des consommateurs se trompent lourdement. Il affirme avoir, il y a quelque temps, acheté du café brésilien pour éviter une tension excessive des cours. Mais ses interlocuteurs n'en auraient rien fait, tablant sur une réaction en baisse, ce qui les oblige aujourd'hui à acheter en force au moment où le niveau des stocks diminue sensiblement. Au Brésil, ce n'est pas avant 1978 que les jeunes caféiers auront les premières récoltes. En 1975, ils étaient en production, et d'ici là, estime-t-on à Rio, il y aura de beaux jours pour les producteurs.

### LA VENTE DE BEURRE À L'U.R.S.S.

## La responsabilité de M. Roy Jenkins est gravement engagée

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission devait arrêter, mercredi 2 mars, sa position sur le problème posé par l'exportation de beurre communautaire vers l'Union soviétique. Vendredi dernier, elle a décidé, comme lui en donne le droit la réglementation communautaire, de suspendre pour trois jours la préfixation des restitutions à l'exportation de beurre, autrement dit l'octroi d'une subvention pour des contrats à venir. Cette subvention est fixée depuis le début février à 150,75 unités de compte par 100 kilos (182 dollars), soit deux fois plus que le cours mondial. Le porte-parole de la Commission a admis mardi que des certificats donnant droit à cette subvention de 182 dollars avaient déjà été octroyés pour un total de 38 000 tonnes (10 000 joués et 28 000 vendus). La suspension décidée vendredi ne peut d'aucune manière remettre en cause l'exécution de ces contrats. Des bateaux à destination des ports soviétiques ont d'ores et déjà été chargés.

De notre correspondant

Une crise sérieuse dans la Communauté. Une analyse un peu fustigée révèle que tout, absolument tout, dans cette affaire a été truqué et conduit à la conclusion que la Commission, en suspendant vendredi l'octroi des subventions de beurre à l'exportation, a commis d'abord une faute sur le plan moral, et apparaît en effet comme un bon et bon cherché à tromper l'opinion publique. La responsabilité personnelle du président Jenkins lui a joué un rôle déterminant dans les péripéties des jours passés et gravement engagée.

La réaction, à notre avis lamentable, de la Commission — ou plutôt de son président — appelle deux questions :

— **Politique** : cette exportation à bas prix est-elle une atteinte au Royaume-Uni, essentiellement parce qu'elle est destinée à l'Union soviétique ; la Commission, en suspendant même indirectement une telle mesure, ne doit-elle pas un terrible engagement. Les Neuf, dans la gestion de leur politique agricole commune, ont traité jusqu'ici leurs clients sur un pied d'égalité. Existe-t-il maintenant une liste noire parmi les pays tiers ? Accord des subventions pour exporter des produits excédentaires vers l'Union soviétique devient-il condamnable alors qu'il est permis à l'égard de la Suisse ou du Japon de faire pas ? Si c'est le cas, il faut le dire car c'est nouveau, et ouvrir un débat public sur ce thème.

— **Économique** : en l'absence de mesures structurelles de nature à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché laitier (mesures qui ne peuvent se résumer à imposer une « taxe de responsabilité » aux producteurs), la Communauté doit se débarrasser de ses excédents. Faute d'actions énergiques de ce genre, les stocks publics de beurre, qui s'élevaient aujourd'hui à 180 000 tonnes (dont 100 000 tonnes en Allemagne), dépasseront les 200 000 tonnes en France. Les autorités allemandes, qui atteignent probablement 400 000 tonnes, de l'avis même de M. Gundelach, le commissaire en charge des affaires agricoles, à l'autonomie prussienne, ne se sentent pas de dégrader le marché personnel de la confédération à Bruxelles, est d'exporter, et le seul débouché important est l'U.R.S.S. Les passages du commerce de ces excédents sous l'autorité du président Jenkins, laissant croire qu'il existe une alternative (vente à bas prix à l'extérieur de la Communauté) extorquent ce que l'opinion publique n'en est pas moins parfaitement dégoûtée : les exportations de beurre faites dans ce sens se sont soldées par un échec complet.

En faisant tel ou tel critique adressée par ses compatriotes à la politique d'exportations agricoles de la C.E.E., le président Jenkins ne peut pas se blâmer, mais il n'ignore pas ce bilan, et il n'ignore pas que la politique agricole commune, qui n'est assurément pas conforme à sa mission.

PHILIPPE LEMAITRE.

### LA TURQUIE SE FÉLICITE DE LA VISITE D'INDUSTRIELS FRANÇAIS

(De notre correspondant.)

Ankara. — Une délégation du Conseil national du patronat français vient de séjourner en Turquie, à l'invitation de l'Union des chambres de commerce et d'industrie turques. A Ankara, on s'est félicité que, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, une délégation d'industriels français ait visité la Turquie, ce qui, pour certains observateurs turcs, a une signification plus politique qu'économique. Toutefois, la Turquie projette d'importer en 1977 des équipements industriels pour un montant de 6 milliards de dollars.

En 1976, Ankara a importé 300 millions de dollars de produits français et exporté pour 108 millions vers la France, qui est son deuxième fournisseur et client (8 % et 5,5 % des achats et des ventes de la Turquie). Quelques huit entreprises françaises — contre vingt-quatre allemandes et vingt américaines — détiennent des participations en Turquie. Les investissements français — 14 millions de dollars seulement — représentent 11 % du total des capitaux étrangers. Enfin, selon les statistiques officielles, quelque cinquante-six mille ouvriers turcs travaillent en France sans compter les clandestins. — A.V.

### LE GROUPE SCOA PREND LE CONTRÔLE DE LA FIRME AUSTRALIENNE SULLIVAN

Le groupe commercial SCOA, ancienne Société commerciale de l'Ouest africain, qui filiale depuis 1969 de la Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, a réalisé 6 milliards de chiffres d'affaires en 1976, compte son réseau international. Il vient de prendre le contrôle de la société australienne de commerce Sullivan (150 millions de chiffres d'affaires), qui fait du négoce dans le Pacifique sud. En 1975, SCOA avait pris le contrôle de la Compagnie Olivier.

A partir de ce nouvel investissement de 15 millions de francs, le groupe SCOA a l'intention de développer les activités commerciales de Sullivan (vente de produits alimentaires notamment) dans le Pacifique sud, mais aussi de créer de nouveaux courants d'exportation de cette zone vers l'Extrême-Orient et le Sud-Est asiatique. Il s'agit enfin de promouvoir la vente de biens de consommation et d'équipement en provenance de l'Europe.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES :**  
Banque d'Europe  
Banque d'Amérique  
Banque d'Afrique  
Banque d'Asie  
Banque d'Océanie  
Banque d'Europe  
Banque d'Amérique  
Banque d'Afrique  
Banque d'Asie  
Banque d'Océanie

**SITUATION AU 1<sup>er</sup> février 1977**

La situation au 1<sup>er</sup> février 1977 s'élevait à 169 975 millions contre 178 540 millions au 4 janvier 1977.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises, non bancarisées admises au marché monétaire, se chiffre à 31 735 millions. Les Comptes d'Émission et Divers totalisent 2 507 millions et les Comptes de Particuliers 57 785 millions. Les Bons de Caisse atteignent 20 425 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle s'élevaient à 55 402 millions, les Comptes débiteurs à 25 687 millions. Les Crédits mobiliers hors bilan s'inscrivent pour 16 626 millions.

### D.M.C. - PRICE

Dans le but de mieux assurer leurs responsabilités de gestion tout en simplifiant leurs services aux clients, les sociétés D.M.C. et Price, qui détiennent des intérêts communs dans des entreprises textiles et parcellaires, se sont mises d'accord sur les opérations suivantes :

1) La participation du groupe D.M.C. dans la société Textile, qui était, depuis 1968, de 51 %, a été portée à 67 %.

2) En contrepartie, le groupe Price a reçu 50 % du capital des sociétés Laitière de Picardie-Finistère et Fletter-Rolands et détient ainsi plus de 75 % du capital de chacune de ces deux sociétés.

Le Laitière de Picardie-Finistère, premier fabricant européen de fromage à l'ancienne, a réalisé, en 1976, un chiffre d'affaires de 184 000 000 de francs. Fletter-Rolands, fabricant de produits de boulangerie contrôlés sous licence d'industrialisation sur licence de l'ordre de 157 000 000 de francs.

De son côté, le groupe D.M.C., l'un des plus importants fabricants de tissus pour vêtements européens de tissus pour l'habillement, l'ameublement et les usages industriels, a réalisé en 1976 un chiffre d'affaires consolidé de 1 milliard 900 millions de francs en 1976. Le regroupement s'inscrivant dans le cadre de ces opérations permet à chacun des deux groupes d'obtenir une plus grande efficacité.

### SAINRAP & BRICE

Le chiffre d'affaires hors taxes du groupe Sainrap & Brice pour l'exercice 1976 s'élève à environ 1,05 milliard de francs (+ 47 %). Bien que les comptes consolidés ne soient pas encore définitivement arrêtés, le bénéfice du groupe devrait être de l'ordre de 200 millions de francs (+ 25 %), tandis que la dette s'élève à 62 millions de francs (+ 40 %).

Le carnet de commandes hors taxes au 1<sup>er</sup> janvier 1977 est de 1,74 milliard de francs (+ 1,05 milliard de francs au 1<sup>er</sup> janvier 1976). L'augmentation a donné des comparables étant de 47 %.

Pour l'exercice 1977, le chiffre d'affaires se situera entre 1,4 et 1,5 milliard de francs (+ 25 % à données comparables).

Sainrap & Brice a acquis le 1<sup>er</sup> janvier 1977 67 % du capital de l'entreprise de travaux publics Chambon, dont le siège est à Clermont-Ferrand. Cette prise de participation, qui fait suite à l'acquisition de 70 % du capital de Gracette et Passager (Roanne) à pour but de renforcer la position du groupe dans le centre de la France et de diminuer la part relative des travaux exécutés à l'étranger, qui représentent environ 65 % pour l'exercice.

Compte tenu de la médiocrité de la rentabilité des travaux exécutés en France, les résultats de 1977, après déduction imprévisible, devraient se traduire par une progression des résultats de l'ordre de 15 % à 20 %. La société a déposé une demande d'autorisation à la cote officielle auprès des autorités compétentes.

### Le libéralisme « pur et dur » du marché de Chicago

Que venait faire à Paris ces lundi 28 février et mardi 1<sup>er</sup> mars, le président de la Bourse de commerce de Chicago, le plus important marché à terme mondial de denrées ? Au moment où la nouvelle administration mise en place par le président Carter déclare vouloir organiser les marchés mondiaux des denrées alimentaires pour éviter les fluctuations des cours, M. Warren W. Lebeck a présenté une défense et illustration de la loi du marché, où se confrontent l'offre et la demande dans une exploitation pure et dure. Et il a critiqué vivement les « bureaucrates » et les « planificateurs » qui veulent imposer des normes aux producteurs.

« Pensez-vous que les spéculateurs produisent plus de denrées alimentaires que les producteurs ? », lui avons-nous demandé. « Oui », a répondu M. Lebeck. Une telle défense du libéralisme économique — « si les hommes politiques ne s'occupent pas de nos affaires, nous vivons dans un monde parfait », a-t-il notamment dit — a quelque peu étonné son auditoire européen.

M. Jean Deleau, vice-président du Conseil économique et social, président des céréaliéristes français, a pris le contre-pied de M. Lebeck, lui faisant remarquer que de nombreuses organisations agricoles — y compris américaines — ont donné leur accord à la constitution d'accords mondiaux. Un fonctionnaire de l'O.C.D.E. a fait remarquer que l'accroissement des transactions à Chicago tenait moins aux vertus du système lui-même qu'au gonflement de la masse de capitaux flottants, qui ont recherché la meilleure rémunération possible.

M. Krasnol, directeur de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), a noté que l'organisation des marchés agricoles répondait à une nécessité sociale et à des impératifs de développement.

Apparemment, M. Lebeck a été insensible aux arguments de ses interlocuteurs. Il a assimilé la position de M. Deleau à celle des « païens » à l'égard de la religion chrétienne. Et, sans en dévier, il a conclu que les agriculteurs américains étaient attachés au système du marché à terme, dont la « philosophie », se fonde sur la libre entreprise et la motivation du profit. « Si l'agriculteur américain, a-t-il dit, qui n'a pas besoin de subventions, veut faire des bénéfices, il a intérêt à suivre les indications du marché de Chicago. » — A.G.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Direction des Chemins de Fer du Togo lance un appel d'offres pour la fourniture de matériel ferroviaire financée par la BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT pour la construction d'un nouveau tracé de Chemins de Fer entre LOMÉ et TABLIGBO (Projet CIMAO).

**OBJET DE LA FOURNITURE :**

Les fournitures comportent plusieurs lots :

A) Matériel d'entretien et de réparation de voie.

B) Appareil de voie.

C) Rails.

D) Équipement d'atelier et wagons.

Tout prévu dans les cahiers de prescriptions spéciales et techniques annexés au présent avis d'appel d'offres.

**DÉPÔT DES OFFRES**

Les Offres établies en langue française et en trois exemplaires devront être adressées, sous pli fermé cacheté, portant en « inscription » : Appel d'offres pour la fourniture de matériel ferroviaire N° 1, à Monsieur le Président de la Commission CONSULTATIVE DES MARCHÉS, PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE, LOMÉ, RÉPUBLIQUE TOGOLAISE, avant le 29 avril 1977 à 18 heures locales.

**PARTICIPATION À LA CONCURRENCE**

L'appel d'offres est ouvert à égalité de conditions à toutes personnes physiques ou morales résidentes des États membres de la BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, DE LA BANQUE MONDIALE OU DE LA SUISSE. Les soumissionnaires éventuels pourront souscrire pour un ou plusieurs lots ou pour une partie d'un lot.

**LIEU DE DESTINATION**

La livraison se fera CAF, sous palan port de LOMÉ (République Togolaise).

**CONSULTATION DU DOSSIER**

Le dossier d'appel peut être consulté aux adresses suivantes :

1) Direction du Réseau des Chemins de Fer du Togo, B.P. N° 340, LOMÉ.

2) Ambassade de la République du Togo à :

— BONN, Bad Godesberg, Beethovenstrasse 13-53, BONN.

— BRUXELLES, 264, av. de Tervuren, 1150 BRUXELLES.

— PARIS, 8, rue Alfred-Roll, PARIS-17.

— CANADA, 220, Queen Avenue West, OTTAWA.

— WASHINGTON, 2208, Massachusetts Avenue NW, WASHINGTON DC 20008.

— NEW-YORK, Mission permanente du Togo aux Nations unies 172 East 40th Street NEW-YORK 10 016.

3) BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, B.P. N° 1387, ABIDJAN.

Les soumissionnaires ont en outre la possibilité d'obtenir le même dossier sur simple demande à la Direction des CFT contre remise d'un chèque de 25 000 Francs C.F.A. établi au nom du Colistier Central des C.F.T.

### FAITS ET CHIFFRES

#### Automobile

● **LE GROUPE PEUGEOT-CITROËN A ENGAGÉ DES NEGOCIATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS** en vue de la construction d'une usine de construction automobile. Les premiers contacts ont été pris en juillet 1976. En février, une délégation de la Peugeot-Citroën a été envoyée au ministère portugais de l'Industrie pour un projet détaillé qui prévoit la fabrication de cent mille voitures par an et la création de cinq mille emplois. Les modalités de financement et le coût de ce projet n'ont pas été encore fixés. Le Portugal possède jusqu'à présent que des usines de montage d'automobiles. Peugeot-Citroën, qui a déjà installé une unité d'assemblage, détiend 12,5 % du marché automobile portugais, où il se situe en deuxième position après Fiat (31,5 %).

#### Conflits sociaux

● **GREVE DES DOCKERS À BREST.** — La grève des dockers de Brest, qui est à son neuvième jour, entraîne des conséquences graves pour l'activité du port. Selon la chambre de commerce, les usines d'aliments du bétail risquent de se trouver en rupture de stock, des tonnes d'agrumes risquent de pourrir sur les quais engorgés de marchandises.

#### Colloques

● **AU COLLOQUE DE PARIS SUR LE NOUVEAU ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL.** — Deux communi-

cations sont ajoutées à celles que nous avons analysées dans le Monde daté 27-28 février. L'une émanait du ministre mexicain, M. Moya Palencia, qui a notamment déclaré : « Il est indispensable que les pays développés s'acquittent avant 1980 de leur responsabilité de destiner à l'assistance aux pays non développés des ressources de l'ordre de 0,7 % du produit national brut ». L'autre rapport du président R. Calderón du Venezuela, soulignait : « Ce sont les peuples hautement industrialisés qui ont imposé par leur politique économique aux pays sous-développés un modèle de croissance qui les a rendus impuissants ».

#### Étranger

● **LA BALANCE JAPONAISE DES PAIEMENTS** a enregistré, en janvier, un déficit de 848 millions de dollars (avant corrections saisonnières). Ce déficit, comparé avec un surplus de 494 millions de dollars en décembre, est dû à la balance commerciale, qui a accusé un déséquilibre de 77 millions de dollars en janvier, contre un excédent record de 1 683 millions en décembre. — (A.F.P.)

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

|           | Dollars | Deutsche marks | Fr suisses | Fr français |
|-----------|---------|----------------|------------|-------------|
| 68 heures | 4 1/4   | 3 1/4          | 5          | 2 1/4       |
| 1 mois    | 4 3/8   | 4 1/4          | 5 1/4      | 2 5/8       |
| 3 mois    | 4 3/4   | 4 1/2          | 5 3/4      | 3 1/4       |
| 6 mois    | 5 1/4   | 5 1/4          | 6 1/4      | 3 3/4       |
|           |         |                | 2 3/8      | 2 7/8       |
|           |         |                |            | 11 11/16    |
|           |         |                |            | 11 15/16    |

1500 000 000



## LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
1<sup>er</sup> MARS

## Plus résistants

Tandis que les cours de l'or pouvaient vigoureusement leur mouvement de hausse, les valeurs françaises sont restées plutôt irrégulières à la Bourse de Paris, où, à l'inverse de la veille, le nombre de hausses parait l'avoir légèrement emporté sur celui des baisses.

Le 10 juin, à 10 h. 30, le notable de la Chambre syndicale faisait état d'une progression de 0,26 %, par rapport aux derniers cours de la précédente séance.

Deux secteurs ont été franchement bien orientés : la construction, mécanique, et les magnétons. Les hausses ont dominé aux alimentations et du bâtiment, tandis que les pétroles, les chimiques et les métallurgiques sont plutôt affaiblis.

La plus forte hausse a été enregistrée par S.E.C.T. (+ 7 %), et la plus forte baisse par Sactec (— 6,5 %).

A noter la reprise des cotations des titres Schneider Radio-Téléphonie, qui ont atteint 1.200 francs (qui dénotait déjà 92 % du capital) lance une offre publique d'achat, au prix unitaire de 120 francs. Cette offre prendra fin le 20 mars.

Remarque la légère baisse du loyer de l'argent au jour le jour, car un dénouement positif n'est venu animer le marché, qui est resté très peu actif.

Aux valeurs étrangères, un coup d'arrêt a été donné à la hausse des actions de la grande industrie américaine. En revanche, les américaines et les allemandes sont restées résistantes.

Sur le marché de l'or, le lingot a continué de progresser, chaque gramme enregistre 165 F. à 212 F., en dépit de l'affaiblissement des cours à Londres. D'autre part, six mille napoléons ont changé de mains à 222 F. (+ 3,50 F.). Le volume des ventes de lingots français s'élève à 7,20 millions de francs contre 7,64 millions.

### Taux du marché monétaire

**LONDRES**

| VALEURS                  | CLOTURE<br>1/3 | COURS<br>2,2 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| LES LAMES 1/2 % .....    | 28 1/8         | 28 1/8       |
| Accumans .....           | 419            | 424 ....     |
| Arnsch. Petroleum .....  | 890            | 922 ....     |
| Edison .....             | 510            | 518 1/2 ..   |
| Edison .....             | 185            | 185 .....    |
| Imperial Chemical .....  | 233            | 235 1/2 ..   |
| Campanella .....         | 115            | 117 ....     |
| Edison .....             | 224            | 224 1/2 ..   |
| Western Industral .....  | 14 1/8         | 14 1/2 ..    |
| West Electric Corp ..... | 198            | 198 ....     |
| West Industral .....     | 18 1/4         | 18 1/2 ..    |

### NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**UNILEVER.** — Le groupe a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1 178 millions de florins contre 771 millions en 1975, soit 21,14 florins par action ordinaire contre 13,84 florins en 1975. Les actionnaires d'Unilever N.V.

## NEW-YORK

[illegible]

| VALUES      | COURS  | COURS  |
|-------------|--------|--------|
|             | 28.2   | 1/2    |
| 1000 .....  | 53 1/2 | 53 1/4 |
| 77 .....    | 53 5/8 | 53 3/8 |
| 4000 .....  | 42 ... | 42 5/8 |
| 10000 ..... | 30 3/4 | 31     |

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**UNILEVER.** — Le groupe a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,78 milliard de francs contre 1,67 milliard en 1975, soit 21,14 florins par action ordinaire et 10,57 pour les actions privilégiées. Les actionnaires d'Unilever N.V. recevront un dividende final de 1,25 florin par action ordinaire portant le total annuel à 2,26 florins contre 1,85 florins en 1975.

**HEINZ.** — Le bénéfice net de 1976 s'est élevé à 1,25 milliard de francs contre 1,88 milliards en 1975, soit 14,69 francs par action ordinaire et 7,34 pour les actions privilégiées. Le dividende global est porté de 12 F à 12,50 F. D'après cela, le bénéfice net de 1976 représente 102 % du montant de 73 %, a indiqué la société.

Les exercices 1976 ont été affectés à 4,9 millions de francs contre 4,79 millions en 1975. Les dividendes des autres sociétés du groupe ont été affectés à 34,50 F par action.

**SANLUCA ELECTRIC.** — Pour l'exercice au 30 novembre dernier, le bénéfice net est établi à 65,67 millions de francs contre 65,67 millions en 1975, soit 66,23 yens par action contre 31,91 yens au plus haut cours.

**CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE.** — Le bénéfice net de 1976 s'élevait à 1,1 milliard de francs contre 931 millions de francs. Dividende global inchangé.

**SABRAFF ET BRICE.** — Le bénéfice du groupe devrait être de l'ordre de 21 millions de francs contre 1976 de 20 millions de francs. L'investissement progressif de 40 % a

|         |       |       |
|---------|-------|-------|
| VALEURS | COURS | COURS |
|         | 28.2  | 1/2   |

|                      |        |        |
|----------------------|--------|--------|
| ALGERIA              | 53 1/2 | 53 3/4 |
| ARGENTINA            | 83 5/8 | 83 1/2 |
| AUSTRIA              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| BELGIUM              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| BENELUX              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| BULGARIA             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| CANADA               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| CENTRAL              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| CHINA                | 53 1/2 | 53 1/2 |
| COLOMBIA             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| COSTA RICA           | 53 1/2 | 53 1/2 |
| CUBA                 | 53 1/2 | 53 1/2 |
| CZECH REPUBLIC       | 53 1/2 | 53 1/2 |
| DENMARK              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| GERMANY              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| GREECE               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| HUNGARY              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| INDONESIA            | 53 1/2 | 53 1/2 |
| ITALY                | 53 1/2 | 53 1/2 |
| JAPAN                | 53 1/2 | 53 1/2 |
| KOREA                | 53 1/2 | 53 1/2 |
| NETHERLANDS          | 53 1/2 | 53 1/2 |
| NETHERLANDS ANTILLES | 53 1/2 | 53 1/2 |
| NEW ZEALAND          | 53 1/2 | 53 1/2 |
| NORWAY               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| OMAN                 | 53 1/2 | 53 1/2 |
| PANAMA               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| PARAGUAY             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| PERU                 | 53 1/2 | 53 1/2 |
| PORTUGAL             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| ROMANIA              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| RUSSIA               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SAUDI ARABIA         | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SEYCHELLES           | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SINGAPORE            | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SLOVAKIA             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SLOVENIA             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SPAIN                | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SWEDEN               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| SWITZERLAND          | 53 1/2 | 53 1/2 |
| TAIWAN               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| THAILAND             | 53 1/2 | 53 1/2 |
| TURKEY               | 53 1/2 | 53 1/2 |
| UNITED KINGDOM       | 53 1/2 | 53 1/2 |
| UNITED STATES        | 53 1/2 | 53 1/2 |
| URUGUAY              | 53 1/2 | 53 1/2 |
| VENEZUELA            | 53 1/2 | 53 1/2 |
| YUGOSLAVIA           | 53 1/2 | 53 1/2 |

## COURS DU DOLLAR A TOKYO

|                       | 1/3     | 2/3    |
|-----------------------|---------|--------|
| Dollar (en francs) .. | 282 575 | 281 40 |

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc 1976.)

|                       | 28 fév. | 1 <sup>er</sup> mars |
|-----------------------|---------|----------------------|
| Valeurs françaises .. | 93,5    | 93,7                 |
| Valeurs étrangères .. | 100,2   | 100,6                |

Ce DES AGENTS DE CHANGE  
(Base 100 : 29 déc 1961.)

BOURSE DE PARIS - 1<sup>er</sup> MARS - COMPTANT[illegible]

## MARCHÉ A TERMÉ

[illegible]

### COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL        | COURS<br>mbs | COURS<br>1 2 |
|------------------------|--------------|--------------|
| Euro-Bas (51...)       | 4 952        | 4 953        |
| Canada (52...)         | 4 761        | 4 750        |
| Aluminium (200 000...) | 208 425      | 208 700      |
| Wheat (100 bush...)    | 29 260       | 29 380       |
| Wheat (100 bush...)    | 13 804       | 13 822       |
| Wheat (100 bush...)    | 84 700       | 84 890       |
| Wheat (100 bush...)    | 7 231        | 7 230        |
| Wheat (100 bush...)    | 5 586        | 5 586        |
| Wheat (100 bush...)    | 5 553        | 5 534        |
| Wheat (100 bush...)    | 94 870       | 94 800       |
| Wheat (100 bush...)    | 189 880      | 200 010      |
| Wheat (100 bush...)    | 15 210       | 12 918       |
| Wheat (100 bush...)    | 118 170      | 118 480      |
| Wheat (100 bush...)    | 184 900      | 184 240      |

## COURS ES BILLETS

| 200 et 250 francs | MONTRES ET DEVISES       | COURS<br>franc. | COURS<br>100 |
|-------------------|--------------------------|-----------------|--------------|
| 5                 | Or fin (pied au barre)   | 23505           | 23420        |
| 4 71              | Or fin (pied au barre)   | 22670           | 23185        |
| 200 francs        | Or fin (pied au barre)   | 230             | 227          |
| 150 francs        | Or fin (pied au barre)   | 230             | 227          |
| 13 45             | Pièce française (20 fr.) | 200             | 202 28       |
| 13 60             | Pièce suisse (20 fr.)    | 215             | 216          |
| 13 60             | Pièce suisse (20 fr.)    | 215             | 216          |
| 13 60             | Pièce suisse (20 fr.)    | 215             | 216          |
| 8 57              | Souverain                | 193 50          | 192 10       |
| 5 525             | Pièce de 20 dollars      | 180 80          | 182          |
| 94                | Pièce de 10 dollars      | 152             | 152          |
| 13 60             | Pièce de 5 dollars       | 84 50           | 84           |
| 12 75             | Pièce de 5 dollars       | 84 50           | 84           |
| 117 50            | Pièce de 10 florins      | 236 50          | 238 60       |
| 195 50            | Pièce de 10 florins      | 236 50          | 238 60       |



